

INSTITUT ROBERT SCHUMAN

735



COLLOQUE SCIENTIFIQUE

ACTION DE LA COMMUNAUTE DANS LE MONDE

ET

IDENTITE CULTURELLE EUROPEENNE

*MERCREDI 18 OCTOBRE - SAMEDI 21 OCTOBRE 1989
CHATEAU DE BOURGLINSTER, GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG*

Sous le patronage et avec l'appui de:

Commission des Communautés Européennes

Ministère des Affaires Culturelles du
Grand-Duché de Luxembourg

UNESCO

Parlement Européen

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Maison de l'Europe de la Zone Caraïbes-Amériques

MERCREDI 18 OCTOBRE 1989

20:00 RECEPTION INAUGURALE A LAROCLETTE (nouvelle salle de fêtes)
Présidence: S.E. Monsieur J. Santer, Premier Ministre et
Ministre des Affaires culturelles du Grand-Duché de Luxembourg
Accueil du Président de l'I.R.S.E.
Professeur H.-A. Schwarz-Liebermann von Wahlendorff
Présentation de la thématique du colloque
Monsieur A. King, président du Club de Rome

JEUDI 19 OCTOBRE 1989

9:00-12:30 CONTENU ET DYNAMIQUE DE L'IDENTITE CULTURELLE EUROPEENNE
Présidence: S.E. Monsieur Luis Etcheverria, ancien président du Mexique
1.1 Aspects historiques de l'identité culturelle européenne
Prof. R. Mowat, D.Phil. (Oxon), historien et écrivain
1.2 Système de valeurs et normes éthiques
Mgr. G. Defois, recteur de l'Université Catholique de Lyon
1.3 Dynamique actuelle de l'identité culturelle européenne
Monsieur R.-F. Lejeune, écrivain, président honoraire de l'I.R.S.E.
Rapporteur: Monsieur Cl.-L. Genty, président du Centre pour
l'Europe des Citoyens et des Droits de l'Homme

14:00-18:00 IDENTITE CULTURELLE DE L'EUROPE DE L'OUEST EN RELATION AVEC
CERTAINES AUTRES CULTURES
Présidence: Monsieur R. Weber, directeur au Ministère luxembourgeois
des Affaires culturelles
1.4 Relations avec l'Europe de l'Est
Professeur H.-A. Schwarz-Liebermann von Wahlendorff
1.5 Relations avec la culture nord-américaine
Professeur H. Sirkoff, Université de New Hampshire
1.6 Relations avec la culture arabe
Monsieur P. Balta, journaliste
Rapporteur: R.F.M. Rieutord, s.l., secrétaire général de l'I.R.S.E.

VENDREDI 20 OCTOBRE 1989

9:00-12:30 DIMENSIONS JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET TECHNIQUES DES
RELATIONS AVEC LE MONDE,
A LA LUMIERE DE L'IDENTITE CULTURELLE EUROPEENNE

Groupes de travail

I Paix et sécurité

Présidence: *Monsieur J. Lukaszewski, recteur du Collège de l'Europe*

Professeur H.-A. Schwarz-Liebermann von Wahlendorff

*Professeur A. Garibaldi-Jallet, présidente
Mouvement Fédéraliste Européen*

Rapporteur: *Monsieur R. André, vice-président de l'I.R.S.E.*

II Aspects économiques et sociaux

Présidence: *Monsieur B. Zamaron, délégué-général du
Centre Robert Schuman*

Professeur Monsieur Crochat, Dir. Inst. Adm. Entreprises à Lyon

Rapporteur: *S.E. Amb. L. Yaker, ancien Ministre,
conseiller spécial du directeur général de l'UNESCO*

III Sciences, techniques et arts

Présidence: *S.E. Monsieur L.S. Senghor, ancien président du Sénégal*

*Professeur J.C. Beaune, Faculté de Philosophie, Université Lyon III
Professeur R. Court, idem*

Rapporteur: *Monsieur Jordi Porta, Fundación Boffil*

14:00-18:00 Débat général sur les rapports provisoires des trois groupes de travail

autour de quatre grands thèmes: PAIX - JUSTICE - SOLIDARITE - PROGRES

Présidence: *S.E. Madame S. Veil, ancien Ministre,
membre du Parlement européen*

19:00 Réception offerte par la Maison de l'Europe de la Martinique

SAMEDI 21 OCTOBRE 1989

en présence de son Altesse Grand-ducale
le Prince Guillaume de Luxembourg

9:00-12:30

CONCLUSIONS ET SYNTHÈSE

Présidence: *S.E. Monsieur G. Thorn, ancien Ministre,
ancien président de la Commission des CE*

1. En groupes de travail: Mise au point des conclusions

2. En séance plénière: Communication des conclusions de chaque
groupe

14:00-17:00

Présidence: *S.E. Madame C. Lalumière, ancien Ministre,
secrétaire général du Conseil de l'Europe*

Rapporteurs: *Monsieur C.-J. Van der Vaeren, vice président de
et Mademoiselle A. Génicot I.I.R.S.E.*

Conclusion générale

*S.E. Monsieur F. Mayor, ancien Ministre,
directeur général de l'UNESCO*

... ..

C.

135

... ..

-

... ..

... ..

... ..

... ..

I.R.S.E.

Colloque sur

Action de la Communauté dans le monde et
Identité culturelle européenne
(18-21/X/1989)

Rapport général

par Ch.J. Van der Vaeren, assisté par Anne Génicot

CE COLLOQUE A essayé de dégager d'abord une vue d'ensemble, quoique non exhaustive, des principaux problèmes du monde actuel, dans la solution desquels l'action de la Communauté européenne devrait être significative - sans quoi cette Communauté manquerait partiellement à sa vocation profonde.

En deuxième lieu, nous nous sommes interrogés sur le thème "Quelle est l'identité des peuples européens constituant cette Communauté, à partir de laquelle cette contribution à la solution des problèmes mondiaux devrait être conçue et élaborée?"

Enfin, le colloque a examiné, quels objectifs, quelles stratégies et quels moyens d'action devaient être mis en place, découlant de cette identité culturelle spécifique.

* * *

I. GRANDS PROBLEMES DU MONDE ACTUEL

1. Les structures politiques

Dans le domaine des grands problèmes du monde actuel sur lequel la Communauté devrait agir, plusieurs constatations s'imposent, tout d'abord, quant aux structures politiques du monde actuel.

Les Etats-nations ne répondent plus aux besoins de l'humanité : "the vessel of sovereignty is leaking". Les Etats ont cédé la place à des blocs; mais les nations ou les régions les plus pauvres n'y ont pas de place, ni de voix au chapitre : elles flottent dans une dépendance de fait et dans l'incertitude quant à leur sort dans le concert des blocs.

Par ailleurs, les structures politiques en place sur le plan mondial - et même sur le plan national - ne parviennent pas à penser les problèmes à long terme, ni de façon politique; elles ne parviennent pas non plus à contrôler les mécanismes et les pouvoirs économiques.

2. La Paix

Parmi les grands problèmes mondiaux, il faut citer, en deuxième lieu, ceux liés au besoin fondamental de paix des hommes.

Même s'il n'y a plus de guerre mondiale, il y a encore de nombreux conflits, qui sont activés par le sur-armement, dans lequel des États européens ont une grave responsabilité. Ces nombreux conflits plus ou moins locaux sont incontrôlés et incontrôlables, par manque de mécanisme obligatoire de négociation, d'arbitrage et de coercition. Il en résulte, dans certaines parties du monde, de grandes misères et des déplacements énormes de millions de réfugiés.

Une autre facette du problème de la paix réside dans l'insécurité et le terrorisme, qui sont assez généralisés même là où il n'y a pas de réel conflit.

3. La Justice Sociale

Le troisième grand problème mondial relevé au cours du colloque est celui de l'exploitation humaine et de l'injustice sociale qui se traduisent notamment par le racisme, soit dans ses manifestations aiguës comme l'apartheid, soit de façon plus diffuse mais très réelle, y compris dans nos sociétés européennes. Dénier de justice sociale aussi dans le fait que certains peuples minoritaires voient leur identité propre gravement menacée de disparition complète.

Dans ce domaine, il faut citer encore le problème d'une grave non-satisfaction des besoins matériels humains, dans des groupes importants de la population. 20 à 25 % de l'humanité voient leurs besoins essentiels insatisfaits malgré l'existence des ressources de base nécessaires et des capacités sous-employées de les mettre en oeuvre, notamment au sein de la Communauté européenne. L'importance numérique de ces groupes marginalisés tend à augmenter par suite du rythme de leur croissance démographique.

Concernant encore l'insatisfaction grave des besoins humains, le colloque a souligné la croissance énorme de la consommation des parties riches de l'humanité tant en énergie qu'en produits. Il en résulte un différentiel de consommation entre les riches et les pauvres qui devient scandaleux, des risques graves d'épuisement des ressources non-renouvelables, et la destruction de notre environnement commun par la pollution et par nos déchets - destruction qui risque de devenir irréversible et l'est déjà dans certains cas.

II. BASES CULTURELLES DE L'EUROPE

Le deuxième volet des travaux concernait les bases culturelles de l'action de la Communauté dans le monde. En quoi les peuples qui font la Communauté européenne se reconnaissent-ils une identité commune, qui puisse servir de base à la construction de cette Communauté, d'une part, et à l'action de la Communauté face aux grands problèmes mondiaux identifiés, d'autre part ?

Des analyses historiques très riches, très fouillées, ont permis de dégager ce qui fait maintenant la culture spécifique de l'Europe de l'Ouest.

Ce contenu n'est cependant pas univoque, ni linéaire. Le patrimoine culturel européen se transmet et progresse à travers des crises et des ruptures : l'exaltation de l'individu et la raison critique, héritées des Grecs, opposées au primat de la relation au Dieu-souverain et au souci de l'autre, hérités du judéo-christianisme, ont donné lieu au dialogue ouvert à l'expression des antagonismes et à une constante remise en question, traits caractéristiques de la culture européenne. Les contradictions internes peuvent ainsi être fructueuses et porteuses d'avenir.

1. La liberté personnelle

Avant tout, la tradition judéo-chrétienne apparaît comme la base, la source de tout ; elle apporte une permanence du personnalisme, de la reconnaissance de la valeur incommensurable de chaque personne humaine, qui répond au besoin d'équilibre entre individualité et collectivité, entre matérialité et spiritualité. Il en découle des valeurs essentielles pour nous, Européens, et tout d'abord le droit à la liberté, qui est la condition de l'épanouissement de chaque personne et le lieu du dialogue entre les personnes puis entre les groupes. Sur la souche du personnalisme croît aussi le principe d'égalité entre les personnes ; il s'ensuit qu'aucun pouvoir ne peut avoir d'autre source que la masse des êtres humains, d'où notre attachement particulier à la démocratie. Le pouvoir ne se justifie que par une délégation participative du droit de chacun à son auto-détermination.

2. La responsabilité de chacun à l'égard du groupe

De la tradition judéo-chrétienne résulte, en deuxième lieu, le principe de la responsabilité individuelle par rapport au bien personnel et au bien commun. De là résulte l'importance du concept de culpabilité personnelle, qui s'oppose à la norme du conformisme social prévalant dans d'autres cultures. Ce concept de culpabilité personnelle a d'ailleurs été surdéveloppé dans certaines de nos sociétés et à certaines périodes. Cela

a provoqué, par réaction, un excès d'esprit libertaire, et même d'individualisme égocentrique, qui semble largement prédominant à l'heure actuelle et l'emporte sur l'esprit de solidarité.

3. L'esprit prométhéen

La tradition judéo-chrétienne a été fortement enrichie par ses retrouvailles, en Europe, avec la philosophie grecque, pour produire une troisième composante de la culture européenne : la vocation de l'homme à conquérir la nature, à continuer la création par ses propres moyens, plutôt que de chercher avant tout à s'harmoniser avec la nature. De cet esprit est née la philosophie du progrès, le culte de la découverte et de l'action, de la science et de la technique.

4. L'esprit critique

De la philosophie grecque nous héritons aussi le culte de la rationalité et l'esprit expérimental. "L'homme est la mesure de toute chose". La tradition chrétienne y a ajouté une note de linéarité qu'on ne trouvait pas dans la tradition grecque. Ce trait culturel fondamental comporte, lui aussi, des risques de rupture; quand l'Européen s'est détaché de ses racines spirituelles, il est tombé dans des excès : excès de l'impérialisme, du totalitarisme, du racisme - et cela parce que, ayant coupé ses racines spirituelles, il a perdu le sens de l'humilité.

Par rapport à cette philosophie rationnelle, nous vivons actuellement une crise de rationalité. Nous ne sommes plus très sûrs de nous-mêmes; nous sommes perplexes devant la valeur de la technique et de la science pour résoudre les problèmes humains. En effet, nous avons constaté les dégâts sociaux graves qui ont été causés par un excès de rationalisme, qui étouffe en partie la dimension du coeur dans notre culture.

5. La normativité

A côté des apports judéo-chrétien et grec, il faut mentionner enfin l'apport latin qui, dans notre monde d'aujourd'hui se manifeste dans notre attachement à l'état de droit, à la normativité, qui garantit notamment la liberté individuelle et l'ordre dans la société, et par l'importance de l'organisation de la cité comme cadre de vie.

Dans cette organisation sociale, un dualisme s'est progressivement développé et est maintenant bien établi dans la culture européenne, entre la cité, d'une part, ses règles et ses institutions, et, d'autre part, la vie spirituelle et religieuse, avec ses propres institutions, normes, etc.

* * *

Le colloque a souligné deux autres points, qui ne se rapportent pas au contenu même de l'identité culturelle, mais qui paraissent importantes pour déterminer une stratégie de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui.

Une première constatation est que la richesse de l'Europe réside dans sa diversité culturelle : elle constitue une "marqueterie culturelle". Cette diversité doit être sauvegardée car elle rend la Communauté attractive à d'autres peuples, notamment à ceux de l'Europe de l'Est, qui souffrent d'un monolithisme culturel officiel contre lequel ils réagissent d'ailleurs, ainsi qu'à ceux de l'extrapériphérie d'outre-mer - pour qui la Communauté représente les droits de l'homme, la démocratie parlementaire, l'Etat de droit. Ils trouvent dans la Communauté une garantie de la démocratie et de la valeur de la personne humaine et ils désirent coopérer avec ce partenaire dont ils attendent le respect de leur propre identité.

Ces partenaires extérieurs renvoient alors à la Communauté l'image cohérente de son identité culturelle qui est sous-jacente à sa diversité.

La diversité culturelle est donc aussi importante que la diversité génétique.

En deuxième lieu, le monde attend de l'Europe communautaire une parole à la fois vraie et modeste. Une parole vraie, c'est-à-dire authentique, une parole qui surgisse de son identité propre. Ce qui veut dire que l'Europe doit affermir sa conscience de son identité dans l'image globale que présente sa marqueterie culturelle. Elle devrait ainsi gagner davantage de confiance en elle-même et pouvoir apporter sa parole avec la modestie que le monde attend d'elle.

III. PROPOSITIONS RELATIVES A LA DYNAMIQUE CULTURELLE EUROPEENNE

En regard de l'image de la culture européenne actuelle, le colloque a recommandé certaines mesures pour affermir cette dynamique culturelle. Ces recommandations visent l'intérieur de la Communauté et découlent du regard que celle-ci peut porter sur son identité, avec ses points forts et ses faiblesses.

1. La défense contre la mercantilisation

La première conclusion pratique est que nous devons défendre les identités culturelles spécifiques des peuples européens et empêcher leur nivellement par le bas, notamment contre les pressions de l'économie de marché, qui se manifestent notamment à travers les médias commercialisés.

2. Une Charte culturelle

En deuxième lieu, on constate que les efforts et les préoccupations des responsables politiques de la Communauté européenne sont orientés presque exclusivement vers les questions économiques, et accessoirement vers le domaine social pour réduire les coûts sociaux des changements économiques. Ces efforts et préoccupations devraient être ré-équilibrés en faveur de l'éducation et de la création culturelle. Dans ce domaine, le colloque a accueilli la proposition d'établir une Charte Culturelle Européenne, qui aurait pour objectif, d'une part, de protéger et, d'autre part, de développer ce que l'Europe communautaire voudrait être pour elle-même, et aussi pour les autres, sur le plan culturel. Une première esquisse de la Charte amènerait à y considérer les éléments suivants :

- diffuser une éducation de base commune, intégrant la mémoire collective européenne;
- sauvegarder le patrimoine culturel en Europe, dans sa diversité;
- promouvoir le développement d'une culture européenne pour aujourd'hui, à l'abri autant que possible des manipulations par les médias et par les groupes d'intérêts commerciaux.

3. Un institut de la science et de la culture

Le colloque a émis, comme troisième recommandation, l'établissement d'un institut pour la sauvegarde des valeurs culturelles européennes et la promotion de la science en fonction de ces valeurs. Cet institut aurait notamment pour tâches d'étudier les aspects éthiques du progrès scientifique et technique, de manière à donner à la science et la technique leur place propre par rapport aux sciences humaines; il devrait aussi étudier les aspects juridiques et institutionnels d'un programme de progrès pour l'homme et pour tous les hommes.

IV. PROPOSITIONS RELATIVES A L'ACTION DE LA COMMUNAUTE DANS LE MONDE

Les conclusions du colloque se sont enfin tournées vers le monde extérieur : "Quelles pourraient être les champs d'action et les modes d'action de la Communauté dans le monde, sur la base de son identité culturelle" ? Ces recommandations peuvent être groupées sous trois grands objectifs : (i) une contribution positive à un climat de détente et de paix, (ii) la promotion des droits de l'homme comme instrument du respect et de l'épanouissement de chaque personne humaine, et (iii) la solidarité avec les autres

En effet, ce n'est qu'en tant qu'entité ne parlant que d'une seule voix face aux grandes puissances, exprimant une seule volonté de paix et de solidarité, et disposant de tous les moyens de la souveraineté internationale, que la Communauté pourra être fidèle aux idéaux inscrits dans son identité propre.

* * * * *

Pour Monsieur J. PORTA. de la part de A. Genicot.

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL III

SCIENCES, TECHNIQUE ET ART

Rapporteur : M. J. Porta

LE GROUPE DE travail a entendu deux communications préliminaires, à savoir : celle du professeur Raymond Court concernant "l'Identité culturelle de l'Europe et la dimension esthétique", et celle du professeur Jean-Claude Beaune, concernant "Les techniques et la crise de la rationalité occidentale". Il y a eu également des contributions spécifiques, comme celle du journaliste P. Balta sur les relations entre l'Europe et la culture arabe. Il ne s'agit pas dans ce bref résumé de synthétiser ces contributions, dont les textes ont été mis à la disposition des organisateurs du colloque et de tous les participants. Je souligne toutefois un certain nombre de points qui ont été mis en évidence dans les conclusions.

- La dimension esthétique d'une culture, lorsqu'elle prend conscience d'elle-même à travers sa propre représentation, constitue un élément fondamental de l'identité culturelle. *en fait*
- L'identité culturelle européenne doit se construire sur la base de la promotion et du respect des diverses expressions culturelles qu'elle intègre en son sein. *deux*
- La culture européenne doit constituer un espace libre et ouvert aux cultures du monde et établir avec celles-ci une relation non de supériorité, mais de dialogue enrichissant.
- La technique est un élément fondamental de l'identité culturelle européenne. La culture technique désigne à la fois le "moteur de la puissance occidentale", qui constitue sans aucun doute sa véritable originalité, et, par ailleurs, un domaine culturel qui ces derniers temps s'est trouvé chargé d'une certaine ambiguïté.
- La culture européenne souffre d'une crise de rationalité. Les facteurs qui conditionnent le secteur technique ne sont pas davantage qu'un indicateur de cette crise. Il s'agit d'un dilemme que ni la nouvelle "spiritualité renaissante", ni le scientisme intempérant ne peuvent trancher de manière adéquate.
- L'Europe doit aider les pays arabes à s'engager davantage dans la recherche scientifique qui leur permettra d'être moins dépendants du monde extérieur, comme ils le sont aujourd'hui par le biais de la simple importation de technologie.

J. Porta, 5-12-80

- La diversité culturelle de l'Europe exige une compréhension de sa réalité, qui doit dépasser la division politique de l'Europe. Les frontières des Etats ne correspondent pas aux frontières des zones culturelles et linguistiques.

- Il convient toutefois de relever l'importance du fait politique européen dans la détermination de son identité culturelle. L'Europe a besoin d'approfondir sa propre identité culturelle comme conséquence du projet de future unité politique.

- Ce projet implique un certain protectionisme culturel devant l'inertie des mécanismes économiques mondiaux, qui font circuler les produits culturels comme un quelconque produit de consommation.

- Au regard de ces conclusions, le groupe de travail a dégagé les recommandations ci-après :

1. Il convient de renforcer l'idée d'une identité culturelle européenne (par le biais de la connaissance intérieure de leur propre réalité auprès des nouvelles générations), en favorisant la mémoire historique.
2. Les citoyens européens doivent développer leur connaissance d'autres cultures et leur relation avec celles-ci sur un plan d'égalité, et reconnaître l'influence de ces cultures sur la culture européenne.
3. L'Europe doit privilégier ses relations avec les pays arabes, en incorporant dans ses dictionnaires et encyclopédies les apports du monde arabe, en favorisant les coproductions télévisées avec ces pays et en aidant ceux-ci à récupérer leur capacité de recherche au-delà de la simple importation de technologie.
4. L'Europe doit rétablir ses liens avec les pays de l'Est en leur proposant, dans une première étape, leur participation aux programmes ESPRIT, ERASME, etc.
5. Comme étape sur la voie d'une formation européenne commune, les citoyens européens devraient pouvoir disposer d'un enseignement général commun. Il conviendrait de se mettre d'accord pour que les programmes d'enseignement dans des matières telles que l'histoire, les langues, les arts, etc. puissent comporter un certain nombre d'éléments retenus d'un commun accord par l'ensemble des pays européens.
6. Il conviendrait de développer, par l'analyse des conséquences culturelles et économiques, le modèle de communication linguistique optimal entre les Européens afin que la communication intereuropéenne puisse se faire sans discrimination.

7. Il conviendrait de déployer des efforts pour sauvegarder le patrimoine culturel européen, en particulier dans le domaine du théâtre et de la musique, en recourant aux moyens qu'offrent les technologies modernes pour conserver et diffuser ce riche patrimoine européen (vidéo, cassettes, etc.).
8. La politique européenne devrait s'opposer aux contraintes économiques, en favorisant une production culturelle de masse, notamment à travers la télévision et la vidéo, qui puisse être l'expression de la propre identité européenne vis-à-vis des produits dominants provenant des Etats-Unis et du Japon.
9. Pour résumer toutes ces questions et d'autres à incorporer dans un travail futur, il conviendrait d'élaborer une Charte Culturelle Européenne qui soit un point de référence pour les politiques de l'éducation et de la culture de tous les pays membres de la Communauté européenne.

INSTITUT ROBERT SCHUMAN

(Membre
de la Commission de Liaison des O.N.G.
du
Conseil de l'Europe)



INFORMATIONS PRATIQUES

I LIEUX DU COLLOQUE

1. *Mercredi 18 octobre*
Séance inaugurable à 20:00 à Larochette
(nouvelle salle des fêtes)
2. *Jeudi 19 octobre au samedi 21 octobre*
Séances plénières et groupes de travail au Château de
Bourglinster.
Une navette par car sera assurée entre Larochette, lieu
de logement, et Bourglinster.

II ENREGISTREMENT ET LOGEMENT

1. L'enregistrement des participants s'effectuera à
Larochette, le 18 octobre, entre 16 et 21 heures, à la
nouvelle salle des fêtes.
Pour les arrivées tardives, le secrétariat sera
assuré à Bourglinster, à partir du 19 octobre, de 9 à
18 heures.
2. Le logement est assuré dans des hôtels à Larochette. Le
lieu de logement de chaque participant lui sera indiqué
au moment de son enregistrement.
Les suppléments éventuels pour le logement seront payés
en liquide ou par eurochèque libellé en Ecu's, au
moment de l'enregistrement, auprès du secrétariat.
3. Le droit d'inscription donne droit à tous les repas.
Ceux de midi se prennent à Bourglinster; ceux du soir
dans les hôtels. (Boissons et choix hors-menus non
compris)

III DOCUMENTATION

Un dossier vous sera remis au moment de l'enregistrement,
contenant

1. les contributions écrites des intervenants;
2. des informations touristiques sur le Luxembourg.

EN ANNEXE

1. une carte routière;
2. les horaires de transport.

INFORMATIONS PRATIQUES (Suite)

En cas de nécessité de dernière minute, par exemple concernant votre arrivée à LAROCLETTE ou à BOURGLINSTER, vous pouvez prendre contact avec le Ministère des Affaires culturelles à Luxembourg.

Téléphone : 352/478.395

Fax : 352/402.427 (à l'attention de M. R. Weber)

(MORE) PRACTICAL INFORMATION

In case of last minute necessity, e.g. relating to your arrival in LAROCLETTE or BOURGLINSTER, you may contact the Ministry of Cultural Affairs in Luxemburg :

Telephone : 352/478.395

Fax : 352/402.427 (Attention of Mr. R. Weber)

BUS LUXEMBOURG (Gare) - LAROCLETTE

<u>Départ-Departure</u>	<u>Arrivée-Arrival</u>
08H15	09H10
12H10	13H15
16H10	17H08
18H10	18H55



PREPARATION D'UN COLLOQUE SUR LE THEME ACTION DE LA COMMUNAUTE DANS LE MONDE ET IDENTITE CULTURELLE EUROPEENNE

1. Au fur et à mesure qu'elle se construit, la Communauté européenne joue un rôle de plus en plus significatif dans le monde.
Ce rôle est tout d'abord économique, à travers des accords de commerce et de coopération et par la participation aux mécanismes économiques internationaux. Ce rôle s'étend progressivement à la sphère sociale, culturelle et même politique, notamment dans le cadre des relations avec les pays arabes, africains, asiatiques et latino-américains.
L'Acte Unique vient d'ailleurs, en 1986, de donner une base et un cadre juridiques à la coopération politique entre les Etats membres, par laquelle ceux-ci cherchent à construire une politique commune à l'égard du bloc soviétique, des Etats-Unis et autres pays industrialisés démocratiques, ainsi qu'à l'égard du Tiers-Monde.

Dans le passé, l'action de l'Europe de l'Ouest s'est fait sentir dans d'autres parties du monde de façon non négligeable : croisades, expansion commerciale, apports technologiques, missions chrétiennes, rayonnement culturel et philosophique, impérialisme et colonisation, etc. Cependant, il ne s'agissait pas toujours - tant s'en faut - d'une action bénéfique pour les "partenaires" extérieurs, ni d'une politique concertée entre les protagonistes européens, qui se concurrençaient plutôt âprement... quand ils ne s'entretuaient pas.

Pour que l'action de la Communauté dans le monde soit fondée sur des bases solides et stables, et qu'elle soit acceptée et même souhaitée par nos partenaires comme contribuant au bien commun universel, elle ne peut être guidée, ni par les conflits d'intérêts et les jeux de pouvoir intérieurs, ni par les forces politiques et économiques extérieures à l'Europe. Elle devrait être caractérisée, inspirée et orientée par les objectifs et valeurs fondamentaux qui sont communs aux peuples européens et qui constituent ce qu'on peut donc appeler l'"identité culturelle européenne".

Mais quelle est cette identité ? Existe-elle, d'abord ? Quel est ce fonds commun culturel des peuples d'Europe Occidentale ? Est-il différent de celui des peuples d'Europe Orientale, d'Amérique, d'Asie ?

2. A partir des diverses cultures ibérique, anglo-saxonne, germanique, latine ... une certaine identité culturelle européenne pourrait probablement être dégagée, non seulement dans le domaine des valeurs et objectifs fondamentaux, mais aussi dans celui des modes de relations sociales, d'organisation politique et économique, de modes d'expression artistique, de relation à la nature, etc., qui soient partagés par l'ensemble des peuples d'Europe Occidentale.

En particulier, l'action politique de la Communauté et de ses Etats membres est inspirée par une certaine conception du rôle de l'organisation sociale dans l'épanouissement des individus, de certains droits inaliénables qui s'attachent à la personne humaine en tant que telle, de la responsabilité aussi de chaque individu à l'égard du bien commun. Cette conception, qui, implicitement au moins, a présidé à la création de la Communauté et qui anime encore son développement, devrait être le guide et le moteur de l'action de cette communauté dans le monde. La puissance économique et scientifique de la Communauté lui impose d'ailleurs de jouer son rôle de façon plus consciente, organisée et, pour tout dire, "personnalisée".

Une telle prise de conscience est d'autant plus importante que la culture européenne est de plus en plus menacée par le progrès technique et par les mécanismes économiques qu'elle a engendrés. L'abrutissement consumériste, la dégradation grave de l'environnement, l'affadissement philosophique et artistique, provoquent des réactions de plus en plus nombreuses prônant un style "alternatif" de vie, d'action politique, d'organisation sociale et économique.

Pour définir son action dans le monde, l'Europe Occidentale ne doit, certes, pas faire du passéisme, mais bien surmonter sa crise et raffermir ses bases culturelles dans le présent. D'ailleurs, les inter-actions économique, sociale, scientifique, culturelle et politique qui se réalisent en Europe Occidentale pour construire la Communauté auront à la longue un effet positif sur le rapprochement entre les cultures nationales et régionales et sur la prise de conscience d'une identité culturelle commune.

3. Le rôle et l'action de la Communauté devraient être précisés en ce qui concerne les différents secteurs de la vie internationale, et notamment:
 - les relations Est-Ouest : rôle de l'Europe Occidentale par rapport aux deux super-puissances et aux pays dits non-alignés, dans la recherche de la paix dans le respect du destin propre de chaque peuple;
 - les relations Nord-Sud : rôle de la Communauté dans l'amélioration des chances de progrès des pays en développement et l'établissement de réseaux internationaux de solidarité;
 - partenaires économiques internationaux : les opérateurs des marchés mondiaux, les multinationales, les organismes économiques et financiers internationaux, etc.

La Communauté pourra jouer un rôle efficace dans le monde, d'une part, si son action est décidée et cohérente - et donc basée sur ses valeurs et objectifs fondamentaux; et, d'autre part, si elle est respectée par ses partenaires - parce qu'elle est enracinée solidement dans son identité culturelle.

4. Pour appliquer systématiquement le contenu de l'"identité culturelle" européenne, il conviendrait de tracer les lignes d'action de la Communauté dans les différents domaines où elle doit jouer son rôle mondial :
- domaine politique : mise en place ou renforcement des structures politiques qui sous-tendent les solidarités inter-nationales et qui assurent une solution non violente des conflits;
 - domaine économique-social : structures et mécanismes de justice sociale et de solidarité, problèmes démographiques, sauvegarde de l'environnement mondial, etc.;
 - domaines éthique et juridique : définition et protection des droits et devoirs fondamentaux des personnes et des peuples;
 - domaine culturel : problème de l'égalité réelle des cultures, protection des conditions de la créativité, sauvegarde des cultures menacées, etc.;
 - domaine scientifique et technique : mise de la science au service de l'épanouissement des personnes et des sociétés, et non des pouvoirs de domination économique, politique, etc.
5. Le but du colloque n'est donc pas avant tout de réfléchir sur le contenu de l'identité culturelle de l'Europe Occidentale, dans l'histoire et à présent. Il est orienté vers l'action, à partir des études déjà faites et des colloques récemment organisés sur cette identité. Les conclusions et propositions devront s'adresser aux décideurs politiques, économiques, mais aussi culturels, dans les Etats membres et dans les institutions communautaires.

Bruxelles, le 22/8/88
CH. VAN DER VAEREN

* * *

Institut Robert Schuman pour l'Europe:

Colloque scientifique:

**Action de la communication dans le monde
et
identité culturelle européenne**

Mercredi, 18 octobre - Samedi, 21 octobre 1989

Château de Bourglinster, Grand-Duché de Luxembourg

Liste des personnes présentes:

ANDRÉ Gisèle et René, fonctionnaire européen, 23, square Ambiorix, b.p. 31 B-1040 Bruxelles, tél: 2-73.58.356

ARGO Emmanuel, président de la maison de l'Europe, immeuble Clitandre, bd. de Verdun, 97200 Fort-de-France (Martinique), tél: 596.59.63.10

AUDOUX MarieBé, enseignante, 1, rue grandes Forges, F-77130 Montereau, tél: 64.32.31.44

BALTA Paul, journaliste, écrivain, 7, av. de la Favorite, F-94350 Villiers-sur-Marne, tél: 1-43.03.62.22

BEAUNE Jean-Claude, professeur d'université, 14, rue des Rosiers, F-21000 Dijon, tél: 80.55.34.02

BOCAERT André, fonctionnaire CEE, 68, av. de la Faisanderie, B-1150 Bruxelles, tél: 2-771.85.31 ou: 2-235.72.36

BORIES Jean, professeur et syndicaliste enseignant, 4, rue de Trévisse, F-75009 Paris, tél: 1-45.23.05.14

CASTEPA Bernard de, directeur de European Media Studies, 32, rue de l'Association, B-1000 Bruxelles, tél: 2-217.23.55

COLLOWALD Paul, 50, av. Winston Churchill , B- Bruxelles, tél: 2-34.50.661

COURT Raymond, professeur émérite Faculté de philosophie, Université Jean Moulin, Lyon III, 4, bd. Emile Huchet, F-01000 Bourg-en-Bresse, tél: 74.21.34.02

CROCHAT Max, professeur, 53, rue Victor Hugo, F-69002 Lyon, tél: 78.37.94.56

DE BROUWER Alain, conseiller au groupe PPE-DC Parlement européen, 7, avenue Bouchot, B-1810 Wemmel, tél: 2-234.26.09 ou: 234.25.70

DE RIVAS Georges, enseignant, 28, rue Jules Verne, F-91120 Palaiseau, tél: 64.47.02.27

DECOOPMAN Joseph, formateur dans l'enseignement catholique, 2, rue du Grand Séminaire, F-59409 Cambrai, Cedex, tél: 27.74.95.52

DEFOIS Gérard, recteur Université catholique, 25, rue du Plat, F-69288 Lyon, Cedex 02, tél: 72.32.50.00

DOCKENDORF Guy, professeur-attaché, chargé de la direction du Ministère des Affaires culturelles, 19-21, rue Goethe, L-2912 Luxembourg, tél: 478.394

DORAN Patrick, Dean of Faculty, College of Humanities, University of Limerick, Limerick, Republic of Ireland, tél: 61.33.36.44

DOUDNA Roger, educator, Findhorn Foundation, Forres IV 36 0TZ, Scotland, tél: 309.30.381

DURAND Micheline, interprète, professeur, 82, bd. La Tour-Maubourg, F-75007 Paris, tél: 1-47.05.58.13

ECHEVERRIA Luis, avocat, Magnolia 131, San Jeronimo Lidice, Mexico 10200 DF, tél: 59.54.151 ou: 59.50.233

EVANS Francis, ingénieur, Little Tedney, Whitbourne, Worcester WR6 5RX, GB tél: 886.21.364

FERRANDO Josep, médecin, Rambla Catalunya 65, E-08007 Barcelona, tél: 21.52.372

FERRO Luis, directeur de la Fundação Luso-Americana para o Desenvolvimento, Rua Do Sacramento a Lapa, P-1200 Lisboa, tél: 1-60.34.00

GALOFRÉ Rosorio, agent temporaire Parlement européen, 374, rue du Bois, B-1150 Bruxelles, tél: 234.22.76

GARIBALDI Anita, mouvement fédéraliste européen, Borgo Angelico, 20 I-00193 Rome, tél: (39)7.689.63.88

GENICOT Anne, chercheuse, 102, rue Berkendael, B-1060 Bruxelles, tél: 2-344.71.84 ou: 142, rue du Moulin, B-1030 Bruxelles, tél: 2-217.21.79

GENTY Claude-Laurent, conseil en formation et communication, 80 bd. Gambetta, F-94130 Nogent/Marne, tél: 47.23.00 (bureau), 48.73.29.92. (domicile)

GEORGET Patricia, juriste, 44, rue des Entrepreneurs, F-75015 Paris, tél: 1-40.58.18.41.

GUILLAUME Anne, professeur, proviseur de lycée, 6bis, rue des Marronniers, F-75016 Paris, tél: 1-45.27.52.42

HOSTERT Henri, conseiller de gouvernement, Ministère de l'Éducation Nationale, 29, rue Aldringen, L-2926 Luxembourg, tél: 46802-411

KUHN Günter, fonctionnaire du Comité Intergouvernemental pour les Migrations, 9, rue Brederode, B-1000 Bruxelles, tél: 2-513.94.16

LA PIRA Gaetano, Conseiller du président J.Delors, "Cellule de prospective" Commission des Communautés Européennes, 200, rue de la Loi, B-Bruxelles, tél: 235.09.40

LASSEMBLEE-LEON Catherine, trésorière IRSE, directrice ALFA, 35, rue Gandon, F-75013 Paris, tél: 1-45.82.25.79 (privé); 1-42.66.46.56 (prof.)

LAUTURE Jean-Jacques, administrateur CEE (Recherche), 8, Drève de la Brise, B-1190 Boitsfort Bruxelles, tél: 236.12.08

LEFKA Aikaterini, étudiante de 3e cycle en philosophie, 62, rue César Franck, B-4000 Liège, tél: 41.22.05.38

LEJEUNE Geneviève et S., administrateur, Lucinges, F-74380 Bonne, tél: 50.43.30.69; prof: Bureau International Catholique de l'Enfance, CH-Genève; tél: 731.32.48

LEJEUNE René, écrivain, Président honoraire de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe, Lucinges, F-74380 Bonne, tél: 50.43.30.69

LEMARIE Maïte, consultante en développement des organisations, 2, rue des Pépinières, F-92330 Sceaux, tél: 46.60.78.14

LEONARD DE LACOURT Michelle, chercheuse, Résidence Val Rosa, bd. Schoelcher Batelière, 97200-Fort de France (Martinique)

LEROY Dominique, docteur d'État ès-sciences économiques, Université d'Amiens, Campus universitaire, F-80025 Amiens Cedex, tél: 1-48.27.30.65

LOBSTEIN Philippe et Ludmilla, professeur de philosophie, administrateur Éducation Nationale; formatrice de formateurs Éducation Nationale, Résidence *Ciel de Provence A3*, avenue E.Grinda, F-06200 Nice, tél: 93.71.66.68

LUKASZEWSKI Jerzy, recteur du Collège d'Europe, Dyver 11, B-8000 Brugge, tél: 50-33.53.34

MARTINEAU Jacques, secrétaire-général Centre ECOM, Paliers du Rhin, F-67082 Strasbourg-Cedex, tél: 88.32.35.84

MATAHRI Myriam, étudiante, 23, rue Jean Leclaire, F-75017 Paris,
tél: 1-42.28.84.44

MOWAT Robin, historian, 20, Highfield Ave. GB-Oxford OX3 YLR,
tél: (0865)65.021

NUNO Vorge, sous-directeur, Centro de Estudios y soc. del Tercem Mundo, Ac.
Porfidio Diaz, N° 50, San Jeronimo, LNDCE, MEXICO 10200 D.F., tél: 595.20.88 ou:
595.58.88

OEHLMANN Martin, organizer of the Festival of European History, Sportlaan
400, NL-2566 LS Den Haag, tél: 70.65.04.10

PANIKER Mercedes, ONV consultant, EMSO representative, Calle Iradier, 26,
E-08017 Barcelona, tél: 21.23.975

PORTA Jordi, licencié en philosophie, directeur F.J.B., Fundació Jaume Bofill,
c.(Provença, 324, 1 e, E-08037 Barcelona, tél: 3-25.88.700

PRICE David , editor, 1, rue de Chantilly, B-1170 Bruxelles, tél: 2-660.63.68

RIEUTORD Maurice, secrétaire général, Institut Robert Schuman pour l'Europe,
Les Fontaines, b.p. 205, F-60501-Chantilly Cedex, tél: 44.57.24.60

RIEUTORD Guy, administrateur civil, 9, rue Bausset, F-75015 Paris

RUSSELL Alan, fonctionnaire CE et chercheur, 1A, rue André Fauchille, B-1150
Bruxelles, tél: 2-736.32.74; Queen Elizabeth House, Oxford, GB

SCHIAVONE Giuseppe, professeur universitaire d'organisation internationale,
Institut d'études européennes, *Alcide de Gasperi* , 29, Via Poli, I-00187 Rome,
tél: 6-67.84.262 ou: - 6-67.94.101

SCHWARZ-LIEBERMANN, professeur, Im Sand 5, D-5342 Rheinbreitbach

SITKOFF Harvard, professor of history, English-American Institute, NL -
Nijmegen-University

STOLD Jürgen, journaliste, 1, rue Jules Wilhelm, L-2728 Luxembourg, tél: 43.91.56

VACA Juan, route de Pontarme, F-60560 Orry-la-Ville, tél: 44.60.61.08

VAN DER VAEREN Charles, EC official, av. de l'Escrime 97, B-1150 Bruxelles,
tél: 2-235.13.92

VEHAR Dagmar, Regierungsdirektor, Kultusministerium Nordrhein-Westfalen,
Völklinger Straße 49, D-4000 Düsseldorf, tél: 211-89.63.443

VINCENT André, expert comptable, 2, avenue Hoche, F-75008 Paris,
tél: 1-47.66.51.27

VUILLOD Frédéric, étudiant, 23, rue Jean Leclaire, F-75017 Paris, tél: 42.28.84.44

WEBER Raymond, directeur des relations culturelles internationales au Ministère des Affaires culturelles, 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, tél: 478-364

YAKER Layachi, ambassadeur, 7, place de Fontenoy, F-75007 Paris, tél: 1-45.68.15.30

ZAMARON Bernard et Alix, fonctionnaires CEE, maison 26, L-9747 Enscherange, tél: 914.07

Interprètes:

GRAVES Alison, 24a, rue Van Aa, B-1050 Bruxelles, tél: 2-514.49.17

CADE Elizabeth, 8, Byfield Rise, Worcester, WR5 IBA, GB, tél: 0905-72.62.15

LISTE COMPLEMENTAIRE DES PERSONNES PRESENTES

FOUCHER Michel-Directeur Général de l'Observatoire Européen de
géopolitique.

19,place Tolozan-F 69001 LYON

GENNUSO Gaetano -Chargé de mission au Service Information du
conseil de l'Europe-

Avenue de l'Europe-F 67000 STRASBOURG TEL:88614961

LALUMIERE Catherine-Secrétaire Générale du conseil de l'Europe

Avenue de l'europe -F 67000 STRASBOURG

TEL:88 61 49 61

LAURENS Jean-Louis-Directeur Adjoint du Cabinet du Conseil de l'europe

avenue de l'Europe F-67000 STRASBOURG

TEL: 88 61 49 61

VISINE François-Président de la Fondation du Mérite Européen

80,Boulevard de la Pétrusse L-2320 LUXEMBOURG

TEL: 40 06 89

GROUPE I

GROUPE II

GROUPE III

Paix et sécurité	Economique et social	Science techniques et arts
R.F. LEJEUNE	D. LEROY	D. PRICE
M. OEHLMANN	F. EVANS	J. PORTA
J. DECOOPMANN	P. DORAN	J. STOLDT
G. DE RIVAS	M. AUDOUX	LEFKA
J.M. FERANDO	M. PANIKER	M. LEONARD
C.L. GENTY	G. KUHN	A. CUILLAUME
ECHEVERIA	J. MARTINEAU	A. BOGAERT
A. GARIBALDI	G. RIEUTORD	L. FERRO
J. LUKASZESKI	R. MOWAT	D. VEHAR
P. COLOWALD	G. LEJEUNE	J. J. LAUTURE
P. LOBSTEIN	E. ARGO	A. GENICOT
H.A. SCHWARTZ	M. CROCHAT	R. COURT
LIEBERMANN	J. BORLES	R. WEBER
M. RIEUTORD	M. LOBSTEIN	Paul BALTA
G. LA PIRA	A. RUSSEL	
R. ANDRE	B. ZAMARON	
R. DOUDNA	I. YAKER	
P. GEORGET	Ch. V. D. VAEREN	
	M. LEMARIE	
	A. VINCENT	

INTRODUCTION TO THE CONFERENCE WITH THE THEME

"COMMUNITY'S ROLE IN THE WORLD AND EUROPEAN CULTURAL IDENTITY"

1.

THE MORE THE European Community becomes reality, the more significant its role in the world.

This role is first and foremost an economic one, via trade accords and cooperation agreements and through participation in international economic mechanisms. It is a role which progressively extends into the social, cultural and even political spheres, notably in its relationship with the Arab, African, Asiatic and Latin-American countries.

Also, the European Single Act of 1986 aims at providing a basis and a legal framework for political cooperation between the Member States which will help them in achieving political unity as regards the Eastern bloc, the United States and other democratic, industrialized countries, as well as regards the Third World.

In the past the activities of Western Europe made themselves felt in no uncertain way in other parts of the world: the crusades, commercial expansion, technological contributions, Christian missionaries, cultural and philosophical influences, imperialism and colonization, etc. However, sometimes -more often than not- such activities were not to the benefit of the "partners" elsewhere, nor were they the result of political unison between the European protagonists who often engaged in fierce competition... if they weren't killing off each other.

In order to give the Community's activities in the world a solid and stable foundation, and to have our partners accept and even welcome them for their contribution to the universal good, they should not be guided by interior conflicting interests and by domestic powerstruggles, nor by political and economical influences from outside Europe. Instead, they ought to be characterized and inspired by and aimed at fundamental targets and values shared by Europeans alike and making up the, what one might call, "European cultural identity".

But what is this identity? Does it exist at all? What is this cultural fund shared by Western Europeans? Does it differ from the one in Eastern Europe, in America, Asia?

IT MIGHT BE possible to extract a certain European cultural identity from the various Iberian, Anglo-Saxon, Germanic, Latin and other cultures, not only as far as fundamental values and goals are concerned, but also as regards social behaviour, political and economical structures, artistic expressions, relationships with nature, etc., which might be shared by Western Europeans.

The political activities of the Community and its members are motivated to a great extent by the appreciation of the role social structures can play in the development of individuals, of certain inalienable rights belonging to all humans and because of those, the responsibility each individual carries concerning the common good. This concept which, implicitly, stood at the birth of the Community and which still stimulates its development, ought to be guiding and promoting the Community's activities in the world. The Community's economic and scientific muscle adds to its moral obligation to play its role conscientiously, well organized and, in one word, "personalized".

Such awareness is the more important as Europe's culture is increasingly threatened by the technical progress and economical processes it itself set into motion. The consumers' numbing, the serious degradation of the environment, the dozing off of philosophy and creativity provoke more and more reactions advocating an 'alternative' lifestyle, political action, social and economical reforms.

In order to provide its activities with a character of their own, Western Europe should certainly not continue to look back; instead, it ought to get out of its slump and strengthen its present-day cultural bases. Western Europe's economical, social, scientific, cultural and political interactions aimed at building up the Community will, in the long run, have a positive effect on the bringing together of national and regional cultures and on the realization of a communal cultural identity.

3.

THE ROLE AND the actions of the Community need to be specified where the various aspects of international relationships are concerned; particularly:

- the East-West relationship: the role of Western Europe as regards the two superpowers and the non-aligned countries, in its quest for peace whereby all peoples can pursue their own destiny;
- the North-South relationship: the role of the Community in promoting the progress of developing nations by the development and establishment of interdependent international resources;
- international economic partnerships: the traders in the world markets, the multinationals, the international economic and financial organizations, etc

The Community can play an effective role in the world if, on the one hand, its actions are determined and coherent -and therefore based on fundamental values and objectives- and if, on the other hand, it is respected by its partners because of its firm roots in its cultural identity.

4.

THE ESSENCE OF European "cultural identity" can be given shape by methodically setting out the roads to the various areas where it can play a global role:

- the political area: the establishment or reinforcement of political structures which support inter-national solidarity and which help in solving conflicts by peaceful means;
- the economic-social area: structures and mechanisms which realize social justice and solidarity, which help to solve demographic problems, which protect the global environment, etc.
- ethical en legal areas: definition and protection of fundamental rights and duties of individuals and peoples;
- the cultural area: the problem of actual equality between cultures; protection of the creative environment: safeguarding disappearing cultures, etc.
- the scientific and technical area: devote the sciences to the positive development of man and society and not to the achieving of power, be it of economical, political or other nature.

5.

THE AIM OF this conference therefore is not primarily to consider the composition of Western Europe's cultural identity past and present. It rather intends to take a look at its activities, based on existing studies and recent conferences concerning this topic. The conclusions and proposals will be forwarded to political, economical but also cultural decision makers in the member states and in the Community's institutions.

Brussels, 22-08-1988
CH. VAN DER VAEREN

165^{minutes} 00' 00"
1000 . meilleur.

L'identité culturelle européenne :

Relations avec la culture arabe.

Paul Balta.

Montée de la vague islamiste après la victoire de l'imam Khomeiny en Iran, recul relatif de l'arabisme, conflit israélo-palestinien, guerres du Liban, guerre Irak-Iran, confusion dans l'opinion publique entre monde musulman et monde arabe, suspension et échec du Dialogue euro-arabe, tensions dans plusieurs pays d'Europe avec les communautés de travailleurs immigrés (Maghrébins, Arabes du Proche-Orient, Turcs, Indo-pakistanaïis, etc...) sont quelques uns des facteurs qui ont contribué, au cours de la décennie qui s'achève, à donner une image négative de l'islam, en général, et du monde arabe en particulier. Une image qui a contribué à occulter un peu plus les relations avec la culture arabe.

A vrai dire, depuis l'avènement de l'islam, au VII^{ème} siècle, les rapports entre ^{la} chrétienté et l'islam au Moyen-Age, entre l'Europe et le monde arabe dans les temps modernes, entre le Nord et le Sud de la Méditerranée depuis la Seconde guerre mondiale et les indépendances, ont été des rapports dialectiques conflictuels et passionnels. Pourtant, malgré les affrontement de tous ordres, les échanges commerciaux et culturels -à bien des égards inséparables- ont été constants. Il convient d'ailleurs de rappeler qu'il y a eu, au Moyen-Age, une longue période de symbiose entre les cultures juive, chrétienne et musulmane d'expression arabe en Andalousie et en Sicile.

Les relations politiques entre le Nord et le Sud ont connu un rythme pendulaire qui a donné lieu à un va-et-vient culturel.

Il importe d'en retracer les grandes phases avant de parler des identités culturelles stricto sensu.

Première phase : l'épopée de l'islam. Le Prophète Mohamed meurt en 632. Un siècle plus tard, en 732, les musulmans qui ont adopté l'arabe -langue du Coran- comme langue de culture, ont édifié le plus grand empire depuis Alexandre : il s'étend des Pyrénées aux rives de l'Indus. L'âge d'or de la civilisation arabe (1) durera environ cinq siècles et son apport à l'Europe sera considérable dans tous les domaines. J'y reviendrai.

Deuxième phase : le début de la Reconquista, en Espagne, et surtout les Croisades. Il y en aura huit entre le XIème et le XIIIème siècles : la première a été prêchée par le pape Urbain II en 1090, la dernière se terminera par un échec en 1270 mais l'esprit de croisade lui survivra. Elles amorcent le reflux arabe qui s'achèvera avec la chute de Grenade, en 1492. 1492, c'est aussi l'année où Christophe Colomb découvre l'Amérique; cela mérite réflexion. Jusqu'à cette date, les échanges sont demeurés importants et l'on peut dire que sans l'apport de la civilisation arabe, ~~il~~ il n'y aurait sans doute pas eu de Renaissance en Europe ; en tout cas, elle n'aurait pas été ce qu'elle a été.

Troisième phase : la montée en puissance des Turcs ottomans qui compense le reflux arabe. Elle se manifeste avec éclat lors de la prise de Constantinople (1453) qui consacre la chute de l'Empire byzantin. L'Empire ottoman étend son pouvoir sur le Maghreb (à l'exception du Maroc) et conquiert une partie de

l'Europe du sud et des Balkans. A partir du XVIème siècle, l'arabe -sauf dans le domaine religieux- n'est plus la langue de culture : elle a été remplacée par le Turc et le persan.

Quatrième phase : la puissance européenne s'affirme et se déploie au XVIIIème siècle alors que commence le déclin des empires ottoman et perse. Les principes de la Révolution française, la Philosophie des Lumières, l'expédition de Bonaparte en Egypte, la révolution industrielle en Europe, relayée par les saint-simoniens, ébranlent l'Empire ottoman. Le choc des idées et les progrès de la technique européenne provoquent un réveil au sein du monde arabe. Un mouvement de pensée, la Nahda (Renaissance) voit le jour au début du XIXème siècle, principalement en Egypte, en Syrie et au Liban. Le rythme de l'histoire s'accélère.

Cinquième phase : la colonisation. Elle suit de près le cheminement des idées mais en contredit l'esprit. Pour justifier leurs expéditions, les Etats-nations d'Europe affirment apporter aux peuples arabes "la" civilisation ; les colonisateurs vont donc avoir tendance à nier ou à dénigrer la civilisation endogène des peuples colonisés. Parallèlement, les infrastructures modernes mises en place (usines, routes, chemins de fer, ports...) et la formation d'élites à l'occidentale sont conçues en fonction des intérêts et des besoins du colonisateur.

Sixième phase : les indépendances. La situation qui prévaut au XIXème siècle est caractérisée par un rapport de force inégal au profit de l'Europe sur le triple plan des armes, de la technique et de l'élaboration de nouveaux concepts. Dans un premier temps, elle suscite une résistance inspirée principalement par

la religion et la tradition. Succède ensuite une lutte de type moderne, celle des mouvements de libération qui se structurent au début du XXème siècle ; elle conduira les pays dominés à l'indépendance à partir de la Seconde guerre mondiale. Les guerres de libération et les indépendances ont été l'oeuvre des nationalistes modernistes : les uns avaient reçu une formation traditionnelle, les autres avaient été éduqués selon les méthodes européennes mais tous avaient été marqués par la pensée occidentale et étaient animés par une volonté de réforme et de modernisation. Cette volonté impliquait la récupération des richesses naturelles et du patrimoine national. Le heurt avec les intérêts de l'Europe a donc dominé les décennies 1950 et 1960. Pouvait-il être évité? Peut-être. Ce qui est sûr, toutefois, c'est que la vigueur l'Occident a défendu ses intérêts -des intérêts souvent anachroniques- a contribué à destabiliser les dirigeants nationalistes et modernistes, arabes ou non. Je pense, entre autres, à Mossadegh et à Gamal Abdel Nasser. Leur échec relatif sur le plan économique et social a contribué à faire le lit de l'islamisme.

Septième phase : la vague islamiste. Le phénomène islamiste, tel que nous le connaissons, a pris son essor avec la création de l'organisation des Frères musulmans, en Egypte, en 1927-1928. Cet essor a été contenu par les modernistes jusqu'à la fin des années 1960. Depuis 1978-1979, le mouvement n'a cessé de s'amplifier. On peut toutefois se poser une question : de même que la défaite de l'Egypte face à Israël, en 1967, a amorcé le déclin du nassérisme et du nationalisme arabe, la défaite de la République islamique d'Iran ne va-t-elle pas entraîner un reflux de

l'arabe -sauf dans le domaine religieux- n'est plus la langue de culture : elle a été remplacée par le turc et le persan.

Je voudrais, ici, ouvrir ouvrir une parenthèse et citer un texte d'André Miquel analysant le secret des premiers succès de l'islam. "Il sut, au moins autant que s'imposer par les armes quant il le fallut, se faire accepter dans la vie quotidienne. Sans verser dans l'hagiographie, et en jugeant l'événement historique comme il se doit, c'est à dire par rapport à son époque et à ses valeurs, il faut clairement affirmer que, de toutes les irruptions que notre tradition scolaire appelle les grandes invasions, la moins sanglante et pour tout dire la plus humaine fut celle-ci. Un symbole : Jérusalem, prise par le calife Omar sans effusion de sang, vivant reproche à ce que sera plus tard l'arrivée de nos ancêtres les Croisés, qui pataugeront dans le sang, eux, un sang chrétien autant que musulman. Bien sûr, cette tolérance d'ensemble de l'Islam médiéval ne saurait aujourd'hui nous satisfaire, qui que nous soyons, chrétiens, musulmans, fidèles d'autres religions ou athées. C'est de fraternité, d'égalité que nous avons besoin, dans le cadre d'Etats de droit. Et Dieu sait que notre époque nous prouve encore, hélas, combien c'est difficile! Mais au VIIème siècle, la tolérance était un progrès, et quel progrès, pour de longs siècles encore : c'est l'Empire ottoman, sa capitale Istanbul en tête, qui accueillera les Juifs de l'Europe des pogroms, ceux de Bohême, d'Autriche et de Pologne, puis, après 1492, ceux de la très catholique Espagne victo-

l'islamisme ou, en tout cas, provoquer un "aggiornamento" au sein du monde arabe et islamique?

C'est sur cette toile de fond, tissée trop rapidement, que se sont développées les relations entre l'Europe et la culture arabe. J'en retiendrai trois temps forts.

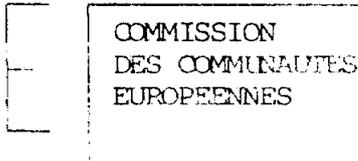
-o-o-o-

Dans la deuxième partie de l'exposé je développerai les points suivants :

- L'apport de la culture arabe au Moyen-Age;
- L'apport européen au monde arabe à partir du XIXème siècle;
- La situation présente;
- Les perspectives d'avenir.

Paul Balta.

1- Dans son livre Ce que la culture doit aux arabes d'Espagne (Sindbad, 1985) Juan Vernet définit parfaitement ce qu'il faut entendre par civilisation arabe lorsqu'il écrit : "le mot arabe ne renvoie, pour moi, ni à une ethnie, ni à une religion mais à une langue, celle qu'employèrent des Arabes, des Perses, des Turcs, des Juifs et des Espagnols (on pourrait ajouter les Berbères) et au Moyen-Age et qui fit office de vecteur dans la transmission des savoirs les plus divers de l'Antiquité -classique ou orientale- au monde musulman. (...) De l'arabe, ils passèrent à l'Occident grâce aux traductions en latin et en langues romanes et débouchèrent sur le majestueux déploiement scientifique de la Renaissance".



Bruxelles, 27 11 1989
MLD/df/ICC-2(89)D/

Direction générale
Information, Communication, Culture

"Action Culturelle"

Résumé de l'intervention de

M. John Blaschette à l'Institut Robert Schuman

1. Le rôle de la Commission en matière culturelle est généralement replacé dans un débat de fond sur l'identité culturelle européenne.

Ces débats, souvent brillants, toujours passionnés, sont l'occasion pour les intellectuels et les politiques d'exposer des conclusions fort divergentes appuyées par des thèses dont ils définissent eux-mêmes les prémisses.

Pour n'évoquer que l'actualité éditoriale récente, Edgar Morin et Alain Mine offrent à chacun le loisir de choisir son camp et son univers rhétorique.

Si le doute et la problématique sont, comme l'affirme Edgar Morin, des traits caractéristiques de l'identité culturelle européenne, ces débats en sont l'illustration.

La Commission quant à elle n'a pas à intervenir dans ce débat, elle se doit en revanche de l'écouter et de suivre la volonté commune exprimée par les Etats Membres. Elle recherche avant toute chose à encourager les cultures européennes à s'exprimer dans toutes leurs diversités; car c'est cette diversité même qui en fait la richesse.

2. Avec le peu de moyens qui lui sont accordés (0,01 % du budget) et dans le strict respect de ses étroites compétences, la Commission a entamé une série d'actions importantes.

.../

Sans insister sur l'action en faveur de la sauvegarde du patrimoine architectural qui a maintenant plusieurs années d'existence, la Commission, conformément aux priorités définies par le Conseil et les Ministres responsables des affaires culturelles le 27 mai 1988, a engagé des actions nouvelles en faveur du livre et de la lecture, du mécénat, de la formation et bien sûr de l'audiovisuel.

La Culture, est-il besoin de le rappeler, ne figure pas explicitement dans le Traité de Rome; et pourtant, depuis plus de trente ans que le grand projet économique et social européen se façonne, une aventure collective a commencé à écrire son histoire. Celle-ci, pour réussir, doit avoir un sens et surtout un avenir. Ceux qui, comme nous, le préparent savent que l'anticipation est une affaire de sensibilité et d'imagination, donc de culture.

3. Les bouleversements en cours influent et influenceront plus encore demain sur les habitudes de chacun d'entre nous. L'adaptation des mentalités passe sans doute par un effort de culture : une des clefs de la réussite de notre aventure collective en dépend.

Il nous faut comprendre l'autre, la culture de l'autre dans sa diversité et sa richesse pour parvenir à affirmer avec liberté et intelligence notre identité et notre spécificité propre.

De fait, ces cultures, avec ou en marge des volontés politiques, expriment leur désir de suivre ce chemin de l'échange et de l'ouverture que le projet européen semble proposer.

Sollicitée de toute part, l'action culturelle de la Commission reprend à son compte cette phrase de Machado :

"Toi qui chemines, sache qu'il n'y a pas de chemin,
le chemin se trace en marchant".

Les Techniques et la crise de rationalité occidentale

Jean-Claude BEAUNE

POUR QUI VEUT tenter de cerner le cadre et le contexte dans lequel se développe ce que l'on doit appeler la "culture technique", une évidence apparaît, qui est de l'ordre du fait avant d'être l'enjeu d'une évaluation philosophique ou socio-politique : la technique (c'est-à-dire l'ensemble des outils et machines mais aussi des savoirs, des traditions, des questions qui correspondent à leur usage et conditionnent celui-ci - sans oublier bien sûr la dimension statutaire et symbolique qui les accompagne, en particulier le travail, les métiers...) apparaît à la fois comme la base, la pierre de touche sur lesquelles la civilisation occidentale fonde sa puissance et son extension, et comme un secteur d'activités, de connaissances et de recherches généralement "sous-valorisé", au moins quant à la qualité, à la dignité sociales qu'on attribue (il suffit pour s'en convaincre de considérer le statut de l'enseignement technique comparé aux autres formes d'enseignement). La "culture technique" désigne donc à la fois le "moteur" de la puissance occidentale, ce qui, sans doute, constitue son originalité réelle et, d'autre part, un domaine culturel assez mal défini : depuis l'opinion selon laquelle "tout est technique" (la technique serait alors une nouvelle métaphysique) jusqu'à celle qui insiste sur la fermeture, la spécialisation extrême et dangereuse, les caractères mécanique, répétitif, inconscient (ou même sur l'absence radicale de conscience) qui lui correspondraient, toutes les nuances sont possibles. La technique serait d'autant plus puissante qu'elle est "autre", un moyen que nous n'aurions qu'à utiliser ou subir, sans nous poser de questions précises à son propos.

Cette double caractérisation demande quelques précisions. D'une part, on l'a dit, il est téméraire de parler ainsi de "technique" ou de "culture technique", en supposant que l'on a affaire à un ensemble unitaire, bien circonscrit. Heidegger déclarait que l'"essence de la technique n'est rien de technique", pour mieux mettre en évidence l'"arraisonement" que celle-ci subit, en particulier lorsqu'elle se trouve enfermée dans le carcan industriel. Ce que Heidegger valorise par dessus tout dans la technique, c'est l'activité de production, de poiesis dont les racines puisent inexorablement au domaine de l'art, en son sens hellénistique. Ce serait donc quelque "capacité esthétique" de l'homme qui devrait parler dans l'acte technique pour vraiment exprimer son essence. L'analyse de Heidegger note l'adéquité de ce discours "extrinsèque" qui se trouve confirmée aujourd'hui par nombre de vocables trop

malleables pour être précis -en particulier celui de "technologie" qui a plus récemment une extension qui ne le rend pas plus précis, il s'en faut. Cette opinion "romantique" enterme un état de fait autant qu'elle le combat puisqu'il faudrait refuser la technique pour vraiment la dire. Reste, bien sûr, la question de l'"unité du domaine" : celle-ci ne peut être établie a priori par quelque décision métaphysique mais ne doit pas être laissée à l'abandon ou déléguée sans précaution à d'autres instances qui parlent en son nom : l'art, la science, la religion pourquoi pas ? Il y va de la rationalité de notre civilisation, de sa capacité à construire son histoire, son développement et, finalement, son identité.

A l'exception de quelques études très spécialisées ou philosophiques (celles de G. Simondon par exemple), on constate que les "discours techniques", la "technologie" au sens étymologique, se laissent facilement séduire par le double idéal qui traduit cette extériorité. D'un côté, on vante de manière complaisante l'"artisan primitif", le compagnon du devoir, porteur d'une tradition, d'un métier, et il est vrai qu'il est alors souvent difficile de distinguer celui-ci du sculpteur grec, en lequel s'incarnerait l'essence de l'acte originaire par lequel l'homme prend possession de la matière. L'homme aux prises avec le réel se retrouve évidemment doté de quelques attributs démiurgiques. L'image ainsi reconstruite de l'artisan-démiurge peut avoir des retombées intéressantes, lorsque le métier, le milieu, le contexte sont bien spécifiés : elle ne saurait en tout cas nous aider, autrement que de manière oppositive, à tenter de cerner une rationalité technique qui risque alors de se retrouver confrontée à sa mort muséale, même périodiquement réactivée par quelques manifestations trop belles pour être bien honnêtes.

D'un autre côté, la prise de la science mathématique et physique, plus récemment des sciences de la vie sur la technique ne va pas sans quelques questions. L'idéal interdisciplinaire de l'ingénieur de la Renaissance (au sens de B. Gilie) paraît aujourd'hui dépassé et la machine, la capacité technique des hommes également, se voient, lorsqu'ils ne sont pas interprétés comme de simples moyens totalement dépendants, absorbés, dépassés et oubliés par une "scientificité débordante" qui constitue la technique en une sorte d'utopie scientifique et sur-rationnelle où les engagements moraux, politiques, économiques même disparaissent devant l'urgence du projet. Uchronie, d'ailleurs plutôt qu'utopie : l'expérimentation biologique, on le sait, développe aujourd'hui de semblables attitudes. L'actualité médicale de ces questions permet de les entrevoir de manière passionnelle puisqu'un certain nombre de nos valeurs millénaires concernant la vie et la mort sont aujourd'hui en jeu, mais le phénomène est ancien et général. Il se produit lorsque la science

se gèle sur ses propres normes pour les ériger en valeurs suprêmes -c'est un phénomène sectaire et narcissique qui convient parfaitement à la spécialisation actuelle des disciplines, à la spécialisation même de leur langage à l'intérieur d'une discipline, à leur dépendance par rapport à des machines coûteuses et astreignantes. La politique de l'enseignement, de la recherche et de la formation elle-même est concernée en Europe et dans les pays industrialisés par ces groupuscules scientistes dont le discours devient d'ailleurs vite millénariste : en ce cas mythe et utopie se rejoignent, l'ordre moral nanti d'une spiritualité de pacotille et le scientisme positiviste et utopique se retrouvent sur les mêmes arguments et les mêmes positions.

Sans doute ce mouvement ne semble-t-il pas mettre directement la "technique" en cause. Mais on n'aura pas la naïveté de penser que cet "extrémisme politique ou culturel" n'est pas le résultat d'une organisation déficiente des savoirs, d'une crise de rationalité qui interroge l'unité de notre champ culturel. La plasticité statutaire de la technique peut être interprétée aussi bien comme la noire mélancolie d'un passé perdu comme l'aboutissement enfin prévisible d'un progrès qui contient en lui-même son projet et le remodèle selon ses propres fins régionales (celles de tel laboratoire, de telle unité de recherches, etc.) érigées en valeurs universelles. Dans les deux cas, la technique est un jeu, ce jeu auquel les enfants "civilisés" ont aujourd'hui accès par ordinateur familial, situation qui pose d'ailleurs une question d'éducation assez cruciale quant à cette possibilité qu'on leur offre. À l'autre bout de la chaîne, le désert même, où des populations aux limites de la survie se regroupent pour attendre l'eau d'un puits, se voit traversé par des monstres ludiques et néanmoins fort techniques qui ne se soucient guère d'autres lendemains que le leur. Jeu encore, jeu technique comme certaines expressions "techno-scientifiques" du sport générateur de nouveaux hommes-machines, version nouvelle du cartésianisme ressuscité par le neo-mécanisme contemporain. Jeu enfin toujours qu'un "univers médiatique" qui, sous prétexte d'images gratifiantes, accentue la passivité mythique de l'individu -ou à l'autre bout, déchaîne de folles activités qui, au nom de la réussite personnelle, dévorent en quelques années l'individu le mieux organisé et font de la dépression nerveuse et sociale le luxe ordinaire des nantis angoissés de la communication totale.

À ce moment, une inquiétude apparaît quant à la validité générale de cette description "négaliviste" ou réductrice du domaine technique. Ne peut-on inverser les termes du problème et dire, par exemple, que dans la société française considérée depuis le Siècle des Lumières (XVIIIe siècle), un effort

particulier a été fait pour donner un statut particulier et privilégié au langage technique ? Les Encyclopédistes, déjà, avaient compris l'importance du problème et, sur leurs traces, toute encyclopédie est un livre, c'est-à-dire un objet utopique, ou mythique si ce n'est mystique, et un manuel, objet technique singulier que l'on lit, étymologiquement, "avec les mains". Surtout, existent en France, les écoles d'ingénieurs qui redoublent et précèdent à leur façon les universités et dont la finalité apparaît beaucoup plus technique que scientifique. Les "grandes écoles" ne sont pas à proprement parler des lieux où s'effectue la recherche scientifique, si l'on se réfère à la "pointe dure" de celle-ci. On y apprend plutôt à appliquer la science qu'à la faire, à l'appliquer souvent de manière assez pragmatique et technique. La structure étatique française crée ainsi une sorte de "lieu artificiel global" qui, du technique "scientifisé" au politique en passant par l'administratif et même le juridique et le médical (le para-médical au moins) paraît rendre au technique ce qu'il a perdu par ailleurs, si l'on prend la question du point de vue de l'enseignement secondaire par exemple. Dans des nations moins centralisées, l'initiative est laissée à des chefs d'entreprise, des "sponsors" qui, à une autre échelle mais toujours en liaison avec une instance économique globale, utilisent techniquement les moyens des sciences pour réaliser leurs fins propres et, si possible, celles de l'Etat qui est la leur. Une véritable culture "technico-politique" existe-t-elle dans les pays industrialisés, qui tiendrait lieu de superstructure délibérative et décisive ? Les problèmes de "gestion", qu'ils se posent au niveau de l'entreprise, de la commune, de la région, de l'Etat ou même du budget familial ne sont-ils pas des problèmes techniques ?

Cette optique risque, à notre sens, de privilégier la réduction du technique à l'économique et au politique en une perspective cynique et solipsiste, en tout cas de négliger l'enracinement culturel, éthique, philosophique du Technique au prix de sa seule mécanicité, de son efficacité immédiate. Elle tend à fausser le rapport science/technique, à conférer à cette dernière une "scientificité" qui n'est pas de son ressort pour mieux justifier quelque projet grandiose relevant de finalités très particulières.

* * *

La technique -ce qu'on pourra essayer de définir sous ce vocable- peut donc s'avérer un révélateur non négligeable de cette "crise de rationalité" qui, du mythe et de la fatalité de Prométhée, saute sans trop de précautions jusqu'aux utopies orwelliennes ou aux uchronies d'Huxley devenues le langage

sublime de la science positiviste. Il n'est pas question ici de présenter une vision radicalement pessimiste ou apocalyptique de la technique, mais de comprendre l'enjeu général d'une interprétation des techniques qui ne soit pas une simple réhabilitation de circonstance mais une recherche ouverte et précise à la fois, dont l'une des formes des plus appropriées concerne le statut de l'enseignement technique dans le contexte européen ainsi que les coordinations entre les organismes ou s'effectue la recherche "proprement technique", qui s'affrontent aux questions du financement et de la direction publics ou privés, entre autres obstacles.

Soient, très rapidement, deux exemples. Le travail, d'abord, constitue l'horizon social de toute activité technique et concerne directement l'individu par un rapport aux machines, en particulier aux machines automatiques et "relativement autonomes", en lequel la rationalité de notre civilisation est confrontée à ses exigences et à ses principes. Le débat n'est pas nouveau. Dans la Réforme sociale (t. III, 1895), E. Cheysson, ingénieur social disciple de Le Play, reprend à son compte la question posée par Sismondi (l'article s'intitule "la manivelle de Sismondi"):

Si, de progrès en progrès, on arrivait à inventer une manivelle assez puissante pour faire tout le travail qui s'effectue dans un grand pays et assez douce pour être tournée par la main d'une femme, celle de la reine d'Angleterre par exemple, que deviendrait le peuple anglais ?

L'automate est bien l'utopie ergonomique de la civilisation industrielle : le travail, par la machine, rêve sa propre fin. Cette situation soudaine de chômage universel (ou de loisir absolu) ne serait guère gratifiante. On doit certes combattre la théorie qui exalte le travail pour lui-même, comme un mythe absolu et sans nuances mais on doit aussi insister sur ce que le travail apporte de culture, d'inventivité, de "morale", dit Cheysson. Il apparaît que l'automatisme ergonomique définit, selon un ensemble de perspectives différentes mais complémentaires, un test valide en lequel notre civilisation doit confronter ses exigences à ses principes. Le travail est une réalité dont l'absence est aussi réelle que sa réalité-même, paradoxe philosophique dont l'automate, forme essentiellement ambiguë, condense les difficultés. Il est alors possible de rapporter ces difficultés à ce que la technique transporte de rêves, de fantasmes réchauffés dont se nourrissent les mythes et utopies collectifs parce qu'ils ne sont pas nettement confrontés à une problématique claire de la "rationalité technique". Ainsi,

comprend-on comment la technique est rejetée sur les litières d'une raison qui l'expulse ou la magnifie à son gré, selon des besoins que l'homme ne peut guère apprécier de manière existentielle lorsqu'il est lui-même engagé dans la "machine".

Autre exemple, plus actuel encore : la vie et la mort sur lesquelles s'acharne certaine médecine outillée qui délègue à la technicité-otage les remords de sa rationalité en crise. Que l'on se place aux origines de l'individu (fécondation in vitro, F.I.V.E.T.E., mères porteuses et jusqu'aux récentes greffes sur foetus) ou à ses fins ("comas dépassés", "comas neuro-végétatifs", états de vie suspensive...), "quelque chose" se passe aujourd'hui qui concerne non seulement certaines précautions éthiques ou déontologiques indispensables (où se situent, dans le cadre dressé, les limites entre ces deux notions ?) mais tout simplement une nouvelle définition de l'homme vivant et de son identité personnelle. Un "vitaliste" comme Bichat l'a dit, il y a près de deux siècles, on ne peut définir la vie sans d'abord définir la mort. Lorsque cette définition s'estompe, cède "aux deux bouts de l'individualité", l'individu risque de perdre son assiette jusque dans sa vie la plus quotidienne constellée aujourd'hui de "petites morts" de plus en plus nombreuses : remèdes, tranquillisants, neuroleptiques, drogue, dopings même, ainsi que toutes ces "absences à soi" que nous procurent le milieu, les media et qui ne sont pas des sommeils peuplés de rêves mais des zones de limbes et de silence qui rongent de l'intérieur, comme un nouveau cancer. Le rapport aux techniques, à ce propos, s'enrichit encore puisque, comme dans le cas du travail, l'automatisme est bien un paradigme de la situation, par ce qu'il condense de vie et de mort mêlées, d'artifices et de nature conjoints, de raison et de folie souvent indistinctes. L'absence d'unité du domaine technique, c'est aussi, pensons-nous, certain rapport privilégié à la mort que notre civilisation a condensé dans l'image prométhéenne et dont nous découvrons à chaque époque, en chaque lieu où la décision se prend, la force suggestive. La technicité est un champ de limbes où la raison s'affole dans les sens indiqués (mythe et utopie). Cette "présence de l'absence" devient aujourd'hui plus réelle encore et nous invite à interroger les valeurs, les systèmes d'opposition sur lesquels repose notre culture : vie et mort bien sûr, mais aussi âme et corps, forme et matière, normal et pathologique -non pour glorifier les forces de l'opposition duelle mais pour sonder l'"épaisseur des frontières". C'est en ce non-lieu que l'on aperçoit sans doute quelques lueurs capables de nous instruire sur l'ambiguïté originelle du domaine.

On pourrait trouver d'autres exemples dans l'art contemporain, interroger Duchamp, César, Armand, s'intéresser aux "demi-mondes" du plastique, matière des limbes sans doute, mi-

artificielle-mi-naturelle, considérer les préceptes de Dubuffet et les apories éleatiques de Magritte, bref, se demander si cet art très technique d'ailleurs (qui relève parfois de la "pensée sauvage" au sens du "bricoleur" de Lévi-Strauss) est un art des anti-matières délaissées (rebut, poubelles) ou un art de la "matière de nulle part", nouvelle expression des limbes qui ne serait pas pure "révolte" mais accès à une autre expression esthétique, graphique, musicale, littéraire de l'homme nouveau qui est peut-être nous-même.

En résumé : la culture européenne souffre d'une crise de rationalité. Le statut, les dépendances du secteur technique ne sont qu'un indicateur capable de fournir des données à d'autres réflexions, prenant la question sous d'autres regards. Cette crise de rationalité, en effet, constitue un dilemme actuel et profond auquel ni la nouvelle "spiritualité renaissante", ni le scientisme intempérant ne paraissent capables d'apporter de réponses valables et qui, dans l'esprit même de l'Institut R. Schuman, doit être traitée pour elle-même, selon la volonté de préservation d'une valeur première de la culture européenne.

Identité culturelle européenne et dimension esthétique

Trois questions successives seront abordées:

1.

D'abord celle de savoir quelle place reconnaître à la dimension esthétique en général à l'intérieur d'une culture singulière prise dans sa globalité. Une grande oeuvre d'art n'est pas réductible au simple reflet d'une époque et d'un lieu, comme le croyait Taine. Elle n'est pas davantage assimilable à un pur jeu intemporel de formes en marge de toute histoire. Mais elle est de nature dialectique, c'est-à-dire en prise sur ce que Mauss nommait "le fait social total" dont le sens, bien qu'accentué différemment selon les cas, est surdéterminé, à la fois économique, technique, politique, juridique, moral, religieux et esthétique. Elle se trouve donc portée par son époque en même temps qu'elle la porte en lui donnant le style qui lui est propre. Avoir un style, en effet, c'est accéder à ce mode d'existence qui est celui des formes esthétiques, à la fois les monuments de l'architecture qui ajustent le paysage au niveau de la culture, et les mondes, qui le peuplent et l'habitent, de la sculpture, de la peinture, de la musique, de la littérature... Ainsi par la dimension esthétique une culture en prenant conscience d'elle-même dans sa représentation, à la fois conquiert son identité culturelle et en proclame l'affirmation glorieuse aux yeux du monde. Et à cet égard qui pourrait nier la richesse esthétique exceptionnelle de la culture européenne ?

2.

D'où une seconde question qui concerne tout particulièrement cette dernière. Celle-ci, en effet, se révèle être si riche non seulement par la sublimité de ses réalisations mais aussi par leur multiplicité qui fut source de rivalités et de conflits sans nombre, qu'on peut s'interroger sur la légitimité même à parler d'une identité culturelle européenne. Dans le domaine musical entre autres, on se souvient au 18ème siècle de la fameuse Lettre dans laquelle Rousseau accable la musique française au nom de l'italienne et, à la fin du 19ème siècle, à propos de la question wagnérienne, de la réaffirmation de la spécificité d'un esprit original de la musique française face à la musique allemande (opposition légitime, même si celle-ci s'accompagnait de passions fanatiques misérables). Et pourtant on peut défendre l'idée d'une identité culturelle européenne sur le plan esthétique au nom même de cette diversité que chacun doit cultiver avec le plus grand respect pour le profit de tous et de chacun. Pour demeurer sur le

plan de la musique, on peut citer le cas exemplaire de Bach, l'Européen, lui qui, depuis sa Thuringe natale, comme l'araignée au centre de sa toile, a connu en profondeur la musique italienne et la musique française et a réussi à créer une puissante synthèse grâce à laquelle la musique allemande dans sa tradition la plus vénérable, celle de Luther et de Schütz, se trouvait portée à son plus haut sommet. Quant à Debussy, si primairement chauvin dans ses propos (mais le contexte politique lui vaut bien des excuses), comment oublier, dans sa rénovation géniale de la musique française, qu'il réussit à réinsérer, dans son art génésologique, tout ce qu'il a su prendre à Wagner non pour le copier mais pour être soi-même ? On sait également son ouverture à la musique russe et tout ce qu'il doit à Moussorgsky en particulier (or l'Europe ne va-t-elle pas jusqu'à l'Oural ?). Enfin, c'est lui également qui, sans être jamais allé en Espagne, a su rappeler les musiciens de ce pays profond à l'âme de leur génie national. Oui, Debussy, à sa manière, a été lui aussi un grand Européen. De nombreux autres exemples mériteraient d'être médités: Haydn et Mozart au 18ème siècle (siècle d'or de l'Europe esthétique ?), de Liszt au 19ème ?

3.

Cette identité culturelle européenne sur le plan de l'art, comment d'ailleurs ne point en reconnaître aussitôt la prégnance quand on la met en rapport avec les autres univers esthétiques dans le monde ? Prégnance si forte qu'elle peut et qu'elle a pu en fait motiver, là comme ailleurs, une forme certaine d'ethnocentrisme (avec son corollaire qui est l'impérialisme culturel), comme si l'Europe c'était, non pas seulement une culture parmi d'autres, mais la Culture. Et c'est la troisième et dernière question qui nous paraît devoir être posée, et sans doute la plus redoutable, Edmund Husserl, dans *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*, texte de méditation sur l'Europe en pleine période de montée de la tragédie que l'on sait, soulignait fortement que "l'invention" du questionnement philosophique avec sa prétention à la Vérité et à l'universalité s'est bien opérée en Grèce. Miracle d'une culture qui se retournant sur soi, se surmonte comme "specimen anthropologique" en étonnant d'elle-même et du monde par une reprise critique de ses propres traditions et valeurs et, inaugurant ainsi une libre réflexion qui s'interroge sur l'ensemble des idéaux théoriques et pratiques humains, prétend à l'universalité à titre d'exigence et d'Idée de la Raison, non pour s'imposer aux autres cultures mais pour s'ouvrir à elles et les reconnaître dans leurs richesses singulières, précieuses pour l'humanité entière. Or sur le plan esthétique (comme dans les autres domaines) l'identité culturelle européenne trouve sans doute sa marque la plus décisive, ainsi que l'a montré magistralement Max Weber, dans une certaine rationalisation qui

s'est illustrée de manière significative, notamment en peinture par la quête et conquête de la perspective et en musique dans l'édification de la tonalité. Idéal de beauté qui bien sûr a pu pendant longtemps se prévaloir comme norme esthétique absolue soit au titre de ce qui est fondé en nature (selon la tradition d'Aristote à Descartes et Rameau), soit, dans l'Esthétique hégélienne par exemple, au titre de moment privilégié de l'histoire des formes. Mais a suivi la grande cassure à l'aube du XXème siècle, où ce puissant système de la représentation a paru saturé et s'effrondrer jusque dans ses fondements. De cette crise pour le moins radicale l'art né en Europe n'est pas encore sorti en dépit des mythes jumeaux de la modernité et de la postmodernité. Et là encore le génie européen, inquiet par principe et toujours en mouvement pour aller plus loin, peut trouver dans cette curiosité incessante pour les autres cultures, à condition d'y joindre un esprit de généreuse et fraternelle ouverture envers elles, à la fois sa vocation la plus haute et sa grandeur la plus pure.

Raymond COURT
professeur émérite à la Faculté de Philosophie
à l'Université Jean Moulin (LYON III)

Identité culturelle européenne et dimension esthétique.

Après l'examen des dimensions éthico-politique, juridique, religieuse, économique, technique... quant à leur contribution à l'identité culturelle européenne, l'objet de la présente communication sera de poser la question à propos de la dimension esthétique. Cette question peut se subdiviser en trois:

1). Quelle place reconnaître à la dimension esthétique en général à l'intérieur d'une culture prise dans sa globalité.

2). Peut-on parler d'une identité culturelle européenne sur le plan proprement esthétique?

3). Et si oui, quel rapport, celle-ci entretient-elle avec les autres cultures? (Langue d'hégémonie de sa part?).

1. Une grande oeuvre d'art n'est pas réductible au simple reflet d'une époque et d'un lieu, comme le croyait Heine. Elle n'est pas davantage assimilable à un pur jeu intemporel de formes en marge de toute histoire. Mais elle est de nature dialectique, c'est-à-dire en prise sur ce que nous nommait "le fait social total" dont le sens est surdéterminé, à la fois économique, technique, politique, juridique, moral, religieux, esthétique... Elle se trouve donc portée par son époque en même temps qu'elle la porte en lui donnant le style qui lui est propre, à savoir le privilège d'accéder à ce mode d'existence qui est celui des formes esthétiques: monuments de l'architecture qui ajustent le paysage au niveau de la culture et montent de la sculpture, de la peinture, de la musique, de la littérature... qui l'habitent, le peuplent et l'enrichissent. Ainsi par la dimension esthétique une culture, en prenant conscience d'elle-même dans sa représentation, à la fois conquiert son identité culturelle et en proclame l'affirmation glorieuse aux yeux du monde.

Pour illustrer ce lien substantiel entre une culture et son art, nous citerons l'exemple des arts roman et gothique au Moyen-Âge, d'autant plus que c'est avec eux que l'Europe occidentale a créé sa culture propre en se débarrassant des influences méditerranéennes, orientales et barbares qui sont à ses racines. Là assurément un esprit nouveau se crée, une civilisation originale est née en s'exprimant dans les monuments qui ont marqué le destin de l'Occident. Originalité foncière liée en profondeur à une certaine manière d'exister, en particulier à un ordre social bien caractérisé. Significative à cet égard est la différence entre églises d'Orient et églises occidentales à l'époque même pourtant où les relations sont les plus étroites entre les deux chrétientés (XI^e siècle). Dans les églises paléo-chrétiennes les éléments architecturaux se trouvent juxtaposés (par exemple campanile isolé) tandis que dans les édifices romans les parties se trouvent reliées organiquement les unes aux autres, le clocher occupant le milieu de la composition et le volume dominant renforcé étant associé à de plus petits volumes. On a pu y voir à juste rai-

-son la transposition architecturale d'un lien social fondé sur les solidari-
 -tés féodales et lignarères (scobeltaine). D'où la naissance de la muraille du
 mur englobant les éléments comme une mère entourant ses enfants ou encore
 comme la protection monumentale qui émane du Christ de Vézelay. Avec, au XIII^e
 siècle, le passage d'une civilisation féodale et monastique à une civilisation
 urbaine et marchande, le développement des cités, du commerce, les corporations
 de métiers, de l'administration royale, des ordres prêcheurs.., un autre lien
 social se tisse, plus horizontal dans sa solidarité communautaire. D'où la mu-
 -tation esthétique marquée par la cathédrale gothique et la naissance d'un
 style original accordé en profondeur à l'émergence de ce monde inédit, notam-
 -ment une architecture où les éléments se détachent du fond comme un vase et où
 le mur s'évide toujours plus, instaurant un autre rapport à l'espace..

II. La reconnaissance de cette insertion charnelle de tout style authentique
 dans une substantialité historico-culturelle bien définie nous donne sans
 doute une clef pour répondre à la seconde question soulevée. Face à la multi-
 -plicité, à la diversité, à ~~l'opposition~~ des réalisations stylistiques européen-
 -nes, voire à leurs oppositions parfois violentes (entre France et Italie en
 musique et architecture notamment), est-on encore en droit de parler en ce do-
 -maine d'identité culturelle? européenne? Revenons encore aux origines, c'est-
 à-dire au Moyen-Âge roman et gothique. Il est bien certain que dans un cas com-
 -me dans l'autre nous n'avons pas affaire à un bloc monolithique. La solide
 unité d'une même langue stylistique ne saurait exclure ni les accents parti-
 -culiers, ni les variantes idiomatiques. D'abord, on le sait, les chemins respec-
 -tifs de développement et de diffusion des arts romans et gothique ne sont
 pas les mêmes, tout comme sont singulières, chacune à leur manière, les grandes
 provinces romanes (^{Bourgogne, Auvergne, Languedoc, Saintonge, Catalogne -- J} ~~bourguignon, auvergnat, languedocien, saintongeais, catalan..~~..).
 Quant à l'art gothique, s'il est né en Ile-de-France où des constructeurs ont
 tiré de l'ogive (elle-même bien plus ancienne) un style vraiment original en
 développant avec une logique admirable toutes ses possibilités et conséquen-
 -ces, il a rencontré des résistances dans d'autres milieux: en Espagne il s'est
 heurté à l'Islam, en Italie à l'art byzantin et aux vestiges monumentaux de l'
 art antique (au point que l'architecture gothique y est restée pratiquement
 étrangère), en Allemagne à la tradition romane du Rhin, en Angleterre à un trai-
 -tement antérieur de l'ogive. D'où des différences indéniables, sans parler des
 retards ou avances selon les pays.. et pourtant l'art gothique, au même titre
 que l'art roman, mérite (non seulement d'être désigné) comme "architecture occu-
 -mérique de la chrétienté occidentale" (Focillon, Le Moyen-Âge roman, p.161)
 mais comme la première expression d'une pensée authentiquement européenne.
 Max Weber a bien montré comment ^{ce} cette pensée ~~typiquement~~ occidentale est mar-
 -quée fondamentalement par un idéal de rationalité qui imprime sa marque à
 toutes les composantes de la culture, science, philosophie, religion, économie,

art également. Or, comme l'a souligné Pociillon, l'architecture romane, en généralisant l'extension de la voûte aux grandes nefs, se trouvait confrontée au sens, au poids, à la fonction de la pierre. Par nature elle est donc une architecture fonctionnelle dans laquelle chaque membre spécialisé agit en vue d'une fonction déterminée. La nouveauté radicale ici par rapport à l'art antique c'est la recherche sur les composantes obliques et les contre-buttements. D'où le rôle du raisonnement s'appliquant à spécialiser chaque membre selon sa fonction et c'est par là que ~~est art~~ cette architecture est proprement un art de penser rationnel voué à calculer pesanteur et lumière pour en combiner les effets (1). Architecture raisonnée donc dont "la technique conçue comme un raisonnement sur les fonctions est la pensée même de l'Occident" (Pociillon p. 19) ⁽²⁾ L'art gothique prolongera en le généralisant à sa manière cet esprit de rationalité. On connaît les travaux de Panofsky dégagant l'homologie structurale entre architecture gothique et pensée scolastique. Cette haute pensée vouée à la promotion du laïc et à enseigner et nourrie à une théologie de la Lumière pour laquelle le Christ, modèle sublime d'humanité, est le maître d'une Création où règnent ordre, clarté et beauté, se trouve toute entière régie par un principe de clarification qui se trouve à l'oeuvre à la fois dans l'art des cathédrales dont la technique est conçue comme un raisonnement et dans le discours rigoureusement argumenté des grandes sommes philosophiques et théologiques qui, chacun à leur manière, récapitulent tout l'univers créé. Ici et là s'affirme la pensée même de l'Europe occidentale dans son exigence fondamentale de rationalité. ⁽³⁾ Et les postulations pourront ensuite en apparence diverger et les voies diverses se multiplier en tout sens, en réalité la Renaissance et les siècles suivants, à travers les âges baroque, classique ou romantique, en instaurant dans l'art européen le grand système de la représentation (en peinture avec la quête de la perspective, et en musique avec l'édition du système tonal) obéiront en fait à la même dynamique rationnelle, décidément dominante, et peut-être...dominatrice. Ce qui nous introduit à notre troisième et dernière question.

puissance unifiante,

III. Si dans le domaine esthétique comme dans les autres domaines de la culture on peut parler d'identité européenne en raison principalement de cette rationalisation qui en constitue peut-être le signe le plus décisif, ceci explique (sans pour autant le justifier) que cet art comme cette civilisation dans son ensemble aient prétendu revendiquer pour eux exclusivement une signification et une valeur universelles. On conçoit aisément en particulier que la prégnance formidable de ce que nous avons nommé le système de la représentation devait de manière quasi-fatale induire un ethnocentrisme d'autant plus sûr de lui-même qu'il pensait se savoir fondé en raison, - et son corollaire qui est l'impérialisme culturel comme si l'Europe était non pas seulement une culture parmi d'autres mais la Culture. D'où cet idéal de beauté

(4)

qui a pu si longtemps se prévaloir de représenter une norme esthétique absolue, soit au titre de ce qui est fondé en nature (selon la tradition d'Aristote à Descartes et Rameau), soit, dans l'esthétique hégélienne par exemple, au titre de moment privilégié et de sommet de l'histoire des formes. Haydn pouvait alors dire à Mozart: "La langue que je parle est comprise du monde entier". Ce qui était vrai de l'Europe du XVIII^{ème} siècle, mais celle-ci pour autant s'identifiait-elle au monde entier?

Cette situation devait se perpétuer jusqu'à ~~la fin du XVIII^{ème} siècle~~ ^{la grande cassure, quand, à l'au-} ~~be du XVIII^{ème} siècle~~, quand le puissant système de la représentation a paru saturé et s'effondrer jusque dans ses fondements. De cette crise qui inaugure notre modernité et a conduit un Cézanne, un Mallarmé, un Debussy à scruter leur art jusqu'à l'origine, l'Europe n'est point encore sortie certes, mais son bénéfice le plus précieux sans doute est d'avoir ouvert celle-ci aux arts extra-européens afin de se resourcer elle-même: art nègre, japonisme, peinture chinoise, musiques balinaise, iranienne, africaine (avec leurs rythmes et leurs timbres inconnus de nos solfèges occidentaux). Aussi bien le génie européen, inquiet par principe et toujours en mouvement pour aller plus loin, veut trouver dans cette curiosité incessante pour les autres cultures, à condition d'y joindre un esprit de généreuse et fraternelle ouverture envers elles, la fois sa vocation la plus haute et sa grandeur la plus pure. Dès lors, loin de poser que la crise radicale qui vient d'être évoquée se solde par la défaite totale de la rationalité constitutive de l'identité européenne, il faut y chercher plutôt une invitation pour cette dernière à se convertir à une universalité qui ne soit plus d'exclusion et de conquête, mais d'ouverture et d'amour dans le respect des différences culturelles.

Où nous retrouvons la leçon du dernier Husserl quand celui-ci, méditant sur l'Europe en pleine période de montée de la tragédie que l'on sait, soulignait fortement que "l'invention" du questionnement philosophique avec sa prétention à une Vérité universelle s'est bien opérée en Grèce. Israël d'une culture qui se retournant sur soi, se surmonte comme "specimen anthropologique" en s'étonnant d'elle-même et du monde par une reprise critique de ses propres traditions et valeurs et, inaugurant ainsi une libre réflexion qui s'interroge sur l'ensemble des idéaux théoriques et pratiques humains, prétend à l'universalité à titre d'exigence et d'Idée de la Raison, non pour l'imposer aux autres cultures mais pour s'ouvrir à elles et les reconnaître dans leurs richesses singulières, précieuses pour l'humanité entière. J'ajouterai pour conclure que si cette exigence d'ouverture culmine dans l'affirmation des droits de l'homme (donc sur le plan éthico-juridique), la dimension esthétique jouit d'un privilège oecuménique certain dans la mesure où les valeurs esthétiques sont par excellence le domaine des biens qui ont la grâce de se multiplier immédiatement en se partageant.

(1) L'art byzantin (et notamment l'immense "giant" cathédrale de la
 5^e siècle avec l'église formidable ^{développé par} du double mur et la haute
 mur de, et le linéaire, contrebuté par deux piliers (au nord)
~~invariablement~~ ^{invariablement} (ou le mur de l'architecture byzantine) est le résultat de ces sur-
 les fonctions. Il revient cependant au génie de l'art roman d'avoir réussi
 par une savante combinaison les volumes la pondération totale de l'éléments
 décoratifs et de la sculpture à l'ordonnance unique de la pierre et de la mas-
 se murale. Ainsi, tandis que revêtements et décors (mosaïques, poly-chromes, mosaï-
 ques, ornements de sculpture en relief) décoraient les murs de la basilique de Jus-
 tinien, tandis que à l'église de la Sainte Croix d'Ant' sur (5^e siècle)
 les figures coloniales sculptées sur les murs extérieurs se tiennent, en leur in-
 différence aux fonctions de l'architecture, "vaccinés" sur l'édifice et de-
 courent par la "plastique" (Focillon, p. 41), - l'architecture romane au con-
 traire, rigoureusement soumise selon le principe fonctionnel de l'équilibre
 des parties et de la résistance aux pressions d'où elle tire toute sa valeur
 plastique, n'est plus ni orientale, ni romaine, mais se révèle comme une expression
 unitaire pleine et entière d'une pensée propre à l'Occident.

(2) "L'homme roman prend conscience de lui-même dans l'art roman. Ce génie d'
 une grande pensée monumentale fixe l'accord d'une doctrine et d'une technique
 d'une spéculation et d'un langage. Jusque jamais l'œuvre de la pierre définit
la forme de l'esprit. La nature plastique correspond à une nature his-
torique" (Focillon. Le Moyen-Âge roman, p. 31).

(3) "Dans un édifice du XIII^e siècle tout est logique, tout est fonction"
 (Focillon. Le Moyen-Âge gothique p. 288)

L'ESPRIT ECONOMIQUE EUROPEEN

Max Crochat

Professeur d'Universite

Directeur de l'I.A.E. - Lyon III

20 Octobre 1989

"Rien de grand dans le monde
ne s'est accompli sans passion"

Hegel

L'esprit économique européen.

Nous nous permettons de rappeler que Wasserman définissait l'Europe par l'esprit (1). Nous devons nous souvenir aussi que le XVIIIe siècle constituait un tout (2), alors qu'aujourd'hui elle représente une mosaïque d'Etats.

Pour nous, qu'est-ce que l'Europe au juste ? Ses limites géographiques sont très incertaines, voire même artificielles. Faut-il encore faire cette distinction entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest ? ou, si nous pensons devoir la maintenir, nous sentons bien qu'elle doit peu à peu s'estomper pour laisser la place à l'idée d'une collaboration, puis d'une intégration européenne naturelle retrouvée.

D'aucune manière il n'est question pour nous de proposer soit des remaniements des cartes géographiques (cf. gravure représentant le Gateau des Rois), soit des effacements de frontières, mais seulement que, dans l'intérêt de l'Europe et des peuples qui l'habitent et qui la font prospérer, et pour permettre à notre Europe de retrouver sa vocation première, il convient, d'une part de retrouver notre identité culturelle, et d'autre part, de mettre en place des actions précises dans le domaine économique, actions proposées qui, dans le cadre conceptuel actuel de l'économie, pourront heurter, mais qui, cependant, nous paraissent d'une importance capitale si nous voulons réussir à dépasser nos conflits actuels et proposer au monde une nouvelle image de l'Europe qui ne soit, ni passéiste, ni passive, mais réaliste et dynamique.

Au cours des seances précédentes nous avons été agréablement impressionné par la nature des développements philosophiques et culturels proposés. A travers la relecture préalable de textes classiques de Robert Schuman, ou de notre ami, le Professeur Schwarz-Liebermann, nous avons retrouvé cette nécessité de nous baser sur notre patrimoine culturel important et si riche pour essayer d'imaginer des extensions dans les domaines économiques et éthiques.

(1) "L'esprit : voilà ce qu'était l'Europe"
Wasserman in "Der Fall Mauzirius"
Traduit de l'Allemand par J.G. Guidau 1930

(2) "ein bewunderswürdiges Ganze" in Joh. Chr. Adelung
Pragmatische Staatsgeschichte Europens ...
Gotha 1762 Vorläufige Einleitung.

Au préalable, nous voudrions poser que l'invasion des valeurs économiques, importantes, mais sèches, quand elles sont prises comme des finalités en elles-mêmes, comme le profit, le marché, ou le libéralisme économique, conduit à une impasse d'ordre philosophique.

Nous voudrions montrer que l'économie ne peut être considérée comme une fin, qu'elle n'est qu'un moyen, certes, extrêmement efficace, pour arriver à un certain but, qui est la satisfaction des besoins de l'homme.

Cependant, la tentation à laquelle nous avons succombé est de croire que l'homme peut se satisfaire d'objectifs matérialistes. Cette déviation aboutit à l'abrutissement consumériste et à la dégradation de l'environnement.

Pour surmonter cette crise, il convient, non pas de remettre en cause les valeurs traditionnelles auxquelles nous croyons, de marché ou d'entreprise, mais de les ordonner à des fins plus nobles. Pour surmonter cette crise de la pensée, l'Europe doit, en se basant sur ses racines culturelles communes, retrouver sa vocation première, sa vocation spirituelle et proposer des principes généraux, philosophiques, éthiques, et enfin économiques.

L'ouverture européenne qui s'accomplit sous nos yeux doit s'entendre dans son sens le plus large. Bien sûr, l'acte unique européen permettra de réaliser ce qu'on est convenu d'appeler un grand marché européen ; mais ce serait se méprendre sur le contenu ultime de ce projet, si nous nous satisfaisions de cette dimension commerciale. D'une part, saisissons l'opportunité qui nous est actuellement offerte, pour proposer à nos frères européens qui le souhaiteraient, d'adhérer au pacte européen, de faire cause commune avec l'esprit de nos institutions. Il nous est difficile d'imaginer, ce que, à l'échelle du monde, pourrait représenter comme richesse culturelle, économique, commerciale, l'élargissement de l'Europe à ses frontières naturelles.

La conscience et la pensée européennes ont toujours cherché à ouvrir le débat sur cette dimension ultime. Depuis le XVIII^e siècle nous sommes en situation de crise à ce niveau. Les projets grandioses de quelques généraux ou conquérants ne pouvaient à eux seuls satisfaire à ce projet. Bien au contraire, leurs échecs successifs ont maintenu l'état de crise dans lequel nous vivons toujours, en introduisant dans le cœur des hommes des rancœurs, des désirs de vengeance ou de revanche.

Il est clair aujourd'hui que ce grand projet ne met en cause ni l'indépendance, ni la dimension patriotique de chaque Etat. Mais, il convient qu'à travers la réalisation de ce projet, le national s'épanouisse dans le supranational.

Robert Schuman rappelait que "le morcellement de l'Europe est devenu un absurde anachronisme". Nous sentons bien, aujourd'hui, après près de 40 années de vie communautaire, que la seule dimension économique est impuissante à dépasser les difficultés rencontrées à d'autres niveaux. Il convient aujourd'hui que nous en soyons convaincus, que l'Esprit doit conduire l'Europe, et que lui seul permettra de se débarrasser des calculs mesquins, des visées étriquées et des ambitions modestes (relisons Paul Valéry pour y retrouver le souffle européen ...).

Au niveau économique, seules s'avèrent possibles les voies de l'interdépendance et de la solidarité :

- Construire sur l'interdépendance et non sur l'indépendance.

Il n'est pas question aujourd'hui de reprendre devant vous l'ensemble des arguments qui militent en la faveur de l'interdépendance par rapport à l'indépendance de chaque Etat. Nous ferons seulement quelques remarques.

. Depuis que l'idée du grand marché intérieur a été évoquée, de nombreuses études statistiques et économiques, ont été réalisées dans ce but de quantifier les conséquences prévisibles sur la croissance économique moyenne, les modifications sectorielles attendues et l'évolution prévisible de l'emploi. Certaines de ces études sont franchement alarmistes et montrent, chiffres à l'appui, que certains Etats européens (dont la France) connaîtront des évolutions difficiles à gérer au niveau de l'emploi (augmentation rapide du taux de chômage) et des importations.

Sans vouloir contester ces recherches quantitatives, qui présentent l'avantage de s'appuyer sur des données réelles à un instant précis, remarquons cependant, qu'elles n'enlèvent rien à la nécessité de poursuivre dans cette voie de la recherche de l'interdépendance. Leur principal défaut est de vouloir donner une image dynamique de l'évolution en partant d'une image statique de la réalité.

Nous croyons au contraire, que l'urgence des réponses qu'il faut donner aux défis extérieurs stimule l'imagination et l'ardeur de la communauté industrielle et que des solutions inattendues, bénéfiques, seront trouvées.

. Au niveau du taux de croissance : depuis notre expérience de la C.E.E., nous savons que l'ouverture progressive de nos frontières a été accompagnée d'un gain moyen de taux de croissance économique par rapport à nos voisins les plus proches, comme la Grande-Bretagne, supérieur à 1 % par an.

La formation du grand marché intérieur sera bénéfique pour l'ensemble de la communauté européenne. Une augmentation supplémentaire de P.I.B., similaire, est attendue. Même si cette augmentation est accompagnée de désavantages relatifs (bouleversement de certains secteurs d'activité, augmentation de zones de chômage, mise en péril de certaines formes d'exploitations agricoles ...), l'ensemble reste positif et nous incitera à dépasser le seul point de vue économique à court terme.

De la recherche de l'interdépendance devrait en résulter une meilleure cohérence économique, politique et diplomatique. Pour accélérer ce processus, nous devons, dans le même temps, rechercher une ouverture plus grande.

- Ouverture pour former un véritable espace européen.

Pour améliorer nos possibilités de collaboration dynamique, nous devons faire en sorte que nous puissions surmonter nos réticences idéologiques pour proposer à l'ensemble des pays européens le retour à nos frontières naturelles.

Certains pays de l'Europe de l'Est sont prêts à étudier cette possibilité, mais, comprenons que l'image de la vie économique que nous leur donnons n'est pas faite pour les inciter à accepter n'importe quel type de collaboration ou d'intégration.

Cet espace européen ne doit pas être formé à sens unique et ne doit pas aider les forts à être plus forts encore. L'ouverture doit se comprendre en dehors d'un libéralisme économique débridé. Là encore, nous le rappellerons plus loin, la tyrannie de l'économie doit être évitée. L'avantage que nous voyons à la formation d'un véritable espace européen est triple.

. Il doit permettre à chacun de s'exprimer. Les divergences pourront être avouées sans pour autant entraîner de conflits.

. Le retour aux espaces géographiques naturels permettra à la pensée européenne de retrouver sa véritable dimension.

. Ouverture européenne ne veut pas dire uniformisation. Si de grandes puissances économiques comme les Etats Unis d'Amérique attendent qu'un marché unique se forme en Europe, c'est pour pouvoir, par la suite, se positionner sur ce marché qui fonctionnerait suivant les mêmes règles (libéralisme économique) et où il faudrait satisfaire les mêmes besoins.

Lorsque nous parlons d'ouverture, nous entendons beaucoup plus respect des différences, juxtaposition des expériences économiques, typologie complexe des marchés, pour réussir, à partir de cette diversité, à tout considérer, non plus sous l'angle de l'intérêt particulier, mais sous celui de la responsabilité partagée. Les considérations nationales demeurent, mais seraient intégrées sous leur aspect collectif.

Notre expérience est trop riche, trop ancienne, pour pouvoir nous satisfaire de critères de décision simplistes. La considération des seuls aspects économiques ne suffit plus. L'espace européen se veut être plus riche et veut permettre de mettre en oeuvre une nouvelle dimension qui manque totalement dans les autres parties du monde : la solidarité.

- Pour une solidarité mondiale.

. Depuis la fin du XVIII^e siècle, la pensée européenne nous a entraîné vers la définition d'une civilisation fondée sur l'idée de droit : les droits de l'homme et du citoyen certes, mais aussi les droits de la conscience individuelle, les droits de la critique, et les droits de la raison. Cette forme de civilisation a occulté une autre notion que nous serons obligés de retrouver : celle du devoir.

Au lieu de commémorer les idées révolutionnaires, comme nous venons malheureusement de le faire d'une façon aussi tapageuse, nous nous permettrons même de dire, déplacée, nous aurions retiré un crédit moral plus important si nous avions saisi cette occasion pour proposer, comme nos pères l'ont fait à cette époque, d'autres éians.

Faut-il rappeler les contraintes liées à la dégradation rapide de l'environnement, les conséquences morales désastreuses de la liberté que l'on laisse à certaines activités économiques dégradantes, ou l'erreur libertarienne qui reprend les axiomes fondamentaux de Rousseau dans l'Ordre Social et de Kant dans l'Ordre Moral : "n'obéir qu'à soi-même" et qui exprime la revendication essentielle de l'immanentisme moderne.

Il faudrait ainsi imaginer et proclamer une nouvelle déclaration, celle des devoirs de l'homme et du citoyen, devoirs envers lui-même, envers les autres, envers la société et envers sa fin ultime.

Cette déclaration permettrait de poser des limites strictes à l'activité économique et de la restituer dans un contexte plus large. Comment pouvons-nous admettre aujourd'hui que certaines productions dégradent considérablement l'environnement sans que des mesures correctrices soient proposées ?

L'élargissement du cadre européen permet d'envisager des solutions d'ensemble satisfaisantes pour la Communauté toute entière, car, dans ce domaine, il est difficile de contraindre certaines industries nationales si les concurrents ne le sont pas.

D'autre part, la solidarité doit s'entendre sur un plan qui soit autre que le plan purement matériel.

D'une manière ou d'une autre, nous devons nous efforcer de trouver ce qui permet de libérer vraiment l'homme : or, on ne libère vraiment l'homme que si on libère son intelligence ; les autres propositions seraient de fausses libérations. Il serait illusoire de vouloir rechercher de véritables solutions en se basant sur la seule dimension économique ou matérielle des phénomènes humains.

Le grand avantage que présente l'Europe élargie à ses frontières naturelles, par rapport au continent américain, est qu'elle présente une grande variété d'expériences humaines et qu'une solution unique, économique, telle qu'elle est proposée par le libéralisme économique actuel ne donnerait comme ambition aux acteurs que la recherche de parts de marché ou d'accroissement des taux de profit ou d'investissement. Les situations délicates dans lesquelles évoluent des pays comme la Pologne, la Hongrie, ou les pays du Moyen Orient, nous montrent bien que la seule dimension économique est insuffisante ; elle paraît même dérisoire.

C'est en se basant sur l'intelligence de l'homme que l'on pourra espérer s'entendre sur un nouvel objectif : la primauté du spirituel sur le matériel, de telle sorte que nous retrouvions le grand objectif de la pensée européenne au cours des siècles antérieurs : l'Esprit.



THE TROBRIAN ISLANDS
CANT. DES. TOBAC.

"Rien de grand dans le monde
ne s'est accompli sans passion"

Hegel

L'esprit économique européen.

Nous nous permettons de rappeler que Wasserman définissait l'Europe par l'esprit (1). Nous devons nous souvenir aussi qu'au XVIII^e siècle l'Europe constituait un tout (2), alors qu'aujourd'hui elle représente une mosaïque d'Etats.

Pour nous, qu'est-ce que l'Europe au juste ? Ses limites géographiques sont très incertaines, voire même artificielles. Faut-il encore faire cette distinction entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest ? ou, si nous pensons devoir la maintenir, nous sentons bien qu'elle doit peu à peu s'estomper pour laisser la place à l'idée d'une collaboration, puis d'une intégration européenne naturelle retrouvée.

D'aucune manière il n'est question pour nous de proposer soit des remaniements des cartes géographiques (cf. gravure représentant le Gateau des Rois), soit des effacements de frontières, mais seulement que, dans l'intérêt de l'Europe et des peuples qui l'habitent et qui la font prospérer, et pour permettre à notre Europe de retrouver sa vocation première, il convient, d'une part de retrouver notre identité culturelle, et d'autre part, de mettre en place des actions précises dans le domaine économique, actions proposées qui, dans le cadre conceptuel actuel de l'économie, pourront heurter, mais qui, cependant, nous paraissent d'une importance capitale si nous voulons réussir à dépasser nos conflits actuels et proposer au monde une nouvelle image de l'Europe qui ne soit, ni passéiste, ni passive, mais réaliste et dynamique.

Au cours des séances précédentes nous avons été agréablement impressionné par la nature des développements philosophiques et culturels proposés. A travers la relecture préalable de textes classiques de Robert Schuman, ou de notre ami, le Professeur Schwarz-Liebermann, nous avons retrouvé cette nécessité de nous baser sur notre patrimoine culturel important et si riche pour essayer d'imaginer des extensions dans les domaines économiques et éthiques.

(1) "L'esprit : voilà ce qu'était l'Europe"
Wasserman in "Der Fall Mauzirus"
Traduit de l'Allemand par J.G. Guidau 1930

(2) "ein bewunderswürdiges Ganze" in Joh. Chr. Adelung
Pragmatische Staatsgeschichte Europens ...
Gotha 1762 Vorläufige Einleitung.

Identité culturelle européenne :
système de valeurs et normes éthiques

Institut Robert Schuman

19 octobre 1989

Mgr Gérard DEFOIS

Mesdames, Messieurs,

Le thème que je me propose de traiter devant vous est particulièrement vaste, et ma réponse restera modeste. Je l'ai élaborée au cours de différentes lectures depuis dix ans, et en particulier grâce aux divers sondages effectués en Europe. Par ailleurs, vous conviendrez que parler de l'identité culturelle de l'Europe au singulier comporte des risques, l'histoire et la géographie humaine nous font apparaître de notables diversités à l'Est et à l'Ouest, entre le Nord et le Sud. L'Europe est une marquetterie d'héritages, de traditions et de cultures. Elle est née au croisement des grandes voies d'invasion. C'est dire.

Toutefois cette histoire, celle d'hier et celle d'aujourd'hui, celle du Haut Moyen-Age, du temps des Croisades, des pèlerinages et de la naissance

des villes, celle de la Renaissance, celle du surgissement des universités, puis des correspondances entre les philosophes et les premiers scientifiques à l'époque des Lumières, celle de l'industrialisation et des conflits mondiaux fait apparaître une communauté de symboles, de pratiques ou de moeurs, de formes de vie sociale ou d'alliances politiques dont on ne peut nier qu'ils convergent en des traits communs, délimitant une culture et une identité. La religion chrétienne par ses archétypes bibliques leur a donné ce pôle de référence qui a désigné des transcendances et organisé des allégeances. Mais cette tradition elle-même a été soumise à des multiples interprétations ; la Réforme et la contre-Réforme, la Renaissance en sa volonté de retrouver la luxuriance du désir et de la puissance par delà les lois et les prescriptions ascétiques du judéo-christianisme manifestent combien notre patrimoine nous a été transmis à travers des crises et des ruptures. Ce qui fait dire à Bernard-Henri Lévy : "Crise" et "occident" naissent ensemble, vont ensemble, mourront peut-être ensemble, bref, loin d'être une réalité qui survivrait péniblement malgré la crise qui le ronge, l'Occident est un songe qui ne vit que par, pour et si j'ose dire, de la crise qui le travaille. L'Occident, en ce sens, ce serait la crise". Politique internationale n°22. 1984 p. 122.

La spécificité de la culture européenne est faite de ces tensions, de cet antagonisme de valeurs et de traditions, et c'est de cette progression conflictuelle jusque dans les institutions, que s'engendrent la démocratie et le goût de la liberté.

Depuis les romains et leur paix organisée, depuis que les grecs ont séduit nos intellectuels à travers des traductions arabes, depuis que le judéo-christianisme a insufflé aux peuples barbares la passion du Salut et l'héroïsme du martyr, l'Europe bon gré mal gré a recherché cette identité, à la fois pour

se défendre contre l'islam et pour communiquer dans l'intelligence en quête de transcendance.

Mais notre crise, entendue comme épreuve et enfantement de nouvelle culture, est depuis deux siècles celle de la modernité ; elle prend force et appui sur les valeurs et les moeurs issues de la technique. Je citerai Louis Armand : "Si les sciences appliquées sont riches d'enseignement, c'est parce qu'elles sont le lieu où se rencontrent les plus hautes aspirations de l'homme, sa soif de comprendre, ses facultés de transcendance et, d'autre part, ses appétits matériels qui l'incitent à acquérir plus de richesses et à les créer. Selon que varient d'une époque à l'autre les composantes de ces divers facteurs varient les influences réciproques qu'exercent l'un par rapport à l'autre le progrès de la technique et le comportement des hommes". Cité in H. Tessier du Cros : Louis Armand visionnaire de la modernité, éditions O. Jacob, Paris 1987, p. 472.

Ainsi notre propos s'inscrit dans un contexte dynamique, fait de tensions et de pôles d'équilibres, il ne me semble pas pertinent de recenser les valeurs qui composent cette identité comme s'il s'agissait d'un catalogue abstrait et statique, mais nous devons bien plutôt faire apparaître ce jeu de conflits dont nous sommes partie prenante. Ce n'est pas du pessimisme mais au contraire l'inscription de notre identité dans le débat culturel d'aujourd'hui commencé avant-hier.

I) Marques et permanences du judéo-christianisme

Il faut le noter, la modernité est née pour une grande part d'un conflit à la fois religieux et social. L'émergence de l'esprit bourgeois dans

une partie de la population soucieuse de se libérer de l'ordre féodal, passionnée d'entreprendre et de créer des richesses, n'a pu se faire qu'en opposition avec la hiérarchie des valeurs et des symboles de l'ordre précédent. Intellectuellement ce fut la crise entre les idéaux de permanence et ceux du progrès, entre les institutions et l'individu, entre la norme et le désir, entre le dogme enseigné et le libre examen.

La société du moyen-âge avait été en grande partie élaborée sur la complémentarité des convictions religieuses et des appartenances politiques. Jean-Paul II en 1982 l'exprimait ainsi à Saint Jacques de Compostelle : "l'histoire de la formation des nations européennes va de pair avec celle de leur évangélisation ; à tel point que les frontières européennes coïncident avec celles de la pénétration de l'Évangile. Après vingt siècles d'histoire on doit affirmer que l'identité européenne est incompréhensible sans le christianisme et que c'est précisément en lui que se trouvent ses racines communes qui ont permis la maturation de la civilisation d'un continent, de sa culture, de son dynamisme, de son esprit d'entreprise, de sa capacité d'expression constructive, y compris dans les autres continents ; en un mot tout ce qui constitue sa gloire". Cet enracinement spirituel était fondateur d'identité nationale, on l'a vu au temps des saints empires comme c'est encore, semble-t-il, le cas en Pologne aujourd'hui. Mais si la Réforme s'est faite dans ce cadre de relation forte entre le politique et le religieux, la modernité et le mouvement démocratique l'ont mise en question pour assurer l'autonomie de la vie publique, sa sécularisation avant la lettre.

De cette crise est né l'Etat-nation d'une part et la religion comme conviction privée d'autre part, la confession religieuse pouvant avoir ses institutions et des oeuvres publiques dans la Nation. Ce qui est la répartition

des rôles encore pratiquée de nos jours.

Par là même le judéo-christianisme devient une famille spirituelle, un ensemble diffus d'attitudes, de comportements liés à la transcendance et à la révélation biblique. Le Pape a-t-il raison d'en souligner la permanence dans le contexte pluraliste et laïc qui est celui de l'Europe ? Comment se perpétue de nos jours l'imaginaire judéo-chrétien dans la constitution et l'évolution de nos sociétés marquées par la désacralisation et parfois l'athéisme ? Je relèverai ici quatre tendances parmi les résultats des sondages et des enquêtes récentes. En particulier celle de Jean Stoezel sur "les valeurs du temps présent", publiée aux P.U.F. en 1983, effectuée dans les dix pays de la communauté européenne d'alors.

- Il convient de noter que les Européens ont des idées très claires quant à leur appartenance religieuse, pratiquement pas de non-réponses, 12 % se déclarent "sans religion", 2 % de religion non chrétienne, 28 % protestants et 57 % se disent catholiques. La conscience de l'identité religieuse demeure donc très vive dans la culture, quelle que soit la pratique cultuelle ou le niveau d'adhésion au message. L'enquête montre surtout combien les prescriptions du Décalogue sont fondatrices de la vie sociale. Pour 70 % d'entre nous l'interdiction "tu ne tueras pas" est le commandement premier de leur morale, et ce sont des résultats de même importance que nous trouvons pour condamner le mal, le faux témoignage ou promouvoir l'honneur dû aux parents, le devoir de respecter le bien d'autrui, les liens du mariage. Il n'est pas dit que chacun soit fidèle à ces normes, mais elles forment une référence spontanée dans le jugement moral porté sur des actes ou des transgressions. Entre l'appartenance religieuse de tradition sociale ou culturelle et l'éthique au nom de laquelle l'europpéen émet des lois et des règles, il y a des convergences : la vie

personnelle comme celle d'autrui, de son environnement sont l'objet d'une révérence appelant la transcendance, celle de Dieu, de la Raison, du devoir ou plus largement du bien.

- De cet héritage judéo-chrétien, je soulignerai aussi la permanence de la notion de culpabilité. Y compris dans les débats inspirés de Freud et de ses émules, la dé-culpabilisation est le symptôme d'une crise de notre rapport au mal moral. Au péché comme conscience de faire ce mal en transgressant l'interdit. Les Eglises ont longtemps géré publiquement par le rappel de la loi morale et par la célébration symbolique de la réconciliation, l'état de péché et le sentiment de culpabilité. Aujourd'hui 26 % d'entre nous estiment que la distinction du bien et du mal est claire pour eux, tandis que 60 % disent qu'elle dépend des circonstances. Alors la culpabilité devient floue et donc socialement incontrôlable. Les polémiques sur les prisons, la peine de mort, sur les punitions collectives ou sur la responsabilité, la rééducation du délinquant en sont la preuve. Mais si en Europe le débat existe, il ne semble pas que ce soit le cas en Chine. C'est bien pourquoi la persistance de ce thème judéo-chrétien, y compris dans la crise des fondements de la morale que nous connaissons, témoigne d'une continuité culturelle. D'autant que nous savons les tentations totalitaires des sociétés quand le mal c'est l'autre, la classe, la race ou l'exclus. La gestion de la culpabilité fait la fortune de nos psychanalystes, mais elle est un problème préoccupant pour définir l'identité et la cohérence de nos communautés ; si les églises de la Réforme y ont apporté une réponse différente des catholiques, il reste que le christianisme, là aussi dans la crise, est très fortement concerné par cette responsabilité culturelle.

- Dans sa phase de dé-christianisation la Révolution française comme la Révolution russe ont voulu effacer les traces du christianisme : morale de

"l'honnête homme" ou du fidèle militant de la cause, substituée aux prescriptions religieuses, nouveau calendrier modifiant la semaine et les fêtes chômées, destruction de monuments ou leur affectation à des activités sociales, ce ne sont que quelques exemples d'une sécularisation volontaire de la socialisation chrétienne. Après un temps d'effacement, ces repères du temps et de l'espace ont réapparu, portés par une volonté populaire d'identité. De nos jours cette inscription socio-culturelle du christianisme connaît un renouveau par le tourisme, de même que par les débats publics avec la participation d'autorités religieuses, les dates de vacances et les célébrations festives de Noël et de Pâques. A l'heure des retrouvailles de la mémoire et de l'identité on ne peut nier que ce retour au religieux dans la vie sociale rattache celle-ci aux événements et aux traditions judéo-chrétiennes.

- L'histoire récente de l'Europe est celle d'un essor scientifique et technique foudroyant. Or celui-ci est lié à l'imaginaire du Progrès. Ainsi que le note Ch. Morazé, "le progrès implique une linéarité, l'existentiel échappant à la répétitivité des grecs, même stoïciens. Cette linéarité est celle des générations père-fils". Aux origines sacrées des sciences modernes, Fayard, Paris 1986, p. 222. C'est la continuité évolutive qui préside à la conception du salut et du temps messianique dans le judéo-christianisme. Or, note encore Morazé : "C'est en Europe et seulement là que prennent essor les sciences modernes" idem p. 217. Si l'affirmation sociale de la science s'est faite contre la religion établie, il semblerait qu'elle n'aurait pu avoir lieu sans l'imaginaire intellectuel qu'elle avait nourri. Cette conception linéaire du monde est en pleine expansion dans le domaine technique, elle rejaillit en question à propos de l'éthique et du sens de la vie.

II) La démocratie, fait culturel

Les observations qui précèdent ont souligné l'effet culturel des traditions judéo-chrétiennes et leur permanence à travers les conflits intellectuels ou scientifiques depuis trois siècles. Pour le sociologue en effet les valeurs et les normes éthiques n'ont qu'une autonomie relative, je veux dire qu'elles nous parviennent immergées dans les symboles, les pratiques ou les moeurs, les rites collectifs et les appartenances qui définissent l'espace d'un groupe ou d'un peuple. Il lui faut des récits, des créations communes pour s'inscrire dans les mentalités et par là se transmettre de générations en générations. Le grand dessein, qu'il soit religieux ou éthique comme lors de la fondation des Etats-Unis, est nécessaire au consensus, à la vie de la nation et donc à l'identité de l'Europe que nous préparons.

Les droits de l'homme, la liberté et l'égalité des citoyens ont nourri les idéaux de l'Europe moderne. Par là on voulait asseoir sur des convictions la vie politique, et traduire en valeurs la dignité de la personne humaine. Tout le monde sait que le protestantisme a privilégié la conscience individuelle comme espace de liberté tandis que les catholiques restaient sensibles au collectif et à l'égalité. Les familles politiques semblent avoir pris le relais des références religieuses pour donner à ces valeurs la portée imaginaire d'un projet de société. Si les sondages montrent que la majorité des européens a des préférences pour les formations centristes, une lecture seconde fait apparaître que les choix politiques recouvrent d'abord des allégeances culturelles. Ainsi nous découvrons que le vote appelé "conservateur" représente une conception de la société fondée sur un ordre qui se reproduit dans la stabilité, s'améliore et favorise la sécurité, tandis que le vote "dit de gauche" exprimerait des recherches d'expression individuelles, des besoins de

participation et d'initiative, de remise en cause des hiérarchies. Je soulignerai que ces postures varient avec les niveaux d'instruction et de relations culturelles.

Cette tension entre la permanence et le changement dans la vie politique européenne est génératrice de crise permanente ; c'est la dialectique de ces deux pôles qui fait le fond de nos débats démocratiques. Nous y tenons au point d'établir le pluralisme comme la base de la vie parlementaire et l'antidote de toute tentation totalitaire. Cette gestion de la différence par le rapport majorité-opposition, l'alternance et la négociation verbale des rapports de force, la séparation des pouvoirs sont autant de repères pour évaluer la qualité démocratique de la vie politique. C'est l'institutionnalisation de la tolérance, et elle a été exportée, ne serait-ce qu'à titre de référence dans l'ensemble du monde. Elle nous protège de la tentation totalitaire, naturelle à tout pouvoir. Le prix à payer en est la fragilité de l'autorité, elle doit conquérir l'assentiment et elle se sait toujours quelque peu provisoire ; elle est soumise aux aléas de l'opinion publique, désormais elle est contrôlée chaque semaine par les sondages qui la talonnent. Car la souveraineté étant dans le peuple, c'est le citoyen qui est à l'origine de la délégation de responsabilité, il est comme individu le symbole sacré de la liberté, finalité de la coexistence nationale, ; il est le dépositaire de la transcendance et de la légitimité.

En retour le gouvernement est amené à le servir, c'est-à-dire à "faire du social" comme nous disons. Les événements récents en Europe, les grèves, les protestations à propos de l'environnement font apparaître ce besoin d'expression directe et de communication sans intermédiaire avec les responsables. Nous connaissons une nouvelle crise des systèmes traditionnels de

représentation et de délégation ; la personne est privilégiée par rapport à l'appareil ; la convivialité est préférée à l'organisation ; le lien direct est revendiqué à l'encontre des systèmes bureaucratiques de gestion. Cette transformation culturelle déstabilise nos fonctionnements traditionnels, les difficultés économiques, le chômage et l'instabilité de l'emploi, la modification des rôles dans la famille, les événements internationaux (Prague, la Chine et la remise en cause des systèmes marxistes), la montée des intégrismes ont créé le doute et fait de la sécurité ressentie la condition première de la liberté. Et de celle-ci l'espace ludique de fraternités limitées. D'une certaine façon l'égalité est passée au second plan par rapport à ce besoin d'épanouissement individuel, de récupération de son univers jusqu'au repli sur son "chez soi".

Mais les mythes patriotiques ou nationalistes, comme desseins mobilisateurs et projets de société, en perdent leur crédibilité. Après la sécularisation religieuse c'est la fin du messianisme politique. Au risque de réduire la liberté aux murs de son appartement et de n'en sortir que pour répondre aux grands appels généreux de la télévision. Ce n'est pas sans raison que l'on reparle de citoyenneté et de société civile ; pour retrouver nos sources démocratiques et les valeurs qui les alimentent.

III) Personne humaine et drames collectifs

Nous connaissons un retour aux expressions subjectives et aux attitudes personnelles en contrepoint des objectivités de l'organisation, de l'administration, de la loi ou des institutions. Non que celles-ci soient refusées, elles sont seulement mises au service de l'individu et de son épanouissement personnel. Nul ne veut être dépossédé de la maîtrise de ses

appartenances au profit de l'Etat, des Eglises, des partis ou des syndicats. Une crise de la délégation de pouvoir en somme. Comme si après la période des trente glorieuses où l'entreprise, les partis, les syndicats, les organisations collectives ont connu leur période d'expansion, l'individu voulait se retrouver et personnaliser son action comme son environnement : du jogging aux médecines douces, du meuble en kit au self-service, c'est moi qui décide, moi qui ai le "pouvoir de dire oui", regardez les banques et leur stratégie d'être proche du client. Après la survalorisation du collectif, c'est le retour du balancier, l'investissement dans le subjectif. Et dans l'affectif.

Une enquête de la communauté européenne illustre bien cette transformation des mentalités. Elle date de 1983. A 80 %, les jeunes de 15-24 ans s'estiment satisfaits de leur vie, de leurs études ou de leur travail professionnel. Ils estiment leur situation correcte ou convenable à 78 %, même s'ils pensent à 51 % pouvoir connaître la perte d'emploi, ils craignent d'abord la criminalité et le terrorisme, la dégradation de la nature à 57 % ; ce qui va le mieux pour eux ce sont les relations avec les amis, avec les parents ; le logement et les loisirs pour les deux tiers sont appréciés. Parmi les grandes causes pour lesquelles on prendrait des risques, apparaissent d'abord : la paix (65 %), les droits de l'homme (51 %), la liberté individuelle (44 %), la lutte pour la misère ne concernant que 37 % d'entre eux. Ces chiffres, dont vous me pardonnerez l'accumulation, dessinent un nouveau paysage de l'identité culturelle en genèse, j'y ajouterai même que 56 % des jeunes chômeurs se disent satisfaits de la vie. En d'autres termes les valeurs de travail et d'action, d'engagement à long terme et d'appartenance politique qui ont dominé jusqu'en 1975, passent au second plan et laissent la place aux relations interpersonnelles, à la convivialité et à l'épanouissement individuel. La qualité de la vie, matérielle, affective et même éthique est pour eux plus

importante que la carrière professionnelle ou l'acquisition des biens de consommation. Certes il ne faut pas généraliser. Encore moins ne faut-il pas moraliser en condamnant d'emblée cette évolution. La comprendre c'est avec intelligence et discernement entendre ce qui nous est dit par ces jeunes générations. Cette mentalité que j'appellerai personnaliste et humaniste, que d'autres nomment post-matérialiste, explique pour une part nombre de mouvements sociaux qui, des infirmières par exemple ou même des militaires en France, protestent dans leurs revendications contre leurs conditions de vie familiale, le caractère peu cordial des relations avec l'autorité hiérarchique, avant d'exiger des augmentations de salaires. Et cela donne aussi de multiples réactions corporatistes qui s'expriment en concertation plutôt que selon les canaux syndicaux prévus à cet effet.

En amont je me demande aussi s'il n'y aurait pas un effet de mémoire collective. Différents débats et événements ont remis à la première page des journaux les camps de concentration et les pouvoirs totalitaires. Après Auschwitz et Prague, après les goulags et Tien An Mén, après le Cambodge et le Chili, la torture et la violence de l'Etat sont présents dans les esprits. S'en prémunir par l'importance donnée à tout ce qui est personnel, en revalorisant le discours humaniste si critiqué il y a vingt ans, c'est affirmer une identité sacrée. Le respect du "moi" est le préalable du respect de la vie humaine. Alors l'autorité est moins admise au nom de l'ordre ou de projets qu'elle symbolise, qu'au titre de sa qualité de séduction et d'identification de ces valeurs. Elle n'oblige pas, elle appelle ; elle n'impose pas, elle propose ; elle ne contraint pas, on l'admire. Elle est objet de projections individuelles et d'espérances subjectives. Elle est forte des valeurs que l'on aime et non des normes auxquelles l'on se soumet, selon quelque système.

125

Tout ceci nous montre la permanence de la personne humaine et de ses droits comme référence dans l'évolution des idées. C'est une chance pour le sens des responsabilités, mais non sans ambiguïtés pour le devenir de nos institutions et de nos lois.

IV) L'Europe et le rapport à l'autre

Depuis quarante ans l'Europe a, bon gré mal gré, modifié radicalement son rapport à l'autre. L'autre dans sa culture, son développement, son identité culturelle ou politique. Depuis plus d'un siècle nous avons colonisé l'Afrique ou l'Asie selon un modèle missionnaire : apporter aux "sauvages" dans l'obscurité la lumière de la raison, de la science et de l'ordre a motivé nombre d'européens militaires, instituteurs, médecins, religieux même qui entendaient étendre par là sous notre protection politique les bienfaits de l'école, du dispensaire ou des techniques de production. Certes, nous en tirions des avantages matériels ou stratégiques, mais l'état d'esprit était tel que l'Europe restait pour nous le centre du progrès. Développer ces pays de l'ombre était les amener à nous ressembler et à collaborer selon les normes de la culture européenne, dans la mentalité des Lumières.

Or cet européocentrisme culturel et politique a été dénoncé par le mouvement des indépendances. Guérillas et conflits de libération nous mirent en difficulté et des peuples sous équipés ont fait reculer les troupes les mieux armées du monde. A partir de là, le prestige européen a été désacralisé ; l'humanisme qui justifiait notre pouvoir s'est révélé trop inhumain pour que nous puissions encore croire à quelque mission morale dans cette ambition d'empire. Qu'en retour cela provoque des doutes sur la supériorité éthique de l'identité européenne était dans la nature des choses ; il s'en est suivi chez

beaucoup d'entre nous un désintérêt pour ces terres qui représentaient en nos jeunes années la mission, le sacrifice et le dévouement. Je crois ce procès excessif, mais ce que je veux souligner ici c'est la mise en question de notre sentiment de représenter par notre culture le meilleur-vivre du monde. D'autant que certains de ces pays, nouvellement industrialisés, nous concurrencent dans le domaine économique ou même culturel.

Par ailleurs en accueillant des travailleurs immigrés de ce Tiers-Monde nous ne nous doutions pas qu'ils chercheraient à s'intégrer à nos communautés nationales, tout en voulant garder leurs traditions identitaires. Nous avons tous sur notre sol des minorités importantes, souvent musulmanes, dont le mode de vie, les symboles, et les références politiques et religieuses à la fois sont perçues comme menaçantes par leur étrangeté et par ce qui nous semble chez eux irrationnel. D'où les réactions de sécurité et de réveil nationaliste que l'on a pu observer, y compris dans certaines formations politiques. Ajoutons encore que les projections démographiques en ces pays laissent prévoir des rapports entre populations dans le monde tels que notre Europe ne représentera bientôt que 5 % des habitants de la planète : notre culture risque d'y apparaître particulière et particulièrement arbitraire. D'autant que nombre de ces peuples nous reprochent déjà de les avoir brutalisés en leur imposant nos moeurs et nos valeurs matérialistes.

Tout ceci sera repris cet après-midi et demain. Je veux seulement noter dès maintenant combien notre identité culturelle, nos valeurs et nos normes sont mises à l'épreuve. Cette culture que nous croyions universelle et supérieure apparaît comme une culture parmi d'autres, un héritage "régional" en ce vaste monde.

La tradition biblique donne un statut à l'étranger, il doit être admis à la table commune et appelé à apporter sa pierre pour la construction du Temple ou du Royaume de Dieu. Même si nos comportements passés n'ont pas été à la hauteur de cette générosité, il reste que le judéo-christianisme nous a légué cette conception de l'humanité comme une vérité, chacun étant créature de Dieu et frère comme personne humaine. Le droit international a été, pour une part notable, enfanté dans cette conviction universaliste. L'humanisme laïc de notre continent a largement repris ce message.

Or nous voyons nos rapports avec "l'autre" emprunter des chemins de violence et de terrorisme, de peur et de répression, dériver en terrorisme et en milices d'auto-défense. Plus souvent, dans la logique du repli sur soi précédemment décrit, c'est l'indifférence à autrui, l'ignorance des cultures "d'ailleurs" et un certain mépris tant que l'autre n'est pas instrumentalisé à des fins européennes. Là aussi il y a crise et celle-ci peut conduire à des agressivités, effets de la peur et de la suffisance. Malgré tout, les efforts d'ouverture aux questions internationales restent faibles, hormis les événements catastrophiques relayés par les media, appelant à la solidarité humanitaire. Mais cela tient encore plus du don unilatéral que de l'échange entre partenaires de culture et de valeurs. Comme si l'identité européenne se situait en surplomb par rapport à des peuples qui ont été nos débiteurs. Les universités de l'Europe devraient être attentives à cette responsabilité éthique de ceux que nous formons aujourd'hui pour demain.

Conclusion : du bon usage des crises

S'adressant aux parlementaires européens, Jean-Paul II remarquait : "l'Europe que vous représentez se trouve au seuil d'une nouvelle étape de sa croissance, tant pour elle-même que dans sa relation avec le reste du monde". Je le crois volontiers. L'Europe des crises d'identité successives va connaître des tensions multipolaires qui seront à la fois la cause et l'effet de ses prochains développements. Il y a un bon usage des crises lorsque ces heurts et ces ruptures nous révèlent des responsabilités insoupçonnées. Quand les valeurs ne répondent plus c'est que nous n'osons plus les appeler -et c'est peut-être la première de nos difficultés-. Dire ce dont nous héritons et ce que nous espérons est indispensable pour que nos stratégies économiques et culturelles aient cette force d'âme dont les peuples jeunes nous apportent le témoignage. Quand les normes éthiques sont à la dérive des intérêts ou des circonstances, c'est peut-être que nous renonçons à être nous-mêmes, nous résignant au court terme et aux fluctuations du bien-être chez soi. Il n'est de morale que de l'autre, je veux dire de la rencontre et de l'amour, de ces sentiments qui nous mobilisent pour que notre action soit réellement humaine, c'est-à-dire fraternelle. Quand pensera-t-on à l'Europe du coeur ? A l'Europe de l'homme et de la solidarité universelle ?

L'identité morale et culturelle de notre pays, nous l'avons reçue dans l'enfance, du moins pour ceux de mon âge, comme un prêt-à-porter et un prêt-à-penser. Nous y avons d'autant mieux adhéré que l'effort de reconstruction de nos pays nous paraissait en 1945 un grand dessein pour nos lendemains. Le judéo-christianisme nourrissait ce volontarisme de mémoire et d'esprit, c'est en un même mouvement que nous nous engageons spirituellement, professionnellement et politiquement. L'éthique et les valeurs n'étaient pas un

problème, notre identité sortait rajeunie de la Résistance et de la Libération. Pauvres, mais heureux de l'avenir, nous n'étions que projets. Aujourd'hui que proposons-nous aux jeunes comme chantiers, pour leur lendemain matériel et moral, économique et culturel ? Telle est la question pour l'Europe sachant qu'il n'est d'identité forte que spirituellement prospective.

L'humanisme, les normes et donc l'identité de l'Europe sont devant nous, appelant le dialogue dans une nouvelle intelligence de nos mythes fondateurs. Nos valeurs et nos règles n'ont plus cette sorte d'évidence suprême qui ne faisait pas de doute, elles ne nous portent plus dans la symbolique ancestrale ou dans cette connivence inspirée de la Foi. Nous devons les porter comme l'enfantement de notre identité. L'Europe culturelle est à faire comme un choix, un pari et une volonté. Le risque de l'homme est désormais notre ambition ; en ce sens la crise intellectuelle et morale de l'identité européenne est pour nous une nouvelle chance.

Gérard DEFOIS

Octobre 1989

IDENTITE CULTURELLE EUROPEENNE :
systèmes de valeurs et normes éthiques.

Mgr Gérard DEFOIS
recteur de l'Université
catholique de Lyon.

Il est certes impossible de définir de façon exhaustive le contenu de l'identité culturelle de l'Europe ; ce que nous pouvons c'est, à partir de récents sondages, faire apparaître quelques tendances parmi les plus dynamiques de l'évolution de nos mentalités. En tenant compte des différences entre le Nord de l'Europe à dominante anglo-saxonne et le Sud de tradition latine. En nous référant aux courants grecs, romains, judéo-chrétiens ainsi qu'à la modernité qui nous caractérisent, de manière souvent inconsciente.

I. Il convient de noter ainsi la permanence des marques du judéo-christianisme dans notre imaginaire collectif. nous en relèverons quatre en ayant conscience d'être incomplets :

-le Décatalogue et ses interdits : le vol, le meurtre, l'adultère, le faux témoignage, demeure une référence ; même dans la transgression il désigne la règle de conduites sociales.

-la culpabilité et sa gestion collective ou privée demeure un problème, ne serait-ce que dans la volonté affirmée d'une déculpabilisation. La faute et le mal intériorisés dans la conscience du péché ont reçu des traitements différents dans les régions réformées et dans les pays catholiques. Mais cette question reste très vive dans la conscience européenne, ce qui est différent pour les populations musulmanes ou les traditions asiatiques.

-la Révélation chrétienne par les fêtes, les monuments, les œuvres artistiques, les rites de passage est en Europe le canal dominant de l'expression religieuse. Ce qu'avait voulu supprimer la Révolution française. Mais sur le plan des mœurs la morale de "l'honnête homme", raisonnable en sa conscience, a sécularisé la tradition chrétienne.

-le salut dans l'histoire donnant à celle-ci une signification eschatologique et messianique est une conception de l'évolution qui a nourri nos représentations occidentales de progrès. Ce qui nous différencie des cultures marquées par une conception cyclique du temps.

II. La tradition culturelle de l'Europe a mis en avant les idéaux de liberté et d'égalité pour traduire la dignité sociale de toute personne humaine. Le protestantisme a privilégié la liberté comme espace individuel de la conscience et le catholicisme l'égalité comme base de la vie institutionnelle dans une institution communautaire. Les idéologies politiques ont pris le relais pour sacrifier ces valeurs et les organiser en programmes. Nous avons constaté que ces options politiques reposaient sur des postures culturelles. Et que ces dernières avaient nourri l'idée d'une démocratie parlementaire, désormais référence obligée des mœurs politiques dans le monde. Ce qui entraîne aussi la préoccupation de progrès social associé au développement économique. Mais en même temps nous soulignons l'effort européen pour faire de l'individu la source de la souveraineté et de la délégation de pouvoir à quelque hiérarchie. Ceci dans un contexte de sécularisation de la vie politique.

III. La personne humaine et ses droits, l'individu et ses responsabilités sont de plus en plus invoqués dans les propos européens. Les mentalités contemporaines mettent l'accent sur la primauté du privé comme espace de liberté, de bonheur et de vérité de l'esprit. D'où l'importance attribuée à la vie familiale en Europe, aux relations choisies de convivialité ; la vie associative et le bénévolat affectif semblent l'emporter sur l'État et les organisations nationales dans la gestion des services collectifs. Ce qui n'est pas sans conséquences sur les institutions politiques. Et donne par réaction des manifestations corporatistes pour faire pression sur les pouvoirs publics, atténue la conscience d'un bien commun et peut engendrer des attitudes crispées pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

Il semble que dans tout cela il y ait un refus et une peur de céder à la tentation totalitaire du pouvoir, celle-ci a marqué très profondément la mentalité européenne, sa mémoire collective ; s'en prémunir après Auschwitz et Prague inspire toujours des passions radicales. Ce contexte favorise encore un rapport affectif à l'autorité, celle-ci est moins acceptée comme soumission à un ordre établi, fût-il le produit du suffrage universel, que l'objet d'une séduction suscitée par un personnage charismatique appelant l'identification individuelle et massive.

IV. Le rapport aux cultures différentes n'est pas vécu de façon claire par les Européens. En effet le messianisme technico-scientifique et rationaliste a motivé la colonisation au 19^e siècle et la scolarisation massive des populations défavorisées. Ce sentiment d'apporter la vérité à des régions obscurantistes, sinon sauvages, inspire un ethnocentrisme viscéral tel que nous peinons à traiter ces peuples en partenaires. Le Tiers-mondisme européen y a puisé ses illusions ; la contestation, parfois violente de nos modèles européens traduit la fragilité de nos sentiments de supériorité dans ce domaine. Les transformations prévisibles des rapports démographiques entre les continents laissent imaginer de prochaines crises dont nos prétentions ne sortiront pas indemnes. Il est inutile de souligner combien cette situation peut engendrer des crises, mettre en cause notre sécurité et la paix mondiale.

Il faut aussi noter combien nos valeurs ont fait école depuis trois siècles dans le monde ; elles nous reviennent avec nos techniques copiées et concurrentes, parfois même comme des instruments critiques à l'égard de nos mœurs actuelles. Un de nos problèmes d'avenir sera de concilier la modernisation croissante de nos techniques et de nos imaginaires avec la tradition identitaire de nos modes de vie. Or ceux-ci n'ont pas qu'une fonction individuelle, ils sont générateurs de solidarités et de consensus éthique. Tel sera l'enjeu prévisible d'une nouvelle conscience européenne.

Tout se passe comme si l'identité culturelle et morale n'était plus donnée par l'ordre des choses et sacralisée par le judeo-christianisme, mais devenait un problème, sinon une crise. C'est dire que cette identité relèverait de choix collectifs explicites, artificiels et volontaristes. En un mot la culture identitaire de l'Europe serait à faire. Sous notre responsabilité commune.

Gérard DEFOIS.

Action de la Communauté dans le monde
et identité culturelle européenne

La paix et la sécurité

1) La Communauté européenne ne dispose d'aucune compétence en matière de défense, mais certains principes, en ce qui concerne les relations internationales, sont communs aux douze Etats qui la composent.

Ces principes se retrouvent dans des organisations européennes plus vastes que la C.E.E., et à l'O.N.U. : Il s'agit des droits de l'homme, qu'aucune politique ne peut plus ignorer.

2) Mais la matière reste régie par les Etats souverains, dont les attributions en matière de relations internationales, de guerre et de paix, sont parmi celles sur lesquelles ils veillent le plus jalousement, tant elles sont, avec les attributions en matière tributaire, l'expression même de la souveraineté.

3) Après la deuxième guerre mondiale, la nécessité de la défense de l'Europe, cette fois contre l'U.R.S.S., qui l'a à moitié envahie et occupée, ainsi que le maintien de la sécurité, portent à conclure le Traité de l'Atlantique Nord (4 Avril 1949), qui sera suivi par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, effectuée en 1951 sur la base de l'Art.9 du Traité de 1949. Il s'agit d'une organisation permanente qui regroupe : -les 5 signataires du Traité de Bruxelles du 17 Mars 1948 (Grande Bretagne, France, Benelux) qui créait un mécanisme d'assistance en cas d'agression armée en Europe.

-L'Italie, le Danemark, l'Irlande, la Norvège, le Portugal (1949) plus les Etats-Unis et le Canada. En 1951 entrent la Grèce et la Turquie, en 1954, la République Fédérale allemande, en 1982, l'Espagne. Il s'agit donc d'une alliance un peu plus vaste que la C.E.E. en ce qui concerne les participants européens et où la présence des Etats-Unis et du Canada illustre bien dans quelles conditions de faiblesse se fait la renaissance de l'Europe libre. Ce n'est pas par hasard que l'échec de la C.E.D. est suivi de peu de l'adhésion de la R.F.A.

4) La crise de cette forme d'alliance, défensive, se manifeste à partir du moment où la guerre froide fait place à un équilibre entre puissances, celui de la terreur, et où l'évolution des techniques entraîne la naissance de la dissuasion comme moyen pour ne pas faire la guerre, faute d'une véritable doctrine de la paix.

Le retrait de la France de l'O.T.A.N. ne met pas en cause l'organisation, à laquelle la France continue de participer en ce qui concerne ses développements politiques, mais souligne le vieillissement de ses mécanismes et de ses raisons d'être.

5) Il n'en demeure pas moins que l'insécurité, si elle n'a pas les mêmes raisons d'être que dans l'immédiat après-guerre, ne trouve pas dans les Communautés européennes le cadre de sa solution. Seule l'Union de l'Europe Occidentale traduit la volonté européenne de concertation sur les questions de défense, dans l'optique, en particulier, de contrôler d'abord le réarmement allemand, ensuite l'ensemble du problème de l'armement. Mais l'U.E.O. demeure étroitement liée à l'O.T.A.N. et aucun système européen de défense autonome ne s'est développé, tandis que le sentiment d'insécurité s'est élargi en Europe à mesure que l'isolationnisme américain a repris ses droits, du fait au si de l'engagement militaire des Etats-Unis sur d'autres fronts.

6) Dans la mesure où l'U.R.S.S. donnait l'impression d'accroître sa puissance et de consolider son Empire, les européens de l'Ouest éprouvaient d'ailleurs le besoin de vérifier et d'assurer régulièrement leurs rapports avec les Etats-Unis, dans et hors l'Alliance Atlantique. Dans ce sens vont aussi bien la Déclaration d'Ottawa du 19 Juin 1974, l'accroissement en 1979 de l'armement stratégique américain en Europe, et la sécurité européenne est prise en compte dans toutes les grandes négociations Est-Ouest, en particulier dans le cadre des accords d'Helsinki.

7) Entretiens, cependant, une évolution se produit parmi les Etats européens, et une partie de l'opinion évolue vers le neutralisme. D'autre part, la cohésion de l'Empire soviétique donne des signes de faiblesse, faisant s'éloigner les risques d'un conflit mondial. L'Europe relève la tête et poursuit sa course à la modernisation et à l'industrialisation. Une opinion publique européenne se dessine avec les années 1980, et l'on peut dire avec Jean Yves Ollivier (L'Europe en formation, nov. dec. 1981) que " rejoignant en cela beaucoup d'autres, les peuples d'Europe prennent conscience du danger de l'affrontement des deux Super-Grands qui voudraient imposer la division de l'humanité en deux blocs inconciliables et prompts à utiliser le sol des autres pour en découdre et préparer le cataclysme nucléaire... ".

8) Mais les européens n'aspirent pas non plus à être le 3^e bloc, c'est-à-dire à reproduire au niveau de leur continent une politique d'indépendance à tout prix et de puissance. " Durement éprouvés par l'histoire, les européens ne veulent être ni les otages ni l'enjeu de cet affrontement... L'intérêt de l'Europe, comme celui du reste du monde, est qu'elle reprenne en main sa destinée et rejette la division manichéenne qui voudrait qu'il n'y ait de salut que dans l'obéissance aveugle au socialisme soviétique pour les uns ou dans la justification d'une stratégie capitaliste pour les autres." (Jean Yves Ollivier).
L'idée est juste mais l'analyse apparaît aujourd'hui bien datée.

La fin des idéologies comme motrices de l'histoire, la décadence des Empires, qui se joue en ces années '80, sont l'expression concrète d'une nécessité que les Européens ont ressenti avant les autres : Fonder les relations entre peuples sur d'autres principes que ceux de la domination et de la destruction réciproque. Il faut donc repartir, en politique internationale comme ailleurs, de la raison d'être de toute politique : l'homme, la personne humaine. Il s'agit de mettre un terme à la conception machiavelienne de la politique, qui permettait à Clausewitz de dire que la paix était l'autre manière de faire la guerre, pour fonder la paix sur les droits de l'homme.

9) Si cette conception l'emporte, elle sera fille de l'Europe, car c'est en Europe qu'est née la culture des droits de l'homme, l'idée d'une personne humaine qui trouve dans la société la garantie du droit, de la justice et de l'égalité. De l'Habeas Corpus à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, il y a un continuum indéniable, qui repose sur une commune manière de vivre et de sentir des peuples d'Europe. La C.E.E. elle-même s'est interrogée à plusieurs reprises sur son identité, et sur les idéaux qui sous-tendent sa propre existence. C'est ainsi que le 20 Novembre 1973, les neuf ministres des Affaires Etrangères de la Communauté ont mis au point une déclaration sur l'identité européenne dans laquelle on lit notamment qu'ils entendent "sauvegarder les principes de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale... et du respect des droits de l'homme, qui constituent les éléments fondamentaux de l'identité européenne".

10) C'est dans le cadre du Conseil de l'Europe qu'avait été élaborée, en 1950, puis appliquée, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Cour Européenne des droits de l'homme de Strasbourg sanctionne l'application de la convention dans les 22 Etats de l'Europe occidentale qui l'ont signée. A travers la Convention et tout le cortège de textes de portée universelle qui ont vu le jour en ces 40 dernières années, l'identité européenne se fait jour et interpelle non seulement les pays développés mais, plus encore peut-être, les pays du Tiers Monde. Ce qui frappe, en effet, c'est la planétarisation des problèmes, et la nécessité de trouver aux hommes un langage commun à travers leurs civilisations, leurs religions, leurs expériences différentes. Mais ce qui frappe aussi, c'est la diversification des formes de la violence : A la guerre, seule forme de violence collective codifiée, s'ajoute aujourd'hui le terrorisme, forme de guerre permanente aux institutions et à la sécurité des personnes.

La réponse de l'Europe est hésitante. Les conceptions du droit d'asile, par exemple, sont variables. Nous conservons l'idée de la guerre juste, pour la défense de nos valeurs et de nos biens. Mais nous ne nous accordons pas sur le problème fondamental de la production et de la vente des armes.

11) Une nouvelle source d'inspiration pour une nouvelle conception des relations internationales vient de l'effort même que fait la Communauté Européenne pour avancer dans son intégration. En effet le modèle de relations institutionnalisées qui devrait s'appliquer dans la Communauté entre Etats anciennement litigieux pourrait progressivement s'étendre à l'ensemble de la planète. Il s'agit donc de reconstruire les relations internationales sur la base du droit.

Si les européens n'ont pas toujours conscience de leur identité, l'identité européenne ne paraît très forte au reste du monde, au moment où les données de bases des relations internationales de ces dernières décennies finissent de s'échapper. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, tant bien que mal, l'Europe occidentale, et singulièrement la Communauté européenne, a vécu en paix et en assurant jour après jour sa sécurité. C'est là un facteur d'identité qui intéresse au premier chef l'autre moitié de l'Europe et le monde entier.

NOTION DE CULTURE (essai de Synthèse)

- Sous-système sociétal regroupant tout ce qui concerne la vie de l'esprit : c'est un ensemble systématique, un cadre conceptuel et intellectuel.
- Cet ensemble caractérise une communauté humaine déterminée : il est appris et partagé par une pluralité de personnes et les constitue, d'une manière à la fois objective et symbolique, en une collectivité particulière relativement homogène.
- Cet ensemble comporte les normes et les valeurs qui imprègnent les manières de penser, de sentir et d'agir.
- Domaines d'application :
 - . Relations sociales (intensité et modalités des liens sociaux, répartition des rôles et statuts des individus, classement différentiel des individus et des groupements de dimension variée, etc.):
 - . Relations entre les êtres humains et la nature;
 - . Relations entre les êtres humains et le transcendant;
 - . Objectifs de vie, et attitudes concernant la tension entre ces objectifs et les conditions réelles de vie.
- Manifestations :
 - . Langue et autres modes de communication;
 - . Modes d'acquisition et de transmission des connaissances : enseignement, éducation, recherche, information;
 - . Littérature et arts d'expression;
 - . Modes de production, technologies;
 - . Cosmogonie, religion;
 - . Comportements, coutumes

En résumé, selon la conférence mondiale de la Culture de 1982, "La culture, c'est l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social".

Définition de l'identité culturelle de l'Europe en ce qui relie un présent à un passé

Que fut l'Europe par le passé? Quel rapport entretient-elle avec son histoire? Son identité culturelle ne peut en effet se saisir en dehors de sa dimension historique. Les Européens ont-ils un passé commun? L'histoire nous laisse un héritage considérable, tant sur le plan matériel qu'au plan non matériel: un patrimoine monumental ponctue la surface de l'Europe et certaines réalisations se sont érigées en symboles d'une civilisation et de sa continuité historique et culturelle. Par ailleurs, ce qui aujourd'hui lui donne son visage particulier et la distingue des autres civilisations est le résultat d'une longue tradition dans ses manières de vivre, de penser, de juger, de créer.

L'Europe est peuplée depuis presque deux millions d'années¹. L'influence indo-européenne a pénétré dans cet appendice du continent asiatique d'est en ouest, par deux voies principales: l'une, continentale, par la vallée du Danube; l'autre, maritime, par les îles et les promontoires de la Méditerranée où s'est développée une civilisation antérieure de trente-cinq siècles à celle de l'Europe septentrionale. Elle se répandra vers le Nord par le biais des conquêtes romaines. Aux racines indo-européennes, grecques et latines s'ajoutera très vite la tradition judéo-chrétienne. Cependant, l'Europe restera un monde peu uni jusqu'à la deuxième moitié du Moyen-Age, agité par les invasions qui auront raison de l'Empire romain d'Occident (476) et feront place aux tumultes des royaumes barbares jusqu'au VIII^e siècle. En lutte contre l'Islam, l'Europe se ligue alors et pousse les frontières de la Chrétienté à Poitiers (732), puis se sépare de l'Empire d'Orient (863). Elle se retrouve chrétienne, morcelée, mouvante².

La "naissance" de l'Europe se situe, selon Fernand Braudel, au Xe s.³, époque à laquelle elle cesse d'être envahie et commence à devenir plus homogène. Des villes se développent sur l'ensemble du continent selon un axe principal Italie du Nord/Pays-Bas, nouveaux pôles économiques et culturels qui favorisent la communication et les échanges de biens et d'innovations autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent. Au milieu du marasme que connaîtront les siècles suivants (guerre et peste), les villes se trouveront les plus épargnées. Elles intensifieront leurs échanges en tous points de l'Europe, autour de la Méditerranée et vers les océans. Tandis que les Etats monarchiques tenteront de les dompter, elles contribueront à l'affirmation de l'Europe et à son accès, dès le XVe s., à la modernité. Cette période capitale dans l'histoire de l'Europe est caractérisée par une série d'éclatements⁴ d'où surgiront la Réforme, la Renaissance, la Bourgeoisie, les Etats nationaux. Petit à petit, l'Etat va primer sur la religion: le Traité de Westphalie (1648) fera de lui un souverain absolu. L'Europe devient polycentrique et les Etats nationaux maintiennent l'équilibre entre eux par la guerre. La Renaissance, dès le XVe s., vit un essor économique, intellectuel et artistique sans frontière et sans précédent. C'est le début du savoir scientifique, de la pensée non religieuse en même temps que la redécouverte de la notion de personne qui présideront, dès la fin du XVIII^e s., aux grandes transformations (naissance de l'Etat-Nation, révolution industrielle).

Ainsi, malgré ses frontières, l'Europe vit une réalité culturelle commune que d'ailleurs elle exporte: l'Europe sera conquérante et modèle jusqu'au début de ce siècle.

1 Claude FABRIZIO, *Le développement culturel. expériences régionales*, UNESCO, Paris, 1980, p. 368
 2 Fernand BRAUDEL, *L'identité de la France, les hommes et les choses*, Archaud, Paris, 1986, n. 16
 3 *Ibid.*, p. 107.
 4 *Ibid.*, p. 123.
 5 Edgar MORIN, *Penser l'Europe*, Gallimard, Paris, 1987, p. 46

Au Ve s avant Jésus-Christ survient ce que Roger Garaudy appelle "la première sécession de l'Occident"¹⁶. Et cet Occident, c'est l'Europe et plus particulièrement cette partie du monde, la Grèce au sens large (Grèce, Sicile, Asie Mineure) où savants et philosophes ont le loisir d'appréhender le monde et la destinée de l'homme d'une manière tout à fait neuve.

D'Anaxagore qui écrit "C'était le chaos, puis l'esprit vint, qui mit tout en ordre", à Démocrite, qui substitue à l'image du monde créé par les dieux, une conception matérialiste "atomique", tous les astronomes et physiciens offrent aux hommes une "prise" sur le monde par l'observation et la mesure.

Bien que Socrate apparaisse animé par l'esprit de dieu qui l'a chargé de sa mission et qu'il écoute son "démon", bien que Platon donne une large place à l'Amour dans "le Banquet", c'est cependant avec eux, dans ces cités grecques où les sophistes ont inventé l'art de la rhétorique, que se sont élaborées les premières caractéristiques de la pensée occidentale.

Parmi ces caractéristiques, on peut retenir la négation de tout recours à un absolu: "l'homme est la mesure de toute chose", le maître et l'organisateur de la nature.

L'individu est exalté. Prométhée a donné à l'homme, avec le feu, l'habileté des dieux et "l'art de vivre dans les cités"¹⁷. Sa destinée? "Avoir les désirs les plus forts possibles et trouver les moyens de les satisfaire"¹⁸. On retrouvera dans Nietzsche cette exaltation de l'individu, vision que ne dément pas notre conception actuelle du progrès. Enfin, à l'opposé des sagesse orientales, la raison critique l'emporte sur toutes les autres dimensions de l'homme, sur sa sensibilité et son imagination. Et de Platon à Descartes, l'âme l'emportera sur le corps, "âme-baou", et la chair périodiquement méprisée.

A cet apport grec, le message judéo-chrétien va opposer le primat de la relation avec un Dieu père, d'une part, avec l'autre, d'autre part, même le plus faible, l'esclavage. Ce qui va substituer à la notion d'individu celle de personne "noyée de relations"¹⁹. On le retrouvera dans les philosophies des existants s'opposant à celles des idées, chez Jaspers, Berdiaeff, Gabriel Marcel.

Pour Edgar Morin, l'originalité de l'Europe, c'est non seulement la complémentarité entre les apports culturels hellènes, romains et judéo-chrétiens, mais aussi le bouillonnement qui naît, à partir de la Renaissance, entre ces héritages antagonistes. Le dialogue et les oppositions vont s'intensifier entre "la Foi, la raison, le doute, l'emprisonnement". Les apports étaient présents, la Renaissance va permettre aux antagonismes d'éclore. Cet amalgame de dialogue et de conflits permanent à partir du XVe s va donner à la culture européenne son visage caractéristique de remise en question systématique. Déchiré entre l'homme "créé à l'image de Dieu" et l'homme "fondement de toute valeur", l'Européen contemporain, libre et responsable dans une société qui n'offre plus de modèles de vie figés et sécurisants, doit recueillir ses valeurs pour fonder un nouvel humanisme.

16 Georges S. Giddens, *Les idéologies imprimées des Européens*, Latomus, Bruxelles, 1956.

17 Cf la *Grèce* de G. PLATON.

18 Roger Garaudy, *Le mouvement chrétien devant l'humanité*, G. P., Paris, 1961, p. 204.

17 PLATON, *Symposium*.

18 Sophistes.

19 René Guenon, *Le Gange sacré*.

Elevé dans un régime démocratique, l'Européen est un sujet de droits et de devoirs. Il prime sur son réseau social et a l'habitude d'exprimer ses sentiments tant sur le plan psychologique que politique. Sa famille est monogame et nucléaire. Il entretient avec ses membres des rapports de personnes responsables les unes envers les autres, principalement les parents vis-à-vis des enfants. Son logement est généralement indépendant et s'intègre dans une structure urbaine ou villageoise centrée autour de la place de marché, de la mairie et de l'église. Cet axe église-mairie-marché trace sa source dans le forum romain, centre à la fois religieux, politique et commercial de la cité. La base de son alimentation est fondamentalement et symboliquement le pain et le vin (la bière, à un moindre degré), produits de la fermentation. L'alimentation européenne se distingue par là des aires de consommation du riz, du mil et du sorgho.

A ceux dont nous avons tant reçu, qu'avons-nous donné? Pendant quatre siècles, l'Europe est allée à la conquête du monde, colonisant terres et esprits. Face à une telle hégémonie, la résistance s'est soit effondrée, soit faite dans l'intégration. Par le biais de sa domination, l'Europe a répandu sa culture sur le monde. Pour le meilleur et pour le pire. Ce qu'elle a produit est original, en particulier la notion de personne, qui mènera à l'idée de l'égalité des individus et des peuples, quelque soit leur race, leur religion, leur culture. Spécifiquement européens sont encore la prédominance des sciences et de la technologie, le statut du savoir scientifique comme savoir suprême et non religieux, l'industrie, le capitalisme, la démocratie, la liberté, le socialisme, la rationalité. Et malheureusement aussi tous les contraires à ces valeurs: le racisme, le totalitarisme, l'impérialisme, l'exploitation, ... car la caractéristique de la culture européenne est de toujours avoir produit une chose et son contraire. Si bien que cette imposition des valeurs européennes au monde n'a pas apporté que le bonheur. A défaut de pouvoir les intégrer, les cultures non européennes se sont trouvées touchées par elles dans leurs fondements mêmes. Aujourd'hui encore, de nombreux pays en voie de développement vivent cela comme une rupture: ils ont le sentiment d'avoir perdu une partie de leur culture sans être jamais parvenus à la remplacer par autre chose.

Les pays non-européens construisent eux aussi leur identité culturelle avec d'autres et contre d'autres. Celle-ci a été à la fois confrontée et enrichie d'une culture européenne devenue universelle. Il leur faut à présent la repenser, comme l'avenir, sans se tenir, en ayant confiance dans la force créatrice de leurs valeurs propres.

A. GENICOT.

Dynamique actuelle de l'identité culturelle européenne

René Lejeune

CULTURE: labour de la personne par la société, le groupe ethnique auquel elle appartient. L'environnement détermine le comportement. Pensée et expression, nourriture, habitat et habillement, système des valeurs et relations interpersonnelles, travail, arts et loisirs - tout cela concourt au modelage culturel de l'homme et des groupes humains.

A considérer côte à côte un Allemand et un Français, les différences sont de nature formelle; leurs cultures procèdent d'une même civilisation. Les compare-t-on à un Japonais, ces différences s'estompent face à un type culturel qui plonge ses racines dans une tout autre civilisation. Et si l'on y adjoint un Indien d'Amazonie, la rupture est radicale pour la substance autant que pour l'apparence.

La différenciation culturelle a été la manifestation majeure du phénomène humain, à travers les millénaires. Notre temps est marqué par un fait nouveau: l'amorce puissante d'un nivellement culturel. L'ère techno-médiatique tend à uniformiser les comportements. La jeunesse est particulièrement sensible à ses influences. Un type nouveau s'est substitué à l'ancienne multiformité culturelle. Il se rencontre à New York et à Moscou, à Paris et à Tokyo, à Canberra, Alger, Lagos et Rio. L'univers neuronal de la jeunesse se peuple partout des mêmes images et archétypes que les médias véhiculent autour d'une planète sans frontière. La néo-culture universelle est d'origine américaine, d'essence médiatique et de dynamique mercantile.

La diffusion intercontinentale par une puissante industrie médiatique d'une acculturation en copies conformes maintiendra-t-elle son emprise ? Se généralisera-t-elle au point qu'on ne distinguera plus guère les Japonais des Brésiliens, les Américains des Français et les Russes des Australiens ? En d'autres mots, les identités nationales et régionales se dissoudront-elles en un magma postculturel concocté par les chanteurs et les cinéastes, les modélistes et les publicitaires ? L'identité culturelle européenne survivra-t-elle dans ce contexte nouveau dans sa somptueuse diversité ancienne ? Ou bien deviendra-t-elle musée pour le grand nombre et relique ardente pour un petit reste ? Socrate et Virgile, Dante, Shakespeare et Pascal, Bach et Mozart, Dostoïevski et Tolstoï, le Dr Schweitzer et Mère Teresa, le Sinaï et les Béatitudes sauvegarderont-ils leur rayonnement ?

A ne considérer que la jeune génération, celle qui incarne l'avenir, l'identité culturelle européenne semble en hibernation. Par contre, à l'orient européen, elle émerge avec ferveur de l'étouffement idéologique. Le renouveau culturel sera-t-il limité géographiquement ? L'Europe de l'Ouest, mobilisé par un processus

celui de l'ancêtre pour servir le petit

d'unification économique, conservera-t-elle suffisamment d'ouverture d'esprit pour dériver de sa civilisation des principes qui soient de nature à orienter son dessein économique?

L'ère de la culture idéologique touche à sa fin. Celle de la culture numérique de masse est foisonnante; elle déstructure l'esprit européen. L'histoire a doté celui-ci d'une richesse et d'une force peu communes. De nombreux signes manifestent une nouvelle tendance, toutes générations confondues: celle de la recherche des racines, qui ne saurait déboucher que sur une renaissance culturelle. Qui l'emportera de ces deux courants opposés, Soljenitszine ou Batman? La froide technosphère médiatique et mécanique, qu'une somme gigantesque d'efforts tisse autour du monde, se laissera-t-elle progressivement pénétrer par des valeurs spirituelles pour se transformer lentement en une "noosphère" teilhardienne, par laquelle l'identité européenne reflourira dans ses cultures comme une terre printanière?

La culture est globale. Elle ne saurait se réduire aux connaissances et aux arts. Elle concerne tout l'homme et son insertion dans son environnement. La civilisation européenne est d'une incomparable richesse. Elle ne saurait être asphyxiée par une expression culturelle mécanique qui découle de l'angoisse face aux énormes défis du futur autant que du vide spirituel du monde occidental. Sa dynamique dépend de la volonté des hommes qui en sont les porteurs tout autant que de la pesanteur de courants et de modes éphémères. L'identité culturelle européenne repose sur des assises qui ont défié les siècles. Elle est témoignage du passé et message pour l'avenir.

"LA DIMENSION DE L'ECONOMIE DANS LA CULTURE EUROPEENNE : PRESENT ET FUTUR"

I - UN VECU COMMUN DANS DES STRUCTURES RAPPROCHEES : LA CRISE DE L'ECONOMIE ET DE LA CULTURE EN EUROPE

A - Crise de l'économie, mutation de la culture de l'économie

La crise majeure que traverse l'économie européenne est largement endogène. De même, la crise culturelle de la pensée économique. Chargée en premier lieu de résoudre les problèmes de la crise et du chômage, la pensée économique européenne accuse une grande minceur dans ses résultats. Un renouvellement de la "théorie centrale" (H. Brochier) ne semble pas près d'apparaître et cela laisse aux économistes une impression de désarroi (1). Cette impasse est profondément ressentie : contre la modélisation pour elle-même (que poursuivent encore nombre d'économistes), il faut signaler le scepticisme d'hommes de réflexion (comme René Thom) pour qui l'applicabilité des mathématiques à la matière est déjà un miracle et qui engagent leurs collègues économistes à suspecter la fausse garantie de scientificité de l'économisme dans ses excès mathématiques.

(1) On projette ainsi des colloques scientifiques sur l'impossibilité de théoriser, sur l'infiabilité des expertises

La crise de la culture de l'économie devrait fournir l'opportunité -avec les bouleversements qui secouent l'univers scientifique et technique- d'aménager ou d'orienter un mouvement qui prend les allures d'une révolution sans précédent. C'est un nouveau système technologique qui se met en place devant nous et la révolution industrielle -vieille de trois siècles- déborde

de ses assises traditionnels pour pénétrer les oeuvres de l'esprit (industries culturelles, nouvelles technologies de la communication, etc...) et les travaux de l'intelligence (informatique avancée, robotique, etc...).

La nature de ce nouveau technologisme nous conduit d'une organisation verticale de type hiérarchique vers un système horizontal en structure de réseaux.

On est alors en droit de se poser des questions fondamentales : qu'en est-il du "développement économique" que chaque crise -ou chaque révolution industrielle peut être- nous a appris à distinguer de la croissance économique proprement dite ? Selon quel sentier de développement se fera la mutation systémique qui nous attend ? Quelle place sera laissée aux valeurs culturelles de l'économie (initiatives libres, dimension sociale du marché, pluri-polarité démocratique de la décision économique...) ? Quel sens sera-t-on à même de chercher -et de trouver- dans les systèmes compléxifiés... qui nous attendent ou sont déjà là ?

La crise est globale et concerne les trois sphères, naturelle, économique et culturelle. La conscience européenne réagit en tant que sujet collectif et parce qu'elle s'est donnée une communauté économique

pour envisager et résoudre les problèmes les plus élevés. Cette crise culturelle conduit à considérer une dialogique (1) du dépassement (et non une dialectique négatrice) qui n'est pas d'origine -plutôt qui n'est pas d'essence- européenne mais que l'Europe appréhende : je veux parler de la "culture de masse". Production de masse pour consommation de masse, cette culture horizontale peut pourtant enfanter une troisième Renaissance qui ferait écho à la "troisième" révolution technique, prenant ainsi la relève de la culture scientifique classique elle-même atteinte de ses excès au regard des autres instances fondamentales-naturelle et économique.

B - Le besoin d'une nouvelle "économie culturelle" pour l'Europe

D'un côté, la culture de masse revient à une opération du type destruction/création, et nos façons d'innover, d'organiser et de communiquer sont conséquemment remises en jeu (Dialectique). D'un autre côté, cette même culture de masse est en mesure de prendre la relève de la "culture scientifique" et d'assimiler la révolution du "quantitatif dans la culture" (2). Retenons l'idée que, du fait de sa dimension symbolique, cette nouvelle culture ne peut occuper tout l'espace mais doit apporter un enrichissement aux cultures antérieurement accumulées par la civilisation européenne (Dialogique).

(1) Opposée ou différente de la dialectique, la dialogique veut exprimer la persistance d'une opposition dualiste au sein de l'unité (E. Morin). Le principe dialogique signifie que deux ou plusieurs logiques sont liées en une unité, de façon complexe (complémentaire, concurrente et antagoniste) sans que la dualité se perde dans l'unité. Selon E. Morin, c'est le jeu logique d'instances ayant chacune leur propre logique.

(2) Les industries culturelles "produisent" en effet de la culture.

La situation en cette fin de XX^e siècle est cruciale, partout et notamment en Europe. Après l'économie politique et l'économie sociale, c'est à une économie culturelle qu'il faut songer, celle dont les prémisses se trouvent certes dans l'économie de la culture, mais plus largement dans l'économie de l'éducation, de la communication, du temps libre, etc... L'économie culturelle concerne le facteur "résiduel" de la croissance qui ne peut se résumer à la croissance quantitative de ces facteurs de production que sont le travail et le capital. L'économie culturelle étudie l'investissement intellectuel, éducatif, artistique. Elle se définit par rapport aux principales composantes de la culture européenne : "la culture spiritualiste" des "origines", la "culture humaniste" de la "Renaissance", la "culture scientifique" des "Temps modernes". La question de l'unité de la culture me semble un problème faux ou mal posé ; elle est dépassée par l'ardente exigence de "penser" une authentique culture de masse dont l'avenir nous révélera son contenu profond.

D'ores et déjà, il est impossible de méconnaître les maladies profondes du régime socio-économique actuel. Européens, nous avons une conscience partagée des problèmes médiats : la croissance de quoi ? Le développement vers quoi (J. Robin)? La question fondamentale de "maîtriser la maîtrise et non plus la nature" (M. Serres), etc... La culture européenne -par sa richesse, par son aptitude à dominer "la complexification", par sa constitution communautaire et son sens inné de l'universalisme- est-elle à même de lever prospectivement le voile de l'incertitude et de vouloir le développement d'une économie culturelle riche d'une "culture nouvelle de

masse" qui fait encore peur à certains ? Par l'économie culturelle, la culture devient elle-même productive- ce qui est totalement neuf par rapport aux traditions de l'économie classique. Si cela est actuellement pensable, c'est parceque les nouvelles technologies de l'informatique et de la communication, certaines découvertes dans l'ordre de l'univers scientifique et technique etc,... concernent non plus seulement l'aménagement d'un mode de produire historiquement déterminé, mais bien les choix possibles parmi les niveaux et les modes alternatifs de produire.

II - LA CULTURE EUROPEENNE COMME COMMUNAUTE DE DESTIN

A - Culture de masse et nouvelle caractérisation de l'économie européenne

La phrase suivante de J. Robin peut s'appliquer aussi bien à l'économie qu'au politique : "L'Europe a deux vocations fondamentales : politique/(économique) et culturelle (...). Ce n'est pas d'une politique/(d'une économie) de la culture qu'il s'agit, mais de mettre en culture la politique/(l'économique)" (1). Selon nous, l'économie culturelle de masse peut paradoxalement répondre à ce souci si son sort se joue loyalement. Elle est pour l'instant incertaine dans sa forme, ceci malgré la dématérialisation tendancielle des productions et la résurgence de qualité que l'on peut pressentir dans les technologies fines (ou douces). Par

(1) ce qui est entre parenthèses est de nous

ailleurs, il n'y a pas de limites à la croissance qualitative (B. Lussato) et les rétroactions de l'environnement (biologique, énergétique,...) sont atténuées si la base productive devient largement immatérielle. En effet, "dans tous les domaines, l'immatériel, le savoir, l'information sont appelés à prendre la suite de la matière, de l'énergie et de l'accumulation capitaliste comme moteurs du développement" (R. Passet). Dans la société informationnelle, le facteur stratégique n'est plus le capital mais le savoir qui tend à jouer ce rôle (J. Naisbitt).

L'équilibre bio-anthropologique n'est donc pas paradoxalement menacé dans sa substance par la "culture de masse". Cela rend d'autant plus évident l'importance de recherches novatrices sur les nouvelles technologies dont le programme européen Euréka présente un bon exemple. A ce sujet, la culture de l'économie -c'est-à-dire "la question des finalités du système productif et des valeurs que celui-ci devrait servir" (R. Passet)- prend une dimension telle que nous avons préconisé (1) la mise en chantier d'un "Euréka culturel" complémentaire de l'"Euréka technologique" actuellement en route. S'il semble actuellement irréaliste de revendiquer "une Europe des hommes avant celle des capitaux" (A. Lipietz), il demeure minimal de revendiquer qu'une double préoccupation s'applique au programme Euréka afin que le système social et économique du Marché Unique réussisse pleinement et n'aboutisse pour certaines économies à une catastrophe majeure (2). On peut réclamer un volet culturel au programme "Euréka"

(1) *Cosmopolitiques*, 2/1986

(2) Notamment due aux effets pervers d'une culture quantitative de masse

technologique qui ignore les notions de conscience et de subjectivité, ainsi qu'à l'Acte Unique qui méconnaît le fait que "la connaissance scientifique ne se connaît pas elle-même (et que) nous avons besoin de penser notre connaissance" (E. Morin) en tant qu'Européens.

La nouvelle dimension de l'économie européenne doit signifier qu'en termes fondamentaux -et non pas uniquement conjoncturels- la nouvelle technologie n'est plus de l'ordre du réfrigérateur ou du walkman. La nouvelle économie culturelle de masse doit être celle de la formation qualitative et quantitative des hommes, celle d'une société de services orientée vers l'épanouissement humain, celle de l'harmonisation des réseaux et d'une déontologie de la communication, etc...

B - Réorienter le développement dans une perspective culturelle ouverte

A côté de l'économie des biens marchands et non-marchands, on doit pouvoir imaginer une économie différenciée des biens et services culturels. Il faut alors considérer une rationalité spécifique pour cette nouvelle forme d'économie qui soit compatible avec les autres types de rationalités et qui permette de faire face aux grands problèmes du moment et de l'avenir : problèmes de démographie, de santé, de subsistance, de

connaissance, etc... La régulation globale en serait d'autant plus complexe, mais l'on ne peut plus désormais se limiter aux schémas d'une économie euclidienne rapportée aux seules lois de l'échange, de l'intérêt et de l'utilité (ou s'en servant comme référent).

Le contrôle de la "croissance harmonisée" (F. Perroux) devrait se faire dans le cadre de nouvelles "règles de jeu" marquant des fins et des limites aux économies classique et keynésienne. Selon J. Robin, "il est impossible de concevoir, dans la perspective où nous nous plaçons, une croissance de la production qui, sans rien changer de ses finalités, se contenterait de corrections de détail pour tenir compte de la "qualité de la vie" ou des "facteurs psychologiques". De son côté, S. Veil va aussi loin en affirmant que "l'économie est non une fin en soi mais un moyen". Pour nous, l'économie culturelle doit transcender les objectifs, moyens et méthodes de l'économie des biens (même non-marchands, c'est-à-dire ceux dont traite l'économie publique et sociale). L'économie culturelle doit se fonder sur la fraternité et sur la reconnaissance d'une nouvelle économie au dessus du pouvoir de l'argent et des intérêts limitativement organisés.

Une nouvelle éthique sociale peut constituer ce critère de régulation dont a besoin l'économie culturelle de masse, mais à la condition de pouvoir assimiler les cultures européennes successives et la révolution technique de masse. Ainsi peut-on espérer un "retour du sens" (R. Passet) au delà de l'économisme le plus obsolescent. Ce retour ne surgira que par la re-prise de conscience de ce qui a été enfoui dans notre subconscient commun et que constitue l'évident "échec social de l'économie" (H. Bartoli) : la non-couverture des "coûts de l'homme".

Seule une économie culturelle de masse peut prendre en charge les problèmes socio-existenciels dans leur globalité et marier, par sa dimension dialogique, les valeurs des différents ordres culturels de l'histoire européenne : le spirituel, l'humaniste, le démocratique et le scientifique. "Il faut avoir foi en l'Europe. Sa réalité est celle d'un espace spirituel" écrit S. Veil. Dans un humanisme vivant, l'Europe a les moyens d'un ressourcement sur la base d'une éthique moderne prête à affronter les fléaux de l'heure. Sans une nouvelle vision commune du futur, la culture et l'économie européennes sont en danger. Dans la formation des jeunes européens, il faut développer la connaissance culturelle de l'économie, l'objectivité scientifique et les humanités à "haute complexité" (B. Lussato). On pourra alors espérer avoir contribué à la naissance d'une culture "intégrative" dont nos concitoyens ont soif...

Dominique LEROY

=*****=

-Prospecter systematiquement les gisements culturels que constitue le patrimoine de nos oeuvres dramatiques,lyriques,musicales,etc...européennes.

-Les ressusciter,et s'en inspirer en les adaptant aux goûts,sensibilités, et intellectualités modernes et en satisfaisant la demande de création d'art vivant et médiatique en expansion.

-Exploiter ces gisements rénovés et "ravalés" en les faisant accéder à la production vivante et "enregistrée". Cette mise en production doit se faire selon un débit et un flux continu d'oeuvres audiovisuelles (séries,téléfilms,enregistrements phonographiques et vidéos,etc.....) suffisamment élevés en vue d'une accélération de la production audiovisuelle européenne libérée/dégagée de la pression et domination culturelle exogène.

-En vue de ces resultats,la création doit elle aussi accéder à la production de masse et à ses methodes de gestion,mais en maintenant une détermination qualitative par le fait d'un puisement et d'un rattachement à une culture et à une histoire concètes,et par le continu de notre imaginaire collectif qui devra poursuivre,après une interruption regrettable mais réversible,son chemin créatif renouvelé.

Dominique LEROY

=*****=

European cultural identity and action of the Community in the world (historical)

The title I have taken reverses the order of the two phrases which make up the theme of this colloquy and provides a more logical approach. Establishing what is meant by "Europe's cultural identity" can enable us to see what is distinctive in Europe's action in the world from a historical point of view, and from this standpoint to assess the Community's role.

First of all, what do we mean by "Europe"? If we link the word with "Community" we are talking about something specific, Western Europe, and the action taken by the group of mostly West European countries through the European Community.

The historical approach may not take us very far if we go about our inquiry in this limited way. We shall find ourselves restricted to the historical influences which bore on the pioneers of the European Community, notably Jean Monnet and Robert Schuman, and the way in which the Community has evolved from its Coal and Steel beginnings to play a part not only in Europe but in the world. All this is important - perhaps indeed the most important part of our inquiry, but we should surely look at it in the wider context of Europe as a whole, that is from the Urals to the Atlantic and from Scandinavia to the Mediterranean.

We are so used to seeing Europe in our day in two parts, East and West, divided physically by an iron curtain which has taken shape in walls and electrified fences, that it has become difficult to regard it as one house or home, in Gorbachev's phraseology. The division of Europe from 1917 onwards has been a relatively short chapter of history, and may now be ending. If we look at Europe in terms of cultural identity it is quite clear that Europe is one, all parts drawing on the common heritage from Greece and Rome, while having two distinct culture areas. And if this seems like stating a contradiction in terms, one only has to think of the rich cultural flowering which can emerge when two individuals of different cultural backgrounds achieve an identity in marriage. What has often happened on the micro scale in married partnership has happened on the macro scale in Europe.

As far back as the days before the Mongol occupation, Russia was in contact on all levels, spiritual, economic and political, with the Europe of centre and west, possessing similar embryonic institutions in Church and State to those which evolved further in the West owing to the more favourable circumstances there. The Mongol occupation imposed a time-lag on this evolution in Russia of some 300 years, just as the Turkish occupation in the

Balkans had similar effects. But even before Peter the Great, Russia was being brought into ever closer contact with the West. With Peter Russia became recognised as one of Europe's Great Powers, and increasingly in cultural terms it became westernised. The superb literature, painting and music of its late-arrived Renaissance in the 19th and early 20th centuries brought it into the mainstream of Europe's cultural advance.

To come to the point of Europe's action in the world, especially as exercised by the Community: is there any significant relation between the Soviet Union and the West? The point, as I see it, is that in the rapidly changing situation in the the Soviet Union and its increasingly Western orientation, we have to regard the division of Europe as it has existed since 1917 as a temporary deviation from a long development which is now resuming and may rapidly accelerate. "The action of Europe in the world" may come to mean - as it did in the last century - the action of Europe as a whole.

The need to think in these terms becomes clearer when we remind ourselves of the origins of our civilisation in Greece, Rome and Judaea. Religion is the key. As T.S. Eliot says in his Notes towards the Definition of Culture: "The formation of a religion is also the formation of a culture....We may go further and ask whether what we call the culture, and what we call the religion, of a people, are not different aspects of the same thing." Certainly, as regards Europe, the development of concepts of freedom and equality, and their expression in systems of democracy, is an outworking of the Christian faith in politics and society.

Christopher Dawson, in his Religion and the Rise of Western Culture, says:

"Faith looks beyond the world of man and his works; it introduces man to a higher and more universal range of reality than the finite and temporal world to which the state and the economic order belong. And thereby it introduces into human life an element of spiritual freedom which may have a creative and transforming influence on man's social culture and historical destiny as well as on his inner personal experience. If therefore we study a culture as a whole, we shall find there is an intimate relation between its religious faith and its social achievement."

In the case of Europe the creative dynamic came through the flowing together of the Greek and Jewish "streams". Greek philosophers, notably the Stoics, had already gone far, before the coming of Christianity, in perceiving divinity as One, the Creator of all things and the source of a high morality. Christianity, when it came into the Greco-Roman world, was preached in the Greek language and its theology was expressed

in Greek philosophical terms. The influence of Plato and Aristotle has lasted throughout the centuries, and has shaped our minds in matters of faith and ethics along with the heritage from Jerusalem.

This applies to Europe of the east as well as the west, though the faith that has persisted, despite all persecutions, in Russia owes more than does the West to the mystical, contemplative kind of Christianity which became rooted in the easternmost part of the Roman Empire, and beyond its frontiers in Persia. The eastern part of the Empire continued as Byzantium, providing a theocratic framework like that of other ancient empires in which spiritual and political authority was practically indivisible. This antique pattern persisted in Byzantium's heir, Tsarist Russia, and has continued in the Soviet Union with the attempt to substitute Marx-Leninism for Christianity. Its failure is the basic reason for the crisis which is now shaking the Soviet Union to its foundations.

With the breakdown of the Roman Empire in the West, history took a different course. Popes like Leo and Gregory had to step in, to fill the place vacated by the Emperors. When states began to form under barbarian rulers, a dualism was established between the political and spiritual authorities. The tension between the two, even if breaking down as sometimes happened into wars between Pope and Emperor, proved to be creative in stimulating thought and political experimentation.

In a brief summary it is only possible to deal with a few aspects of this Greco-Roman-Judaic inheritance - aspects which may be of particular relevance to the question of the action of the Community in the world.

1. Democracy:

The Greeks applied the word to a system of government which is most familiar to us in Athens. Seen from our modern standpoint Athenian democracy was not much more than a town meeting of the male citizens - outnumbered probably by slaves, to whom must be added the women and resident aliens. Besides attending the general meetings (the ecclesia) the duties of citizenship included periodic membership of the Council and other committees, or participation in the judiciary and priestly functions. This form of political activity was common in the city-states of Greece and other parts of the Mediterranean region which were eventually brought into the Roman Empire. It declined with the decline of the Empire, but

the principle of the ecclesia - as well as the word - was maintained in the Church congregations, which for a long time had the right of choosing their bishops. In the Church a representational system developed, with conferences or "councils" of clerics who met to formulate theology and determine heresy.

After the collapse of the Western Empire, cities were established or re-established, in which the principle of "one man, one vote" was foreshadowed. Since then it has taken many centuries for the kind of equality to be accepted which gives every adult citizen, male as well as female, of whatever race or religion, the right to vote and to hold office. This again is due to a religious dynamic: the belief in the equality of human souls, which eventually led to the ending of slavery and serfdom, and which opposes all kinds of discrimination on grounds of gender or race.

2. Community:

The type of government which developed in many cities of Western Europe, in which this proto-democratic element existed, was the commune. A similar system at Novgorod and Pskov in Northern Russia was brought to an end in the adverse circumstances of Mongol invasions and wars. But particularly in the wealthy cloth-producing Low Countries such communes flourished.

"The medieval city...was essentially a unity - a visible and tangible unity, sharply defined by the circle of its walls and towers and centred in the cathedral, the visible embodiment of the faith and spiritual purpose of the community. And within the city, the autonomous corporate organization of the different economic activities in the economic and social life of the community, by means of the gild system, corresponds perfectly with the doctrine of the organic differentiation and mutual interdependence of the Christian society. Thus the medieval city was a community of communities in which the same principles of corporate rights and chartered liberties applied equally to the whole and to the parts. For the medieval idea of liberty, which finds its highest expression in the the life of the free cities, was not the right of the individual to follow his own will, but the privilege of sharing in a highly organized form of corporate life which possessed its own constitution and rights of self-government."

It cannot be accidental that this part of Europe where the communes flourished most strongly is the region in which the embryo of our modern European Community appeared - Benelux. The point to stress here is that "the privilege of sharing in a highly organized form of corporate life" is the essence of the European Community, and should also be the essence of any other communities of which the E.C. may be the prototype: pooling not only certain resources and services, but also sovereignty.

3. Parliamentary democracy:

As representational systems developed, the principle of sharing in corporate life led on to national parliamentary systems in which nobles,

clergy and commons participated.

"By taking their place in the feudal hierarchy, side by side with the barons and the clergy, /the commons/ brought a new representative principle into political life. First in Southern Italy and Spain, later in England and France, and finally throughout Western Europe from Sweden to Portugal, the "good towns" became one of the great estates...It is in this system of representative estates that the medieval conception of society as a community of communities finds its most complete expression."

Parliaments flourished in some countries and wilted in others. In England the dynamic for development came largely through Puritanism of both the Lutheran and Calvinist variety. The phrase "the Puritan Revolution" is not entirely a misnomer, antedating the French Revolution in decapitating a king and exalting the role of a national assembly, though only imperfectly representational. It took some decades in both countries (as elsewhere in Europe) for fully democratic parliaments - by whatever name - to come into being. Now throughout the world where authoritarian regimes have persisted or have been imposed, the call is for democracy of the parliamentary type, backed by equality before the law in the shape of an impartial judiciary.

4. Confederation and federation:

The English colonies in America had moved in this direction before the War of Independence, though the type of democracy in the South was limited by the existence of slavery. On gaining their freedom from Britain they took the further step of forming a federation.

In Europe that part of the Low Countries which had also gained freedom (in this case from Spain) had moved towards federation, though even more striking was the example of Switzerland. Whatever the form - "states" meeting in the States-General, or cantons in a "confederal" government - "communities of communities" were growing in pragmatic ways from the micro scale of medieval towns and rural associations to the macro scale of nation-states. It was only a further step for six countries of Western Europe to close an era of feuding and fighting by deciding in 1950 to form a new type of "community", taking that name for an association which, being limited to the pooling of coal and steel, could not yet even be called a confederation - though that is what today's European Community has become.

5. Science and technology:

The material framework of the world in which we live is formed by instant communications, rapid transportation, the industrial and computer revolutions, with consequent division into rich and poor countries, and the depletion and erosion of our habitat. This framework is the product of the rational principle of scientific experimentation and research.

There is no need to dwell on this aspect of Europe's distinctive contribution to history, which has been transforming the material conditions of the planet and now confronts mankind with the greatest crisis since the Stone Age gave way to civilisation. Enough to say that this evolution can be traced back to the same sources as those from which the social and political developments arose, to culminate in the creation of federations and communities.

These sources are largely Greek, by way of Syriac and Arab translations, the process being inspired by the Christian spirit of men like Roger Bacon and Robert Grosseteste. This heritage coming by way of Baghdad, Cordoba, Toledo, Sicily and Byzantium, amplified by the mathematics of India and the inventions of the Arabs, formed part of the background of medieval philosophies such as those of Thomas Aquinas and Albertus Magnus - cosmologies and world-views which provided the starting-point for the thinkers and inventors of the Renaissance and Enlightenment. But the success of the rational, scientific, experimental approach was such that, with the Scientific Revolution of the 17th century, the seamless web, spiritual, intellectual, social and material, from which the culture of the Medieval West had evolved, was torn up.

True, Newton was a devout Christian whose splendid cosmological construction was designed to show forth the glory of God. But his description of the universe and how it worked suggested to other intellectuals that it was a contrivance which may well have needed a Creator to set it going, but whose participation in its working was otiose. This encouraged a watered-down type of religion, in which God had little or nothing to do in any direct way with the affairs of mankind, or - in the minds of some - rendered religious belief altogether unnecessary. Voltaire professed a vague deism. Holbach was a thorough-going atheist. Diderot and the Encyclopaedists played their part in popularising the findings of the Scientific Revolution while at the same time undermining the Old Regime and so preparing the way for the political and social revolution which was soon to come in France.

Rousseau was constructive in calling men to shape individual lives as the basis for social and political change, but, abandoning the essential Christian postulate of sin with its corollary of redemption by grace, he took "Nature" as mankind's beneficent guide. The young should be insulated as far as possible from a corrupt society, but once society was changed men would change, for in his view it was only society which had perverted their natural goodness and enslaved them. The outbreak of the Revolution in 1789 promised this necessary change.

The dawn of the French Revolution seemed to many like the beginning of the kingdom of heaven on earth. But the dream faded into the light of common day with the Directory and Napoleon. What had gone wrong? Hegel proposed an answer - the dialectic: everything changed into its opposite. Despotism changed into democracy, and democracy into demagoguery; lawlessness gave way to dictatorship. But the World Spirit dominated all, fulfilling itself in history, for when the thesis changed into the antithesis, the synthesis which followed combined elements of the two former situations at a more advanced level. The World Spirit (Hegel's version of God) was moving through the dialectic towards its supreme creation - the State of the Prussian variety.

In this doctrine Hegel was providing the ideology for Bismarck and all other exponents of raison d'état. Each state in pursuing its particular interest would inevitably be in conflict and even at war with other states, and (said Hegel) to try to deal with conflicts by legal arrangements and arbitration was utopian. It was only a step for a later philosopher like Treitschke to glorify war as "an institution ordained of God....In war nations reveal their genuine strength, physically, morally and intellectually....The hope of driving war out of the world is not only senseless, it is deeply immoral."

Marx, who imbibed Hegel's teaching, did not mention "Spirit" or God as moving history on towards ultimate fulfilment. How events could be moving in a purposeful way without a mover (for purpose involves will, and will is a function of personality) was a question evaded by Marx. This metaphysical flaw in the basis of his theory showed up when events turned out differently from the prognostications which the theory indicated, or when attempts were made to remodel society in accordance with it. We have seen the failure of this approach to remoulding society not only in the Soviet Union but everywhere else where this doctrine has been applied.

European cultural identity and action of the Community in the world (historical)

Napoleon aspired to create European unity within the framework of a French Empire. On his failure Tsar Alexander I, a convert to a personal Christian faith, proposed the Holy Alliance. This has had a bad name, particularly in Britain, owing to the phrase of the then Foreign Secretary, Lord Castlereagh, dismissing it as "this piece of sublime mysticism and nonsense". But was it such a stupid idea to call on the rulers of Russia, Austria and Prussia to work together as fellow-Christians - the appeal was later extended to other monarchs - in an age when crowned heads still wielded power and Christianity was a large part of the recognised cultural and even political background? In the event, despite his scepticism, Castlereagh initiated the first attempt at holding periodic conferences of the Great Powers to secure the peace of Europe, although the experiment did not last long. Later the necessity for achieving some measure of unity when confronting certain questions - particularly what to do with the declining Turkish Empire - prompted the resumption of Great Power conferences and attempts to harmonise policy in "the Concert of Europe".

Although the Concert succeeded, with occasional conferences, in dealing with some questions, it failed to settle peacefully those issues which, manipulated by Bismarck, led to his three wars and as many problems as those wars were supposed to have settled. The Concert failed again in 1914. But there was one other Russian initiative: the conferences at The Hague in 1899 and 1907, called with the aim of limiting "the appalling weight of armaments" (as a historian of those days called it) "which since 1871 had steadily increased in magnitude". It was an appeal to reduce the tension which could lead to a major war. The initiative, to which Britain's response was lukewarm, was swiftly sabotaged by a Germany conscious of its might and beguiled by militaristic aspirations. But had this initiative been supported, the fearful catastrophe of 1914-18 and its baleful consequences might have been averted: world history would have been different.

Now perhaps Europe is beginning to repair some of the ills which she brought on herself in the first half of this century. And if Russia under Gorbachev is trying to retrace its steps away from the ghastly cul-de-sac, social, political and economic, into which Marx-Leninism has led it, then we in the rest of Europe must give whatever help we can - and also pay attention to the initiatives from that quarter inspired by the vision of "a common European home".

Alexander I's proposal in 1815 illustrates one way in which the Christian component in Europe's cultural identity may find expression in politics. But it must be admitted that this component throughout European history (whether we are thinking of Europe East or West) has rarely influenced states in their relations with one another. In fact these relations have been governed by national self-interest during most of Europe's history, even when religious considerations played a part, for instance in the so-called Wars of Religion of the 16th and 17th centuries. Bismarck made this perfectly clear when his friend Ludwig von Gerlach challenged his aggressive policies, warning him against "the hideous and mistaken doctrine that God's holy ordinances do not apply to the sphere of politics, diplomacy and war...as though these spheres were governed by no higher law than that of patriotic egoism". Bismarck not only disagreed, but broke off the friendship and secured Gerlach's dismissal from his high judicial post.

Many politicians of the period of the Wars of Religion, like Oliver Cromwell, would more readily go to the Old Testament and its presentation of a God of battles and of wrath for their inspiration (or justification) than they would to the Gospel and Christ's teaching of "love your neighbour as yourself". This most profound of ethical precepts is indeed also to be found in the Book of Leviticus, which demonstrates how varied and even contradictory in its influence the Biblical component in Europe's culture may be. The aggressive, self-regarding instincts in human nature have been as evident in Europe in the countless wars and not a few massacres as they have been in any other civilisation.

Robert Schuman is one of relatively few statesmen of eminence who in this century have stressed this relation between Christianity and democracy. "Democracy", he says, "owes its existence to Christianity. It was born on the day when man was called to realise in his temporal life the dignity of the human being, in the freedom of each person, in respect for the rights of each and by the practice of fraternal love for all. Never before Christ had such ideas been formulated. Democracy...has recognised the primacy of the inner values which ennoble man. The universal law of love and charity has made each man our neighbour...This revolution has operated under the progressive inspiration of the Gospel, which has formed the generations by a slow work, sometimes accompanied by agonising struggles."

Schuman stresses the distinctive nature of this revolution, though it might be more aptly termed an evolution when compared with events such as those of 1789 or 1917 to which we ascribe the name. He points out that Christian civilisation was not "the product of a violent and sudden revolution, but of a progressive transformation, of a patient education, under the action of the great principles of courage, of sacrifice and of humility, which are the foundations of the new society. It is only in the course of long centuries of interior struggles and successive purifications that such a civilisation can evolve towards the great ideal which has been seen before it, and disengage itself from the dross of pagan humanity."

"A progressive transformation", the product of "a patient education" - the phrases are typical of the man himself. Another statement is the expression of his humility, a trait which stands out along with his patience and tenacity. Democracy, he says, could have no truck with the totalitarian illusion "of possessing truth which was not only complete but definitive and directly applicable....Democracy takes account of the evolution of ideas and of the correctives which experience - that is to say the lesson of success and failure - brings us through the medium of free discussion and evaluation". He concludes with a statement of his personal and political faith: "The working out of this vast programme of an expanding democracy in the Christian sense of the word finds its flowering in the making of Europe."

Another of his statements is relevant to his historic partnership with Jean Monnet. "In the long and dramatic development of this civilisation it has by no means always been the believers who have made the most decisive progress for democracy. Christian ideas live on and are active in the subconscious of men who have ceased to practise a dogmatic religion, but who continue to be inspired by its great principles."

In the case of Monnet - although he had "ceased to practise Christianity as a dogmatic religion" - it may not be correct to say that Christian ideas were active only in his subconscious. His upbringing was in a Christian family, and this undoubtedly formed his principles and practice. He could reinforce the conclusion of a memorandum for changing war-time methods of aircraft supply and production by a Biblical quotation, and in underlining the need to enshrine better methods of political co-operation in institutions he quotes the Christian philosopher Henri-Frédéric Amiel.

In citing Robert Schuman and Jean Monnet we are moving on from analysing the cultural identity of Europe to examining its action in the world through the Community. This approach is valid, because everything that is distinctive in "the Community method", in so far as it is still applied, derives from the ideas and experience of Monnet, put into action by Schuman.

The influence of the precept to care for one's neighbour as oneself is evident in Monnet's approach, which is the opposite of confrontational. He sought first to understand the general problem facing those dealing with a particular question, then to bring them together, concentrating on "the precise point that leads to everything else". Indeed "the precise point" may be "the difficulty itself,...the very point about which disagreements have come to a head", which can then be used "as a lever to initiate a more general solution....When you take people from different backgrounds, put them in front of the same problem, and ask them to solve it they are no longer the same people. They are no longer there to defend their separate interests, and so

they automatically take a common view." But even if a common view is not attained, the aim must be (as he said in the context of the European Community institutions) to "direct men's minds to the point where their interests converge" and so "organise the discussion and carry it far enough for everyone to understand and respect the other side's point of view, even if it be rejected at the end of the day". It is hardly possible to describe better the role of the statesman and the process of democracy at its best.

Far from confrontational, this approach was designed to build trust, first with his immediate accomplices (for Monnet always worked as a team, notably with his famous "braintrust" of Pierre Uri, Etienne Hirsch and Robert Marjolin, who brought the Declaration of 9 May 1950 to fruition), and secondly with a wide variety of people, leaders yes, but equally those who were advisers or held responsible positions in government, trade unions, business or any walk of life. Monnet started life as a salesman in the family firm producing cognac, and he knew from experience that trust and confidence were of the essence of a deal. His friendliness was genuine, and he thereby created networks across Europe and America composed of "small groups of influential people" (I quote from a recent article by François Duchêne) - people "who controlled the levers of foreign policy, a kind of international party of politicians and civil servants, in America as in Europe." These were men of the highest calibre, capable of taking wide views and global responsibilities - groups who together made up a large element of what Toynbee calls "the creative minority" for the world.

Monnet's work, as we know, led to the Schuman Plan - in fact his Plan which Schuman alone was in a position to sell to the French government and Konrad Adenauer, and so launch the first Community, that of Coal and Steel. But this was the realisation of only a part of Monnet's vision, though certainly at the time it was the next step. For Monnet theorising was a secondary activity compared with perceiving what should be the next step in any situation and bringing others to formulate it in concrete terms, and so lead to the step being taken.

The step forward in 1950 was launching a "Community" in which France and Germany would establish a partnership, and so change the relations of rivalry and conflict which had obtained over the generations, creating a "change of context" (something always dear to Monnet's heart) in which all manner of other relations could be changed and problems solved in consequence - as for instance the Saar question was quickly cleared up as soon as the change in French-German relations took effect. But the further step which for Monnet soon came into view was to extend "partnership" to the relations between Europe and the USA. To quote François Duchêne again, this was "astonishingly ambitious", an attempt to offer "a framework for the world system from a Western point of view. It now, or less soon, took up in new terms the effort which

had miscarried in the United Nations: to provide a structure for the international system. The United Nations was blocked by the Cold War, and by the proliferation of national vetoes. The task it was meant to achieve had therefore to be taken up again, step by step, and in a pragmatic and cumulative way. What made this possible in Monnet's eyes, was "the ferment of change" generated by European integration."

A pragmatic, step by step approach, each step being carefully prepared - this was Monnet's way, each bringing nearer the realisation of a vision breathtaking in its scope, and doing this through the network of European and American groups, which now began to include people from other continents. Just as in building partnership in Europe, when the approach had been by way of concrete realities such as coal and steel, now in moving towards a Euro-American partnership the method was to deal with "all the main questions of Western economic policy - growth, money, relations with the Third World. Soon this widened to include the hope of better relations with the Soviet Union."

To develop a method and an approach whereby each partner is equal, while preventing the paralysis arising from each partner's right of veto - that is a major problem. So much depends on each partner taking first and foremost the Monnet stance of attempting to view each question under review in general terms, presenting the difficulties, or the main difficulty, as a problem which all can consider and solve together. This means putting in second place one's own particular claims or traditional attitudes, and attending to the claims of others.

The classic instances of the Monnet method are to be found first in his presentation and operation of the postwar Plan for the Modernisation and Equipment of France, then in launching the Schuman Plan. But it would be inadequate to view these actions apart from the immense work of preparation undertaken not only by himself or Schuman, but by so many others besides politicians. The Schuman Plan made possible a remarkable instance of reconciliation between not merely states but also people (and here one must remember Monnet's dictum: "We are not trying to coalesce states, we are uniting men"). In this work of reconciliation the Christian component in Europe's culture stands out, with instances like Pastor Niemöller's Declaration of Guilt at Stuttgart in 1945, or Adenauer's similar statement at the first postwar conference which he was able to attend, at Luxembourg; or from the French side, along with Schuman's visits to Adenauer and Karl Arnold, the untiring work of the former Resistance leader Irène Laurin, starting with her change of attitude with a humble and deeply moving apology to the Germans at a conference in 1947 for her hatred of them and her desire to see their

country totally destroyed. The bringing together of French and Germans in conferences, such as that attended by Mme. Laure at Caux in Switzerland, made an essential contribution to the process of reconciliation, as did the meetings of young French and Germans in the French Zone of occupation in Germany at the invitation of various commissions, encouraged by enlightened and far-seeing officials in the administration.

This was all part of the patient work of educating public opinion, stressed by Schuman, who on retiring from office gave all his time to this work. Just before the Declaration of 9 May 1950, Schuman wrote:

"What we need, and what is quite new, is a school where...Christian principles are not only applied and proven in the relationships of man to man, but succeed in overcoming the prejudices and enmities which separate classes, races and nations. To begin by creating a moral climate in which true brotherly unity can flourish, over-arching all the petty fears the world apart - that is the immediate goal. The acquisition of wisdom about men and their affairs by bringing people together in public assemblies and personal encounters - that is the means employed. To provide teams of trained men, ready for the service of the state, apostles of reconciliation and builders of a new world, that is the beginning of a far-reaching transformation of society in which, during fifteen war-ravaged years, the first steps have already been taken. It is not a question of a change of policy; it is a question of changing men. Democracy and her freedoms can be saved only by the quality of the men who speak in her name."

In his statement Schuman refers to "men". Though this is a generic term which includes both sexes, if he had been writing today Schuman might well have bowed to the prevailing trends and specifically mentioned "women" too.

The work of educating public opinion took five years after the war ended until the launching of the first Community, and had to continue thereafter for the "re-launch" with the Treaty of Rome in 1957. In any comparable action, for instance in preparing the way for an eventual "common home" for all Europeans of East or West, or for peace in the Middle East, similar or longer periods of preparation are required. There must be similar work in bringing people together in understanding and reconciliation, through visits, lobbying, conferences, seminars, articles and books - through all the media can offer, and by means which the media do not notice. But if such events take a dramatic turn, involving steps taken by the politicians, then Bonnet's advice must be heeded: "Men in power are short of new ideas: they lack the time and information; and they want to do good as long as they get the credit for it.... When ideas are lacking they accept yours with gratitude - provided they can accept them as their own." This enabling others to have the limelight and stay oneself in the shadow is another Christian element in our culture, which must increasingly be built into the actions of all who participate in the great work of today: saving the planet and replacing all that is rotten in our culture with new standards, a new civilisation.

References:

- p.2. T.S. Eliot: Notes towards the Definition of Culture (London 1948), 28
Christopher Dawson: Religion and the Rise of Western Culture (London 1950), 7
- p.4. ibid., 206
- p.5. ibid., 208
- p.8. C.K. Webster: The Foreign Policy of Castlereagh (London 1931), I, 482
R.B. Mowat: A History of European Diplomacy 1815-1914 (London 1922), 289
- p.9. Werner Richter: Bismarck (London 1964), 123
Robert Schuman: Pour l'Europe (Paris 1963), 56-70
- p.10. ibid., 77
Jean Monnet: Memoirs (London 1978), 286, 243, 392
- p.11. ibid., 389
Encounter, June 1989, Francois Duchene: "First Statesman of Interdependence?"
- p.12. idem.
- p.13. Robert Schuman: Preface in Frank Buchman: Refaire le monde (Paris 1950) -
English translation in Frank Buchman: Remaking the World (London 1961), 347
Monnet (op.cit.), 85

European cultural identity and Community action in the world

Workshop: science, philosophy and industry

The European Community with its 320 million citizens and combined gross domestic product greater than the USA, USSR or Japan, has been a crucible of industrial innovation and the cradle of scientific discovery.

How has this come about and how can the European scientific and cultural experience contribute to the benefit of other parts of the world?

It is proposed to treat the discussion on the foundation of the European scientific and industrial innovation under seven heads:

1 Depth of culture. In contrast to the USA, the philosophic bricks of European scientific culture date back millennia. Pagan Rome and Greece separated the realm of the gods from that of man. This encouraged creativity in science (eg the Ionians) and also led to the construction of immense engineering projects and some enlightened social services such as a public medical service and hygiene. While the later invasions of predatory tribes destroyed some of this accomplishment, other aspects of the culture were enriched the interchange and by the new Christian civilisation. Universities of Bologna, Paris and Oxford set the trend for the creation of centres of excellence.

2 Cross fertilisation. When European civilisation was introspective, the quest for discovery and knowledge froze. For example the Etymologies of St Isidore, held for three centuries to be a primary reference work, contained inanities about a fabulous race of one footed men called Sciopodes, who inhabited Ethiopia. The Renaissance and the translation of Greek and Arabic works provoked a new challenge for real knowledge. Arabic numerals and the introduction of the symbol zero (perhaps from India) made the decimal system possible. Algebra and trigonometry as well as Euclid's geometry became available.

Eminent scientists migrated to Europe's centres of excellence. William Harvey, the discoverer of the circulation of the blood 1628, studied at Padua, Italy. British scientists such as Humphrey Davy met fellow scientists in France during the Napoleonic wars. The Copenhagen School of atomic scientists around Niels Bohr in the 1930s benefited from the interaction with other nationalities. But after the last war many scientists moved to the USA.

3 Preservation and dissemination of knowledge. The Romans were great collectors of encyclopaedias. Though many books have been lost through the ages, new technologies have opened new perspectives. The free flow of information was not always in the interests of political powers; the invention of the printing press made the control of information more difficult and broadened the potential readership. A new generation of publishing and information systems using computers and data networks or optical disc technology has been able to cope with quantities of knowledge that are doubling every seven years. Access to knowledge resources is vital to creating new knowledge.

4 Enquiry - the search for higher values. The Judeo-Christian civilisation has inspired the search for higher values. Religious reforms under Luther and Calvin re-emphasising the priesthood of all believers (and thus individualism) and separation of physical and religious spheres gave a new impulse to discovery and innovation epitomised in Weber's essay: Protestantism and the spirit of capitalism.

5 Framework of freedom, falsifiability. The second century experimental physician, Galen, refused to trust any medical statement he had not tested himself. He was, however, forbidden by the Roman authorities to dissect human bodies. In the sixteenth century Andreas Vesalius of Brussels, was able to perform classroom dissection at Padua and exposed the errors of scholars on the structure of the human body. The Pole, Copernicus, the Dane Tycho Brahe, the German, Johann Kepler and the Italian, Galileo Galilei, brilliantly combined mathematical techniques and experimental astronomy. These and the work of Newton followed in the line of Descartes who extended the use of mathematical deduction and Francis Bacon who in his Novum Organum insisted on freeing enquiry from prejudiced opinions and applying experimental or inductive methods. Karl Popper in more recent times has emphasised the importance of falsifiability both as a touchstone for scientific enquiry and in the political sphere in the Open Society and its enemies.

6 Cascade of innovation. Inventions have had repercussive effect on the economy. Napier's invention of logarithmic tables doubled the lives of mathematicians by halving the time taken for calculations. Computers more so. In 1738 John Kay's flying shuttle doubled the speed a person could weave a bolt of cloth; twenty six years later James Hargreaves's spinning jenny increased the output of spinners; Richard Arkwright and Samuel Crompton's innovation allowed finer yarn for muslins to be spun. A few years later Edmund Cartwright invented the power loom, followed by the American, Eli Whitney whose cotton gin allowed workers to clean a vastly superior quantity of cotton. The Bessemer steel process allowed a sixfold increase in steel and 50% drop in price.

7 Mutual benefit. While the initial effect of the industrial revolution may have been to worsen the lot of workers, the subsequent improvement in general standards of hygiene and well being have been sufficient to postpone indefinitely Karl Marx's announcement of the proletarian revolution. Not so national wars. However the increase in mutual commercial and industrial interdependence reached the stage in 1950 where Robert Schuman was able to propose the pooling of the coal and steel sectors. This had similar effect to the policy in the middle ages of marrying of a king's daughter to a neighbouring monarch. The creation of new communities holding in trust technological interdependence between east and west or north and south could create a new type of world synergy.

Identité culturelle de l'Europe ?

Quelle Europe ?

Les risques d'une ambiguïté fondamentale Europe de l'"Ouest" - Europe de l'"Est"

S'il est vrai - et cela est bien le cas - que les fondements d'une identité politique sont de nature culturelle (c'est-à-dire reposent sur les traditions de pensée et de valeur qui forment une civilisation au sens français du terme), la notion d'"Europe" entendue comme synonyme d'une communauté spirituelle et morale, assise précisément de son identité politique, est exposée au risque d'une ambiguïté profonde, source (potentielle et actuelle) de méprises dangereuses qui résulteraient de jugements ignorant facilement les racines et les parentés intellectuelles respectives de diverses parties de l'Europe.

Une tentative de résoudre le problème en partant de l'Europe de l'Ouest, d'une part, de l'Europe de l'Est, de l'autre, n'est pas, en l'occurrence, d'un grand secours.

L'Europe de "l'Ouest" s'étend, en effet, bien au delà des limites qu'une conception simplement géographique pourrait suggérer, voire légitimer. L'Europe de "l'Est", comprise par contraste à l'Europe de "l'Ouest" - à savoir dans la perspective s'imposant selon l'optique de notre sujet général (c'est-à-dire en traitant des aspects culturels et moraux essentiels pour le profil d'une communauté d'action politique au sens large du terme) comme déterminante, décisive - c'est, en fait, la partie de l'Europe qui n'a pas été pénétrée en profondeur par les sources qui ont précisément fait l'"Europe" ("occidentale") : la Russie.

Voilà ce dont il faut se souvenir à un moment où les slogans de la "maison commune européenne" sont lancés avec une insistance particulière et où certains égocentrismes de la politique d'outre-atlantique rendent plus vulnérables les opinions publiques de l'Europe, face aux sirènes russo-soviétiques, à une politique du Kremlin dont le but principal consiste, aujourd'hui comme hier, à séparer l'Europe de l'Amérique, politique dont le succès sonnerait, à plus ou moins long terme, le glas d'une Europe jouissant d'une véritable autonomie et d'une identité morale en tant qu'entité politique.

La Russie Soviétique s'estime, en effet, maître du continent eurasiatique, perspective dans laquelle l'Europe occidentale, région "périphérique", a vocation de devenir partie intégrante de l'Empire du Grand-Khan au Kremlin, étape décisive sur la voie vers une domination universelle, considérée comme faisant partie du sens suprême de l'histoire et la justice, où paix et suprématie soviétique sont synonymes. Par ailleurs, l'instrument qu'est une dialectique profondément enracinée, à plus d'un titre, dans la condition morale russe, forme, grâce à l'ambiguïté des termes, une arme de choix afin d'accomplir sur cette voie un parcours victorieux.

Cela dit, il faut reconnaître que l'invocation de l'Europe par les leaders soviétiques représente un amalgame très particulier fait d'honnêteté subjective, voire de facteurs objectifs, et de ruses de guerre. Quant à ces facteurs objectifs, il suffit de reconnaître la distance catégorique du monde russe par rapport à celui de l'Extrême-Orient, les circonstances multiples dans lesquelles, au cours de l'histoire, la Russie a pu se considérer comme un défenseur de l'Europe, voire des intérêts européens. Il faut, par surcroît, se souvenir de la contribution (plus que) significative de la Russie au patrimoine culturel ayant une place dans le cadre européen. Il faut, enfin, sans en surévaluer les effets au niveau d'un subconscient agissant en matière politique, penser aux influences multiples de la culture européenne sur la pensée, la vie intellectuelle, spirituelle et morale du peuple russe.

Essayons de formuler brièvement quelques remarques qui permettront de mieux cerner certaines spécificités fondamentales qui marquent la condition morale et politique russo-soviétique; les perspectives dont s'inspirent l'auto-interprétation de l'URSS comme aussi, en dernier ressort, son action internationale.

Une remarque préliminaire s'impose. La question a été fréquemment posée de savoir si ce que masque l'URSS aujourd'hui est russe ou soviétique (marxiste). L'on a même, souvent, voulu concrétiser cette interrogation, voire la réponse à lui donner, en attribuant un pourcentage hypothétique à l'un ou l'autre de ces deux volets de tradition. Une réponse lucide à la question doit en vérité insister sur le fait que partout, ou presque, des traditions et tendances enracinées dans le passé de la Russie jouent un rôle déterminant, mais que partout, ou presque, ce sont les accents de la doctrine soviéto-marxiste qui donnent, aujourd'hui, un relief particulier à ces tendances et traditions.

Les destinées du pays ont fait que s'enracine dans la conscience du peuple l'idée selon laquelle la Russie est l'underdog of history, que jamais justice ne lui a été rendue pour ce qu'elle a souffert, créé et accompli.

C'est ainsi que la doctrine marxiste (théorie de la vengeance de la classe ouvrière exploitée) a trouvé en Russie un terrain de choix.

Jamais l'idée du droit, catégorie souveraine et spirituelle, n'a pu trouver droit de cité dans la conscience collective russe. L'autocratie et les souffrances indicibles du peuple ont fait que le droit a paru être essentiellement un instrument d'un Etat symbolisant la domination abusive des puissants, ruinant et écrasant les faibles.

Ici encore, l'idée marxiste du dépérissement de l'Etat a pu se présenter comme un espoir qui prend les dimensions d'un Evangile.

Dans l'un et l'autre cas ce sont des conceptions qui ont nourri un messianisme révolutionnaire, une soif de revanche Inouïe sur l'histoire.

Une telle orientation trouve un appui extraordinaire dans la pensée de l'Eglise orthodoxe qui, probablement à la suite des horreurs indicibles de la réalité quotidienne, a développé des doctrines potentiellement favorables à l'idée du "paradis terrestre", en faisant entendre que l'absolu avait vocation un jour de descendre sur terre et de se réaliser dans l'immanence.

L'histoire de l'Eglise est d'ailleurs un des facteurs centraux, cardinaux expliquant la situation politico-spirituelle de la Russie. La mission chrétienne, la christianisation s'étant faite en langue vernaculaire, un courant vivant de communion intellectuelle avec la pensée philosophico-théologique de l'Occident, de l'Eglise romaine, latine, n'a pu s'établir, se développer; le fait, en outre, que l'Eglise en tant que phénomène hiérarchique ait été soumise à Constantinople a eu pour conséquence que les velléités césaro-papistes trouvèrent un terrain propice à leur éclosion en terre russe. Il s'agit certainement d'une des données les plus importantes de l'histoire universelle, que la lutte pour les primautés respectives en matière d'investiture, entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel, n'ait jamais eu lieu dans les pays de tradition orthodoxe. Ce qui, en Occident, est devenu la base même de l'autonomie spirituelle et, par voie de conséquence, du pluralisme politique (donc de la démocratie telle que nous l'entendons en Occident) est resté étranger à la Russie. La confusion du transcendant et de l'immanent, la théocratie qui en découle potentiellement, voire la dictature totalitaire et la fin des libertés individuelles, sont ainsi devenus une sinon la clef des attitudes de la Russie, en matière politique.

L'unité de destin de l'Eglise et du peuple russes dans le combat pour la survie sous le règne tatar a singulièrement facilité cette évolution. Nation et Eglise, voire spiritualité russe, forment un alliage aussi ambigu que virulent.

Le combat contre les tatars n'aurait d'ailleurs pas été couronné de succès si les populations slaves soumises à ceux-ci ne s'étaient pas foncièrement pénétrées des techniques, procédures et méthodes, tactiques et stratégies, donc des mentalités de l'occupant. Personne ne peut comprendre les formes de négociation russo-soviétiques, voire leur propagande, sans être conscient de ce fait capital.

S'étant par ailleurs forgé la légende, combien virulente, d'être les héritiers de Byzance, les tsars ont jeté les assises d'une ambition politique à son tour pénétrée de visées universelles. Moscou, après Rome et Byzance, devient la "troisième Rome", dont le moine-prophète dira qu'elle ne prendra jamais fin, puisqu'il n'y aura pas de quatrième Rome. Nous sommes là proches d'idées qui ont nourri jusqu'à la conception de la "troisième Internationale".

Tous les facteurs convergent pour corroborer une interprétation du propre destin selon laquelle l'homme russe et l'homme tout court sont synonymes.

La notion de "pravda" comme d'ailleurs celle de "na-ouka", témoignent d'une optique radicalement différente de celle de la tradition occidentale. Le terme "pravda" ("vérité") comporte une notion qui a peu, ou rien, à voir avec la conception rationnelle et intellectuelle qui nous est familière en Occident. Il ne s'agit pas d'une vérité telle que nous l'entendons, mais d'une "vérité pour l'homme", d'une conception proche de la morale, de la justice. Le contraire de la pravda, la nié-pravda, signifie, en effet, "contre-vérité", "amoralité", "injustice". De même, na-ouka veut dire, à côté de son sens technique de "science", "science de l'homme", "science pour l'homme". En effet, dans une telle perspective, ce terme couvre, pour la pensée russe, en premier lieu un terrain que la science au sens occidental (en tant que système de constatations intersubjectivement connaissables et vérifiables) considère - et pour cause, dirions-nous - comme étant en dehors de ses confins.

Ces quelques remarques qu'il serait loisible de développer et de mettre en rapport avec des attitudes et problèmes concrets du phénomène russo-soviétique sur le plan politique permettent, pensons-nous, de mieux comprendre quel chemin reste à parcourir pour que l'Europe "occidentale" et la Russie soviétique parviennent à parler le même langage intellectuel et moral, donc politique.

H-A. Schwarz-Liebermann

L'IDENTITE EUROPEENNE

La dimension du droit et l'idée de normativité

Il est certain que l'identité de l'Europe (dont les confins à la lumière des traditions intellectuelles et morales ont été esquissés par rapport au monde soviétique dans une note à cet effet) est masquée de la manière la plus frappante précisément au niveau du phénomène désigné par le terme "droit". Il n'est pas exagéré de dire que la spécificité de cette Europe s'exprime de la manière la plus saisissante et la plus fondamentale à ce niveau-là. L'Europe, sa civilisation, sa culture, son relief moral, reposent véritablement sur cette base. Si l'on a dit, et pour cause, que le christianisme (la tradition "judéo-chrétienne"), le monde grec et Rome sont aux origines du phénomène de l'Europe, on peut également dire, voire affirmer, que, de ce fait même, la dimension du droit est la dimension essentielle du relief caractéristique de l'Europe.

La foi révélée, la manière de concevoir Dieu, le message du Christ "accomplissement des Ecritures" ont jeté les assises d'une notion du droit, voire de la justice, qui démarque l'Europe (et la civilisation que l'Europe a portée aux quatre coins du monde). L'idée du droit, voire de ce qui est juste, est la pierre angulaire de la "doctrine sociale" de l'Europe. Le rapport entre Dieu et l'homme, d'abord ajusté, introduit une perspective essentielle au droit, celle de la place respective et appropriée des choses. Le lien approprié, d'une part, la relativation qui en découle, la valeur en quelque sorte "absolue" de l'homme, "fait à l'image de Dieu", de l'autre ("absolu" qui n'est qualifié que par la notion de rapport avec Dieu et en même temps confirmé par le lien avec "l'absolu universel") forment les deux piliers qui, de manière sous-jacente, ont accompagné toute la philosophie et toute la pensée sociale de l'Europe à travers les siècles, déterminant jusqu'aux idées et doctrines établies dans son esprit de rejet de toute dimension théologique. La pensée grecque, en remontant jusqu'aux présocratiques, insiste sur les catégories d'équilibre, de mesure, de relation et d'harmonie - catégories déterminantes pour toute pensée juridique.

Rome, enfin, établit les assises d'une pensée juridique qui, liée à son tour à l'idée d'équilibre et de bonne mesure, insiste sur l'aspect fondamental de cette dimension lorsqu'il s'agit de traduire dans le concret, au niveau de "l'action politique", une notion de droit et de justice, à savoir par la procédure, la réglementarité.

Ces trois éléments, ces trois perspectives, ont fait que l'idée du droit reçoive ses véritables lettres de noblesse, devenant un instrument de la promotion humaine (des "droits de l'homme") et non pas un prolongement -"alibi" pour la mise en oeuvre de la volonté des puissants, voire de la "machine étatique", du "monstre collectif". S'incliner devant le droit, c'est un honneur, non pas une défaite. Toute la pensée sur l'homme et sur la manière de faire vivre des hommes ensemble, en communauté, se trouve ainsi charpentée selon l'idée de la justice, du droit, voire par l'idée de la norme, la normativité.

Est normal, ne doit être considéré comme normal que ce qui correspond à une norme, à une normativité, donc à ce qui est issu de "concepts" (par nature "cohérents"), de réglementarité, de procédure (d'un procedere qui est un "procès").

Puisque l'opposé même du droit, c'est l'arbitraire, l'arbitraire est l'opprobre par excellence. Combattre l'arbitraire, c'est combattre les velléités d'un pouvoir effréné, c'est établir la liberté. Car la liberté n'est pas concevable sans la prévision, sans la "prévisibilité". Il faut savoir ce qui vous attend, à quoi l'on peut et doit se tenir, pour passer dans le domaine de la liberté. Une telle manière de voir les choses devient le ressort décisif d'une dynamique civilisatrice hors pair. Car liberté et sécurité allant ensemble, l'appel à la rationalité, à la maîtrise systématique des faits et des circonstances devient "règle d'or". De telles impulsions s'attient au renforcement de l'observation, du "réalisme" (soit-il un réalisme moral), afin de traduire à partir du concret des "idées générales". La théorie (dont il faut se souvenir que son origine étymologique est "regard", "observations") devient la cheville ouvrière de l'évolution sociale, donc philosophique; philosophique, donc sociale.

Dans la réalité historique nous pouvons constater que les principes de procédure établis par les juristes romains sont véhiculés par l'Eglise à travers l'Europe naissante au Moyen-Age. Celle-ci devient d'ailleurs, Eglise romaine, le grand dépositaire et promoteur d'une perspective juridique en quelque sorte universelle.

Le principe "quod omnes tangit ab omnibus comprobetur", à l'origine simple adage de la technique juridictionnelle romaine, devient, grâce au rôle civilisateur de l'Eglise, jouant à plein dans l'établissement des premières assises du parlementarisme, le principe des parlements, de la participation de "tous", de tous ceux que cela concerne, véritable levier des libertés politiques et individuelles.

Phénomène capital, la "régularité", la "régularisation", la "solution" des problèmes politiques se "juridifie". Les parlements en France sont des instances de plaidoirie des rois (comme les légistes, ces "théologiens séculiers" deviennent les artisans du pouvoir royal, de l'Etat français). Le parlement anglais devient, jusque dans son architecture, un prétoire, où les plaideurs s'opposent, la pénétration de l'argument politique par la dimension juridique devenant un trait caractéristique du combat politique. L'Eglise et la Robe sont, de manière concomitante et rivalisante, le lieu de prédilection où les esprits les plus dynamiques et souvent les plus mobiles cherchent à exercer leurs dons.

Enfin, l'Empire germanique, politiquement singulièrement fragile, se construit et se maintient essentiellement, sinon exclusivement, grâce à l'échafaudage d'un système de règles et de principes juridiques. (La féodalité en Europe occidentale devient, en tant que système social, le levain d'un épanouissement moral et juridico-politique de premier plan).

Tout aussi fondamentale, l'idée se fait jour, voire triomphe, que l'action politique doit être gouvernée par les paramètres du droit, première et décisive entorse à la primauté "du politique", au bénéfice de "la politique", écho des aspirations légitimes du pays, du peuple, des hommes.

Fascinante, enfin, la parenté profonde des deux grands systèmes Juridiques européens, voire du monde – le droit romain et le droit anglais, développant indépendamment l'un de l'autre une réflexion Juridique partant du concret, refusant tout collectivisme, tout anonymat et toute abstraction, où le Juge (le Jurisconsulte) est en vérité homme d'Etat et éducateur, frappant avec assurance le relief de la responsabilité Individuelle.

C'est dans cette tradition de pensée que se fraient un chemin deux concepts Incomparables : l'idée de la séparation des pouvoirs (ou plutôt des checks and balances) et la Juridification de l'acte administratif.

Ces quelques réflexions nous permettent de mieux reconnaître où se situe la matérialité de la dimension du droit, comme marque distinctive de l'Europe et quels sont les principes à maintenir, voire quelles sont les voies à suivre afin de progresser en restant fidèle à une tradition source de grandeur et de salut, à reconquérir et à développer quotidiennement pour survivre et avancer. Voilà ces critères :

La dimension véritablement métaphysique comme fondement d'une compréhension lucide du droit (les Ideologies étant la mort du droit);

Le relief de la responsabilité Individuelle comme clef de la santé morale de la société;

La structuration d'un système d'équilibre au niveau des Institutions, en se souvenant de l'adage : "Power corrupts, and absolute power corrupts absolutely".

Rappelons dans ce même esprit : l'exigence de l'indépendance de la magistrature assise et de son pouvoir de contrôle face à l'exécutif, mais en veillant à ne pas confondre les genres, en d'autres termes en laissant les décisions appartenant à la responsabilité de la cité tout entière aux organes habilités au niveau des institutions à cet effet; et : le maintien d'un lien indissoluble entre l'action au niveau juridique et la morale éclairée par une rationalité humaniste.

Ainsi que la subordination de l'action politique aux exigences de la moralité et de la raison grâce à un dialogue libre et responsable.

H-A. Schwarz-Liebermann

Dr Barthold C. Witte
Ambassadeur
Directeur général de la politique
culturelle à l'étranger
Ministère fédéral des Affaires étrangères
Bonn

Vers une politique culturelle européenne

Discours prononcé le 11 octobre 1989
au Palais du Luxembourg, Paris
dans le cadre d'une rencontre du B.I.L.D.

I.

Il y a 44 ans presque jour pour jour, le 1^{er} octobre 1945, la revue "Esprit" publiait sous le titre "L'Allemagne de nos mérites" un commentaire de Joseph Rovin dont les mots nous touchent et nous émeuvent encore aujourd'hui par leur profonde humanité. Quelques mois à peine après l'effondrement total, politique et moral, de l'Allemagne nationale-socialiste barbare, un homme témoin et même victime des crimes commis au nom de l'Allemagne, élevait la voix, la voix de l'humanité et de la justice: "Les Français ne doivent à l'Allemagne ni oubli, ni tendresse. Ils se doivent que règne en Allemagne une sévère, une implacable justice. Ils se doivent que leurs représentants en Allemagne occupée représentent et appliquent les principes que nous avons défendus contre le fascisme. Plus nos ennemis avaient terni la figure humaine, plus nous sommes tenus à la respecter en eux, et même à l'embellir."

Dans cet écrit déjà, Joseph Rovin considérait la France et l'Allemagne comme une communauté de destin au coeur de l'Europe. "N'oublions pas que l'Allemagne a précipité l'Europe avec elle dans sa ruine ... D'une épreuve éclatante et décisive, l'Allemagne nous a prouvé la solidarité de nos destins." Cet esprit, Mesdames et Messieurs, a ouvert la voie à la réconciliation et à l'amitié franco-allemandes. C'est lui, la source de tous les acquis dont nous pouvons être fiers à juste titre aujourd'hui dans les relations franco-

- 2 -

allemandes, à savoir l'Office franco-allemand pour la jeunesse, les lycées franco-allemands et les projets culturels communs, les échanges d'étudiants et d'élèves, les innombrables jumelages régionaux et locaux, les centres de rencontre communs, le Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur et enfin les contacts tout naturels qu'entretiennent quotidiennement les Allemands et les Français. Je me souviens avec gratitude d'avoir profité moi-même, en participant aux premières rencontres d'étudiants franco-allemandes organisées après la guerre, des fruits de la sagesse et de la pensée humaine d'un homme comme Joseph Rovin.

Je me souviens également qu'à cette époque nous souhaitions déjà - ce qui allait sans aucun doute dans le sens de Joseph Rovin - que le partenariat franco-allemand devienne le noyau, le centre dynamique de l'Europe commune de demain. C'est précisément dans cette perspective que travaille depuis lors un groupe de grands Européens, dont Joseph Rovin, au "projet européen" en tant qu'élément central d'un nouvel ordre européen, projet qui nous tient tous encore aujourd'hui en haleine. Et c'est pourquoi je me réjouis d'avoir l'occasion ici à Paris de parler devant le Bureau international de Liaison et de Documentation que préside justement Joseph Rovin, d'un thème européen particulièrement important: la politique culturelle européenne.

11.

Depuis quelque temps, la culture européenne, la politique culturelle européenne est dans toutes les bouches. L'idée que l'Europe est dans une très large mesure déterminée par sa culture et qu'il existe une identité européenne commune est pour ainsi dire devenue une notion commune dans la discussion politique des dernières années. Ceci vaut pour les rapports étroits existant en Europe occidentale au sein de la Communauté européenne et du Conseil de l'Europe de même que pour le dialogue mené avec les Etats d'Europe centrale et orientale depuis l'entrée en fonction de Gorbatchev. La dimension culturelle de l'Europe des Douze a été réaffirmée dans la "Déclaration solennelle sur l'Union européenne" du 19 juin 1983 à Stuttgart et dans le rapport Adonnino concernant l'"Europe des citoyens" qui a été adopté le 29 juin 1985 par le Conseil européen à Milan. Il n'est aucun président, aucun chef de gouvernement, aucun ministre des Affaires étrangères qui n'ait qualifié la Communauté européenne de "communauté de valeurs

- 3 -

et de culture" et - tel le Chancelier fédéral - désigné la culture commune comme "le lien le plus fort qui unisse l'Europe". "Il n'y aura pas de développement économique durable, de progrès social, de démocratie solide, de paix pour le monde sans l'épanouissement de cultures assurées d'elles-mêmes et capables de s'enrichir mutuellement", a dit récemment le Président de la République française.

L'Europe élargie de la C.S.C.E. puise elle aussi à nouveau de plus en plus dans ses racines culturelles communes. L'Acte final d'Helsinki (1975) ainsi que les documents de clôture de Madrid (1983) et de Vienne (1989) soulignent très nettement les traditions et les valeurs culturelles communes qui forment la base du développement des relations Ouest-Est. Là aussi, le partenariat franco-allemand a joué un rôle de moteur. J'ai eu l'occasion d'en faire personnellement l'expérience, en tant que membre de la délégation allemande compétente pour la politique culturelle, au cours des négociations de Genève qui portaient sur l'Acte final signé par la suite à Helsinki. La dimension culturelle de l'Europe entière a également été mise en évidence par le Forum scientifique de 1980 à Hambourg et par le Forum de la Culture de 1985 à Budapest. En 1991, elle doit encore être concrétisée lors du symposium de Cracovie portant sur l'héritage culturel des Etats signataires de la C.S.C.E. Récemment, le Chancelier fédéral et le Secrétaire général soviétique ont dit dans leur Déclaration conjointe du 13 juin 1989 que "bien que le continent ait été séparé pendant des décennies, la conscience d'une identité et d'une communauté européennes est restée vivante et s'affirme de plus en plus".

Jean Monnet lui-même a reconnu vers la fin de sa vie que, s'il pouvait recommencer à construire l'Europe, il commencerait par la culture. Ceci amène à se poser trois questions que j'aimerais aborder ici - entre conspirateurs de la cause européenne - en toute franchise, c'est-à-dire de manière critique.

Premièrement: Pourquoi n'a-t-on pas commencé en fait par la culture?

Il m'est facile de répondre à cette question en peu de mots. En effet, si l'on fait abstraction des différents motifs d'ordre historique, la raison principale est la suivante: les processus d'intégration dans les domaines économique

- 4 -

mais aussi politique sont parallèles en Europe occidentale, et disposent donc d'une structure relativement simple. Leur objectif est essentiellement la concertation, la coordination et l'harmonisation, voire l'intégration des politiques nationales. Ceci s'applique à de vastes domaines du marché intérieur, de la politique en matière économique, monétaire et financière, et aussi de plus en plus à la coopération en matière de politique étrangère. Or, la politique culturelle européenne a pour but principal de conserver la diversité des traditions du continent et seulement en tant que résultante, de parachever l'unité européenne qui s'exprime dans la multiplicité de ses formes et de ses spécificités. Il est donc bien plus difficile de percevoir une telle diversité et d'établir des rapports que de trouver les intérêts économiques et politiques communs et d'élaborer sur cette base des positions et des politiques communes.

Deuxièmement: Qu'est-ce qui permet à la culture, en dépit de sa diversité évidente, de créer en même temps une identité?

Plus que jamais auparavant dans l'histoire de l'Europe, les citoyens européens s'intéressent à la culture. La politique culturelle se place au centre de l'intérêt partout où il s'agit de relever les défis du processus scientifique et technique à l'échelle mondiale dans la voie de la société de communication. A une époque où les "paradigmes politiques" se modifient - avec le processus d'intégration croissante de l'Europe occidentale, d'une part, et la "nouvelle pensée" ainsi que les mouvements de réformes en Union soviétique, en Pologne et en Hongrie, d'autre part -, de même que dans le contexte de la redéfinition de conceptions de croissance purement quantitatives, on aspire à la "culture" en tant que point d'ancrage au milieu de structures mouvantes. De toutes parts on cherche à se réfugier dans des solutions culturelles. Ce phénomène s'explique sans aucun doute par le désir de trouver une orientation à une époque mouvementée et au milieu de structures complexes, de définir des positions solides et de désigner des perspectives évidentes, en d'autres termes d'utiliser l'héritage culturel comme base de la "construction du système dans un climat d'insécurité".

Ce rôle de la culture, même s'il dépasse parfois ses capacités, n'est ni nouveau ni étranger à cette dernière. De tout temps, la culture a aidé à créer des identités, à assurer des loyautés et, comme l'a dit Ralf Dahren-

- 5 -

dorf, à faire des "ligatures". Elle crée dans le contexte complexe des événements et hétérogène des expériences, des images existentielles et la continuité dans les formes et les styles qui rend supportables les contradictions et dissonances quotidiennes. Et c'est précisément parce que la culture rappelle la stabilité dans le changement qu'elle est si recherchée dans les périodes de transition, même si elle est elle aussi soumise à un changement rapide.

Troisièmement: S'il est vrai qu'on en revient à une époque mouvementée comme la nôtre au rôle créateur d'identité de la culture européenne, il convient d'autant plus de poser clairement la question de l'existence et de la vitalité de la culture européenne et des points communs existant entre les cultures nationales, et d'y répondre bien sûr. En effet, rien ne nuierait plus à la paix et à l'entente entre les peuples d'Europe que le fait que le point d'Archimède de l'architecture européenne - je veux parler de la culture - ne se révèle être une chimère.

La culture nous divise ou nous unit-elle? Tout au moins depuis que l'Europe moderne existe - avec l'apparition des Etats nationaux séculiers et le déclin de l'unité spirituelle du christianisme -, la culture européenne a un caractère ambigu. D'un côté, elle a toujours été imprégnée d'une unité subsidiaire malgré sa diversité. Au-delà des différences de formes, du style gothique à l'art moderne en passant par la Renaissance et le romantisme, il est aisé de découvrir des traits communs, certes d'aspect et de poids variables, mais pourtant si marqués que "l'empreinte européenne" est évidente. L'Europe de la culture intellectuelle fait ainsi de Racine, Molière, Cervantes, Shakespeare et Schiller des membres d'une même famille d'esprit. Quant à la notion de "littérature mondiale" que nous devons à Goethe, elle dépasse de loin frontières historiques et particularismes culturels et va donc bien au-delà de l'Europe. Dans le même ordre d'idées, le message culturel des Lumières et de la Révolution française n'était pas seulement national, mais bien universel et européen.

L'Europe a été le berceau de la nation en tant qu'idée et réalité, mais elle a été aussi le continent qui a succombé au nationalisme et entaché l'amour de ce qui nous est proche de la haine de ce qui nous est étranger.

- 6 -

Depuis la guerre de Trente Ans, l'Europe a régulièrement été le théâtre de luttes intestines et le nationalisme a élevé ces guerres fratricides européennes au rang de croisades culturelles. La seule histoire allemande en fournit suffisamment d'exemples: pensons simplement aux "héros" allemands s'opposant aux "marchands" occidentaux, à la profondeur allemande opposée à la superficialité occidentale, à la "perfidie Albion", à l'hostilité héréditaire franco-allemande et aux "cosaques" venus de l'Est. Toutes les horreurs perpétrées sur notre continent aux 19^e et 20^e siècles sont des produits de notre culture. Ce que nous appelons le colonialisme, l'impérialisme, le fascisme, le national-socialisme et le stalinisme sont bel et bien des phénomènes européens.

C'est pourquoi personne ne devrait encenser la culture européenne sans tenir compte des pertes historiques, des attaques menées par l'Europe contre d'autres civilisations et des innombrables victimes sacrifiées à l'Europe et à la pensée européenne. Il est essentiel pour le "projet européen" qu'on admette les catastrophes européennes et, comme point culminant, la deuxième guerre de Trente Ans de 1914 à 1945 comme le complément négatif de la percée humaine de l'Europe dans le siècle prochain. En effet, seule la prise de conscience certes douloureuse du fait que l'Europe, telle qu'elle était, a gaspillé ses richesses, sa force et sa raison, s'est révélée incapable de créer pour elle-même un ordre de paix durable et est devenue en 1945 marginale au niveau politique et culturel - seule cette prise de conscience a permis à l'Europe de vaincre le nationalisme et de retrouver sa voie. Seule la catastrophe européenne a définitivement fait comprendre aux Européens qu'il n'existe pas de cultures fermées, uniformes, se suffisant entièrement à elles-mêmes et qui seraient de ce fait supérieures aux autres, mais que toutes les cultures sont sans cesse en relation les unes avec les autres et que c'est précisément leur interaction qui préserve leur si grande vitalité.

L'Europe en tant qu'entité culturelle est donc au meilleur sens du terme éclectique; c'est un produit résultant des sources et des influences les plus diverses, également de celles venues de l'extérieur. La culture européenne repose - en dépit de tous les empiétements - sur la pensée dialogique, sur l'aptitude à comprendre les autres et sur l'empathie, sur la communication vivante, sur la volonté de s'adapter et sur la distanciation par rapport à elle-même.

- 7 -

D'où sa diversité souvent déconcertante qui, cependant, reste attachée au consensus fondamental élaboré en commun par tous les Européens depuis deux siècles et qui porte sur la liberté et les droits de l'homme, la démocratie et la répartition des pouvoirs, en d'autres termes sur les valeurs universelles de la Révolution française dans lesquelles culminait l'esprit des Lumières en Europe. Dépourvue de ce cadre, l'idée européenne serait certes une conception pragmatique, mais il lui manquerait une orientation morale. C'est ce cadre qui permet de saisir les tâches que la culture européenne peut accomplir aujourd'hui dans le contexte politique européen.

III.

Quelles sont les incidences sur la politique pratique, tout d'abord au niveau de l'Europe de la Communauté, mais aussi de l'Europe plus vaste du Conseil de l'Europe et du processus de la C.S.C.E.?

L'Europe occidentale, et en particulier l'Europe des Douze, peut déjà s'appuyer dès maintenant sur de multiples relations de coopération dans les domaines politique et économique. Mais si l'on veut éviter que l'Europe ne soit qu'un mélange d'exigences politiques et économiques demandant des formes d'organisation plus poussées, il faut reconnaître la valeur de son passé et celle des formes et des symboles qui naissent de la tradition commune. L'Europe unie, en tant que marché commun et union politique, n'a de perspectives que dans la mesure où elle ne gagnera pas seulement les esprits, mais aussi les coeurs de ses citoyens. Au demeurant, l'intégration économique et la diversité culturelle ne sont aucunement contradictoires. Si d'aucuns redoutent que la suppression des barrières politiques et économiques n'entraîne un nivellement culturel, une sorte d'amalgame européen, je ne partage pas cette crainte pour ma part. Au contraire, à mon avis, plus les points communs ressortiront aux plans politique et économique, plus les dissensions culturelles deviendront intéressantes et fructueuses; plus la discussion s'intensifiera, plus il y aura de contradictions; plus nous nous rapprocherons, plus évidentes seront nos différences. Ceci contribuera également à compenser les pertes inévitables qu'accusera la souveraineté nationale dans les domaines politique et économique. Ce ne sont pas seulement les cultures nationales qui gagneront en force. Il est prévisible que, le processus d'intégration avançant, la recherche de traditions régionales, de

- 8 -

dialectes et de cultures locales se renforce. L'unité dynamique, qui est engendrée par l'identité de l'Europe commune, nécessite et favorise en même temps la pluralité des formes de vie et l'individualisation des styles de vie.

Dans son "Livre bleu pour une Europe de l'éducation et de la culture", qui se basait sur ces idées, le gouvernement français a donné en 1987 de très nettes impulsions aux efforts déployés en faveur d'une politique culturelle européenne. Les suggestions relatives à l'éducation et à l'enseignement, aux échanges de jeunes et d'élèves, à la politique des médias et à la promotion des arts ont été reprises par la suite dans une large mesure par le Conseil et par les Etats membres de la Communauté. Même si la Communauté n'a pas les compétences requises pour traiter de questions purement culturelles, la dynamique du processus d'unification européenne se répercute de manière particulièrement forte sur le secteur culturel. La volonté politique commune des Etats membres de coopérer dans le domaine culturel pour contribuer à affirmer l'identité et "la citoyenneté" européennes a été réaffirmée dans le rapport concernant l'"Europe des citoyens" de 1985 et en particulier dans la "Déclaration solennelle sur l'Union européenne" de 1983.

Dans l'ensemble, les activités culturelles menées au sein de la Communauté se développent de manière réjouissante, de même que la coopération entre les Etats membres dans ce domaine. Depuis 1984, les ministres responsables des affaires culturelles se réunissent deux fois par an. Ils ont adopté toute une série de résolutions - dont quelques-unes sur l'initiative du Parlement européen - visant à établir une coopération plus étroite dans des domaines tels que la promotion de la traduction, la coopération entre bibliothèques et la protection des monuments classés; ils ont également mis sur pied le projet de "ville européenne de la culture" et proclamé l'année 1988 "année européenne du Cinéma et de la Télévision". En mai 1988 a été créé un Comité des affaires culturelles qui prépare les réunions des ministres. Ses activités se concentrent en particulier sur le domaine de l'audiovisuel avec la création d'un "EUREKA audiovisuel" proposé par la France et les travaux concernant la directive de télévision communautaire, le secteur du livre, la formation et le perfectionnement dans les professions ayant trait à la culture ainsi que le mécénat privé. Depuis 1987, les directeurs des Affaires culturelles des ministères des Affaires étrangères des Etats membres se réunissent deux fois par an - la prochaine réunion aura lieu le 13 octobre à Paris - afin

- 9 -

d'harmoniser les politiques culturelles menées par les Etats membres vis-à-vis des Etats et des régimes ne faisant pas partie de la Communauté. Dans les questions d'éducation, il existe depuis 1976 déjà une coopération institutionnalisée entre les ministres de la Communauté responsables de l'éducation. Ces dernières années, outre les recommandations et les décisions déjà prises en ce qui concerne l'enseignement des langues étrangères en Europe, la formation en matière d'environnement et le passage des jeunes de l'école à la vie professionnelle, différents programmes visant à promouvoir la mobilité transfrontières ont été mis en oeuvre, tels que COMETT en 1986, qui porte sur la coopération entre les universités et les entreprises européennes, ERASMUS en 1987, qui concerne les échanges universitaires, "La Jeunesse pour l'Europe" en 1988, qui vise à renforcer les échanges de jeunes au niveau européen, et LINGUA en 1989, qui a pour objectif de promouvoir l'apprentissage des langues étrangères. Tout ceci s'intègre parfaitement dans un rapport d'unité et de diversité très riche. Comme le montre la directive adoptée par la C.E.E. sur la reconnaissance réciproque générale des diplômes universitaires sanctionnant une formation professionnelle arrêtés récemment, il ne s'agit pas de niveler les structures nationales en matière d'éducation qui ont fait leurs preuves, mais au contraire de reconnaître réciproquement les particularités nationales. L'objectif n'est pas de créer un "espace éducatif européen" basé sur une conception unique, mais de supprimer les derniers obstacles à la mobilité grâce à la coopération entre les Etats membres. Il est évident que cette mobilité est également profitable du point de vue économique. Les qualifications créées par les programmes communs - connaissance des langues étrangères, des particularités économiques, sociales et culturelles des pays partenaires - n'augmenteront pas seulement la "compétence européenne" des citoyens, mais fourniront aussi des impulsions aux forces productrices.

La situation est semblable dans le domaine des médias. Pour la France et nos partenaires européens ainsi que pour nous-mêmes, le renforcement de la création et de la production audiovisuelles en Europe occupe une place importante. Si l'Europe ne donne pas son empreinte aux images qui informent sur son identité, elle ne saurait être conçue comme une "Europe des citoyens". Or, les sociétés de télévision et de production cinématographique de l'Europe occidentale n'ont produit elles-mêmes en 1988 que 20 pour cent environ des 140 000 heures de programme émises et 40 pour cent des films

projetés. L'extraordinaire extension prévisible du volume d'émissions et ses conséquences pour les marchés médiatiques internationaux devrait encore accélérer la dépendance des Européens vis-à-vis des productions non européennes s'il n'est pas donné une tournure européenne à la politique des médias en Europe. Le projet de création d'un EUREKA audiovisuel, préparé par le "Livre bleu" et adopté par le Conseil européen en 1988 sur proposition du Président Mitterrand, ainsi que les efforts déployés soit dans le cadre du Conseil de l'Europe, soit au sein de la Communauté pour mettre en place une télévision européenne transfrontières, vont dans ce sens.

Là encore, l'objectif n'est pas l'uniformité ordonnée par décret mais la diversité créative. C'est pourquoi, si l'Europe veut améliorer ses chances sur le marché des médias, elle devrait le faire par des moyens conformes au marché, et non pas en appliquant des mesures suscitant le soupçon d'un retranchement protectionniste. Tout quota rigoriste ou toute structure d'organisation dirigiste irait d'autre part à l'encontre des efforts que nous déployons dans le dialogue Ouest-Est et au sein des Nations Unies pour défendre la libre circulation des informations au-delà des frontières. Ceci s'applique aux aspects techniques du projet EUREKA, à savoir la standardisation des systèmes de câblage, l'exploitation concertée des facilités offertes par les satellites, la mise au point de la télévision à haute définition, ainsi qu'aux productions télévisées et cinématographiques européennes comme diffuseurs du divertissement, de l'information et de la culture. Le fait de s'opposer aux productions américaines parce qu'elles sont américaines constituerait déjà une erreur, car cette attitude serait dirigée contre des témoignages de l'héritage européen ancré dans l'histoire des Etats-Unis. L'Europe n'a aucune raison de craindre la concurrence loyale et diversifiée des idées et des images. Elle doit seulement veiller à ce que tout le monde puisse pratiquer cette concurrence dans les mêmes conditions.

Ceci s'applique aussi aux littératures européennes. La recherche de l'unité dans la diversité signifie ici que les littératures nationales du continent deviennent des lieux de découverte commune de valeurs et de mondes. C'est pourquoi le conseil des ministres responsables des affaires culturelles a mis en oeuvre un programme destiné à promouvoir le livre et la lecture en favorisant notamment la promotion des traductions et les bibliothèques.

L'Europe de la diversité culturelle se réalisera enfin - il convient de le souligner - grâce à une offre linguistique multiple. Ce serait une erreur que de procéder à un nivellement linguistique, car il menacerait les forces de production et de création de l'Europe. Il ne s'agit pas là de lutter contre la domination réelle ou prétendue de la langue anglaise dans les domaines commercial et scientifique, et ce n'est qu'en deuxième ligne également qu'il est question de défendre la langue allemande ou française en tant que telle. Ce qui importe avant tout, c'est la diversité linguistique considérée comme une pièce maîtresse de l'héritage européen. La langue française y occupe une place importante, de même que l'allemand, l'espagnol, l'italien et les autres idiomes européens, dont l'anglais fait bien entendu partie. L'Europe de demain doit être multilingue. Nous devons donc bientôt veiller à ce que nos programmes d'enseignement scolaires et universitaires rendent obligatoires l'apprentissage des langues européennes principales, à continuer de renforcer les échanges d'enseignants aux niveaux primaire, secondaire et supérieur, à intensifier les jumelages et à rendre obligatoires les séjours d'études dans d'autres Etats de la Communauté. La réussite d'un diplôme universitaire devrait dépendre de la connaissance de deux langues étrangères européennes au moins. C'est là un domaine où l'intervention publique est légitime, voire indispensable pour le progrès.

La situation est différente dans les échanges culturels au sens étroit du terme. Dans l'hémisphère occidental, les échanges s'accomplissent entre-temps sans que l'Etat doive beaucoup y contribuer. Les mass-médias et les systèmes d'information modernes véhiculent au-delà des frontières l'actualité au même titre que le divertissement, l'analyse au même titre que le film policier. C'est la conséquence de la liberté dans le domaine de l'information et de la culture qui nous est à tous si chère. Les courants de l'échange culturel moderne se développent en fonction des lois de l'offre et de la demande, et des motivations des consommateurs et des modes qui se laissent difficilement expliquer. Leur apport risque de ne pas être au goût de tout le monde, surtout quand il se traduit par une commercialisation et une banalisation de l'art et de la science. Mais tant que nous tenons à donner la priorité aux désirs des citoyens, la politique culturelle de l'Etat au sens d'une Europe des citoyens doit aussi respecter cette diversité. Bien entendu, elle peut, doit même agir en complétant ou corrigeant afin de mettre en valeur des domaines oubliés, satisfaire aux besoins des minorités et rappeler

- 12 -

la signification vitale de la pluralité et de l'individualité. Pour fonder et rendre crédible l'identité européenne, il ne suffira pas à la politique culturelle européenne de construire les routes larges, mais il lui faudra aussi tolérer des détours, permettre de fuir dans l'insignifiant, fournir des refuges et accepter la simultanéité de la succession. Cette politique ne vit pas seulement de la tension entre l'unité et la diversité, mais elle vit aussi dans la dialectique entre l'Europe d'en haut et celle d'en bas. Autant l'Europe d'en haut - animant la volonté de construction et de formation de l'édifice institutionnel, présentant l'image européenne et inspirant la rhétorique politique - est indispensable, autant il est nécessaire de créer un contrepoids avec une Europe d'en bas - une Europe des marchés, des structures fédératives, des provinces.

IV.

L'Europe ne s'arrête pas aux frontières de la Communauté européenne, et la culture européenne encore moins. Ceci s'applique très certainement aux Etats du Conseil de l'Europe, ne serait-ce qu'à cause du plus grand nombre de ses membres et de la profonde et plus longue expérience du Conseil de l'Europe dans le travail culturel. Les activités qu'il a déployées dans le domaine de la coopération des établissements d'enseignement supérieur, des programmes de langues étrangères, du Programme européen d'évaluation de la politique culturelle des pays membres, de la télévision transfrontières et de la promotion cinématographique ont souvent servi de modèle aux activités de la Communauté et complètent au-delà de la Communauté, vers le Nord et le Sud, pour l'ensemble de l'Europe occidentale, les efforts entrepris par les Douze. Le Conseil de l'Europe a en outre de plus en plus une fonction de pont reliant la Communauté avec les autres pays de l'Europe occidentale et avec l'Europe orientale. Depuis le milieu de cette année, l'Union soviétique, la Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie bénéficient du statut d'observateur dans l'Assemblée parlementaire. La Pologne et la Hongrie ont été invitées à adhérer à la Convention culturelle européenne de 1954. La conscience européenne se répand de plus en plus, même par delà les frontières des systèmes. Le "Livre bleu" a déjà fait remarquer l'importance de la culture européenne pour les relations Ouest-Est et le ministre fédéral des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, ne se lasse pas d'exiger et de promouvoir depuis des années la réunification culturelle de l'Europe. Le

- 13 -

développement dynamique de la Communauté européenne et le processus de réformes dans les pays de l'Europe centrale et orientale ne renferment pas d'éléments séparateurs mais suivent au contraire une évolution convergente. Les deux processus peuvent et doivent être combinés. La Communauté européenne est déjà aujourd'hui un point de cristallisation de la politique poursuivie dans le secteur économique à l'échelle paneuropéenne. La Déclaration conjointe de la Communauté européenne et du Conseil d'assistance économique mutuelle du mois de juin 1988 en témoigne tout aussi clairement que la mission de coordination conférée à la Communauté par le Sommet économique de Paris concernant les aides destinées à la Pologne et à la Hongrie. La politique culturelle européenne est appelée à en jeter les bases dans les populations. Dans un contexte qui dépasse les limites des systèmes, la renaissance de traditions culturelles communes apporte un soutien au processus de renforcement de la confiance et crée un réseau de structures de coopération stable.

Nous, les peuples libres de l'Ouest, sommes appelés ici à remplir une nouvelle tâche. Une politique culturelle commune au-delà des systèmes pour l'Europe de l'Est, avec pour moteur et pour centre le partenariat franco-allemand, favorise la solidarité du continent, et la suscite même de nouveau dans les esprits et les coeurs des individus. La République fédérale d'Allemagne est particulièrement bien placée pour mener une telle politique: en raison de sa situation géographique, de sa situation politique et économique, elle est en effet non seulement tout particulièrement tributaire d'une coopération entre partenaires avec d'autres nations, mais elle en a même l'obligation à cause de sa responsabilité historique. Elle est par ailleurs particulièrement habilitée à mener le dialogue culturel entre l'Ouest et l'Est. Le peuple allemand est le seul en Europe à vivre des deux côtés de la frontière des systèmes. La langue et la culture allemandes ne constituent pas seulement un lien au sein de la nation divisée, mais elles sont aussi un pont pour engager un dialogue à l'échelle de toute l'Europe. En outre, de toutes les nations rassemblées au sein de l'Alliance occidentale, ce sont les Allemands qui entretiennent avec les pays de l'Europe centrale et orientale les relations culturelles les plus intensives et les plus enracinées dans l'histoire. Il apparaît aujourd'hui que ces relations ont même survécu aux deux Guerres mondiales et aux crimes commis par des Allemands. C'est précisément à cause du caractère indissoluble de son attachement aux valeurs

- 14 -

politiques et culturelles de l'Ouest, à sa modernité, sa pluralité et sa libéralité que la République fédérale d'Allemagne, située au milieu de l'Europe, est particulièrement bien placée pour faire avancer le dialogue et la coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale, et ce conjointement avec ses partenaires occidentaux, notamment avec la France.

Ce dialogue, cette coopération visent dans un premier temps à abolir les stéréotypes négatifs. La rencontre culturelle est le meilleur moyen de faire connaissance, de s'écouter, d'aller au-devant de l'autre et de démentir les préjugés. L'établissement d'instituts et de centres culturels sert à atteindre cet objectif.

Dans un deuxième temps, nous apportons des contributions destinées à soutenir les réformes en Europe centrale et orientale. Je citerai à ce propos les programmes d'échanges scientifiques, les stages de management, l'aménagement de centres scientifiques, le dialogue entre les groupes sociaux. Les traités germano-soviétiques signés le 15 juin dernier à l'occasion de la visite à Bonn du Secrétaire général soviétique, posent clairement des jalons dans ce sens.

Dans un troisième temps, "l'Ostpolitik" culturelle jette des ponts sur les frontières des systèmes. Les rencontres entre les habitants de pays voisins favorisent l'entente des peuples. Les échanges de jeunes de même que les appariements scolaires et universitaires, les jumelages de villes ainsi que les programmes d'échanges de toute sorte représentent une base indispensable à une compréhension mutuelle approfondie. La libre rencontre des individus, et le tourisme, ont des effets profonds et déterminants auxquels la politique, elle non plus, ne peut se soustraire à la longue.

Plus le dialogue culturel Ouest-Est se développe de cette manière, plus l'héritage historique des idées dans lequel s'inscrit la culture européenne apparaît clairement. Il s'agit de l'affirmation de l'identité européenne qui se réalise dans la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. C'est pourquoi les efforts visant une plus grande ouverture sociale et plus de démocratie en Europe centrale et orientale ont une signification si déterminante. Plus ce processus de réformes progresse, plus les pays d'Europe centrale et orientale seront capables de coopérer, seront pluralistes, et donc "euro-

- 15 -

péens", notamment ceux qui comme la Pologne et la Hongrie ont toujours fait partie du centre de l'Europe. La R.D.A. et la Tchécoslovaquie ne pourront pas eux non plus se soustraire indéfiniment à ce processus.

Or, il serait fatal de ne pas reconnaître, outre les chances de voir l'Europe centrale et orientale devenir plus moderne, pluraliste et par là même plus "européenne", les dangers que certaines forces centrifuges font peser sur le processus global d'un ordre de paix européen, que ce soit une nouvelle manifestation du nationalisme ou, comme l'a récemment fait remarquer Joseph Rovin, le fait de méconnaître que l'Union soviétique, tout en assumant son rôle à l'échelle européenne, continue de jouer son rôle à l'échelle mondiale. De même qu'il s'agit de trouver dans les relations de l'Europe avec les Etats-Unis et le Canada un nouvel équilibre entre la liberté et l'engagement mutuel, de même il faut trouver pour le rôle de l'Union soviétique dans la "maison commune européenne" le juste équilibre entre l'appartenance et la distance.

C'est l'une des raisons pour lesquelles il convient de faire preuve de circonspection et de perspicacité dans tous les efforts fournis pour construire cette maison. En faisant prendre conscience de l'héritage culturel commun de l'Europe, en conjurant la cohésion continue du continent et en oeuvrant à la rencontre culturelle d'individus séparés jusque-là par les frontières des systèmes, nous touchons au coeur des identités collectives. La politique culturelle est donc l'instrument de la diplomatie moderne le plus riche mais aussi le plus sensible. Rien ne doit lui échapper. Il importe surtout d'apporter dans des étapes circonscrites nos contributions à une réforme du système et ainsi à la "pluralisation" de l'Europe de l'Est. Il s'agit d'engager une interdépendance culturelle dont aucun pays ne pourra plus sortir sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Dans ce sens, les progrès de l'intégration de l'Europe occidentale représentent aussi des progrès pour l'Europe tout entière. La Communauté européenne a développé une grande mine d'idées en matière de coopération avec des Etats extérieurs à la Communauté, mais ici aussi, tout d'abord dans le secteur économique. Il s'impose désormais d'étendre cette coopération au domaine culturel et de créer des structures ouvertes aux Etats non membres de la Communauté, telles qu'elles existent déjà dans le cadre des programmes

- 16 -

EUREKA. L'ouverture des programmes COMETT et ERASMUS constitue le premier pas de cette politique. Dans ce sens, il faudrait recourir encore davantage à la fonction de pont qu'assure le Conseil de l'Europe, par exemple pour l'EUREKA audiovisuel.

Le partenariat franco-allemand fera aussi ses preuves dans ce contexte plus large, du moins je l'espère et le souhaite. Il peut aussi devenir l'inspirateur et le stimulateur au sein de l'Europe plus vaste. De même, nos activités bilatérales de politique culturelle devraient être conçues de telle sorte qu'elles puissent servir de modèle à des projets d'inspiration véritablement européenne. Un grand nombre d'activités que nous accomplissons ou avons entamées aujourd'hui ensemble répondent déjà à cet objectif; je ne nommerai que l'Office franco-allemand pour la jeunesse, le Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur, la chaîne culturelle franco-allemande. De tels projets doivent servir de moteur à ce qui fera ensuite école dans toute l'Europe ou à ce qu'il reste encore à faire, à savoir un office paneuropéen pour la jeunesse, une université européenne, une télévision européenne.

V.

Notre projet d'un renouveau de la culture européenne a-t-il donc un avenir? Certains en doutent encore. Ils pensent que la domination politique des deux puissances mondiales et la domination culturelle de l'Amérique sont irréversibles. Je ne partage pas leur opinion. Il est vrai que l'Europe n'est plus le centre de la politique internationale et des événements mondiaux, et qu'elle ne peut plus le devenir non plus. Le monde actuel connaît plusieurs centres de puissance et l'Europe n'en est qu'un parmi d'autres - mais elle en est un qui prend de l'importance. Une renaissance inattendue de l'Europe caractérise en effet la deuxième moitié de notre siècle. Elle a commencé sur le plan économique, elle a continué, même si c'est de manière hésitante, sur le plan politique et, maintenant, elle a aussi atteint le domaine de la culture. En peinture et en littérature, dans les sciences et en philosophie, l'Europe libre a retrouvé sa créativité perdue.

Jamais auparavant il n'y a eu autant d'hommes et de femmes en Europe pour s'intéresser à la culture. Les médias audiovisuels y contribuent, de même les musées, les galeries, les bibliothèques, les salles de concert, les théâtres,

- 17 -

les librairies. La culture est devenue un facteur important de la qualité de la vie européenne et compte aussi de plus en plus économiquement. De même les échanges culturels au-delà des frontières intra-européennes ont atteint une intensité jamais connue jusque-là. Rien ne renforce autant la cohésion européenne que le contact personnel, la possibilité de voyager et de rencontrer personnellement l'autre. Il semble que pour les générations plus jeunes, il soit tout à fait naturel d'agir et de penser d'une manière européenne. D'un autre côté, on ne peut pas ignorer que le malaise devant l'hétérogénéité sociale et culturelle, devant la vie dans un monde multilingue et multiculturel se développe dans bien des endroits. La nostalgie des formules simples et justes, la tendance à préférer le connu, les réserves vis-à-vis de l'inconnu gagnent du terrain çà et là. La peur du moderne cherche un refuge dans le retour aux valeurs exclusivement nationales. Le changement de marée politique en Europe de l'Est, le nouvel ajustement d'anciennes structures traditionnelles qui en résulte, font aussi remonter des idées qui cherchent à opposer les intérêts nationaux aux intérêts européens, voire à une politique de paix européenne. La politique européenne se doit d'y trouver une réponse. Elle doit faire comprendre par l'intermédiaire du "projet européen" culturel que la diversité dans l'unité et la pensée dialogique constituent l'héritage durable de l'Europe et sa chance historique de tirer la leçon des siècles marqués par de sanglantes guerres fratricides entre Européens en mettant en oeuvre un ordre de paix européen.

C'est ici, justement aujourd'hui et maintenant, que les Français et les Allemands sont conjointement sollicités. Quel est donc le lien qui nous unit? C'est la voie que des Français comme Jean Monnet et Robert Schuman ont conçue et que des Allemands comme Konrad Adenauer ont aussi empruntée. Ainsi que Joseph Rovin nous l'a enseigné, c'est la méthode qui consiste à enchaîner nos destins politiques et culturels. C'est notre projet commun, c'est-à-dire l'Europe tout entière.

Je suis persuadé que la réalisation de l'"universitas multiplex" culturelle, la découverte du tout européen dans les composantes, la pénétration du souffle de l'esprit libérateur du tout dans les composantes, seront décisives pour la poursuite et l'issue du "projet européen". A l'encontre de toute résignation j'affirme que ce projet est et demeure la véritable aventure de notre temps dans laquelle nous sommes appelés à nous engager.